



**HAL**  
open science

**Les interactions entre l'Unesco et la Fundecor  
(Fondation pour le développement de la cordillère  
volcanique centrale) au Costa Rica : flottements autour  
de la modernisation écologique**

Juliette Astorg

► **To cite this version:**

Juliette Astorg. Les interactions entre l'Unesco et la Fundecor (Fondation pour le développement de la cordillère volcanique centrale) au Costa Rica : flottements autour de la modernisation écologique. Science politique. 2018. dumas-01942258

**HAL Id: dumas-01942258**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01942258>**

Submitted on 3 Dec 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **MEMOIRE**

Pour obtenir le diplôme de

### **MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE –PARIS 3**

Master 2 Recherche

Mention : Etudes internationales et européennes

Spécialité : Etudes latino-américaines

Option : Science Politique

présenté par

**Juliette ASTORG**

dirigé par

**Camille GOIRAND**

Professeure de Science Politique

**Titre du mémoire :**

**Les interactions entre l'Unesco et la Fundecor (Fondation pour le développement de la cordillère volcanique centrale) au Costa Rica: flottements autour de la modernisation écologique.**

Mémoire soutenu le 27 septembre 2018

**Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine**

28, rue Saint-Guillaume 75007

**UNIVERSITÉ SORBONNE-NOUVELLE PARIS III**

**Institut Des Hautes Etudes de l'Amérique Latine**

Master 2 Recherche – Mention Science Politique

**Les interactions entre l'Unesco et la Fundecor (Fondation pour le développement de la cordillère volcanique centrale) au Costa Rica: flottements autour de la modernisation écologique**



*Lagune du cratère principal du Volcan Poás*

**Mémoire présenté par Juliette Astorg**  
Réalisé sous la direction de Camille Goirand  
Septembre 2018

## Remerciements

A Camille Goirand pour ses conseils avisés et son suivi très formateur tout au long de cette année à l'IHEAL.

A Felipe Carazo, Ivannia Vargas, Roxana Chacón, Cristina Weidlich, Diana Cordero, José Courrau, Juan Criado, Sofia Murillo, Gino Gonzalez, Mauricio Arias, Melvin Agüero, Freddy Vargas, ainsi que tous mes collègues de travail de la fondation FUNDECOR pour m'avoir accordé de leur temps et leurs visions sur les pratiques de la conservation et du développement au cours des entretiens.

A Diana Cordero et Ivannia Vargas pour m'avoir permise de réaliser mon enquête de terrain à FUNDECOR.

A David Dumoulin pour ses conseils de lecture et sa disponibilité.

A Tania Rodriguez, Alonso Ramirez et Allen Cordero de l'Université du Costa Rica pour leurs conseils bibliographiques sur le Costa Rica et la richesse de leurs questionnements.

A Asdrubal Alvarado pour m'avoir aidé dans mon enquête dans la région du Volcan Poás.

A Laura Requeno pour son accueil au Costa Rica.

# SOMMAIRE

Remerciements .....	1
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1 : FUNDECOR DANS LE SECTEUR DE LA CONSERVATION AU COSTA RICA .....</b>	<b>14</b>
<b>I. Transformation de la coopération internationale au Costa Rica : redéfinition des priorités des bailleurs de fonds au niveau régional et adaptation des organisations .....</b>	<b>14</b>
A. Transition dans la coopération internationale au Costa Rica .....	14
B. Cartographie des acteurs de l'aide internationale et adaptation des organisations.....	17
<b>II. Les contradictions entre la bannière écologique brandie sur la scène internationale, les politiques nationales environnementales et les réalités locales.....</b>	<b>21</b>
A. La valorisation de la différence verte costaricienne .....	21
B. Les contradictions au niveau local .....	23
<b>III. La régulation des parcs nationaux et les enjeux environnementaux locaux .....</b>	<b>28</b>
A. La régulation environnementale nationale en conflit avec la régulation environnementale internationale sur les catégories des aires protégées .....	28
B. Les problématiques environnementales dans les parcs nationaux.....	31
<b>Chapitre 2 : FUNDECOR : UNE FONDATION INTERMEDIAIRE.....</b>	<b>36</b>
<b>I. Le statut juridique de la fondation et son rapport à l'Etat .....</b>	<b>36</b>
A. Un statut ambigu dès la création : un lien publico-privé .....	36
B. Le rapport ONG/Etat en pratiques.....	40
<b>II. Une organisation connectée à la recherche de la centralité.....</b>	<b>43</b>
A. Les manifestations de la centralité .....	43
B. Les intérêts de l'organisation et des personnes à rechercher une position de centralité.....	47
<b>III. Une fondation avec une stratégie multiniveaux, du global au local et du local au global. ....</b>	<b>49</b>
A. Des projets locaux et globaux, une fondation aux activités de courtage .....	49
B. Une organisation intermédiaire et ses courtiers en développement.....	52
<b>IV. Sociologie du personnel de Fundecor : une organisation d'experts.....</b>	<b>56</b>
A. Sociologie du personnel de Fundecor : professionnalisation des personnels et socialisations propres au secteur de la conservation.....	56
B. Le registre de l'expertise, technicisation et dépolitisation des actions menées.....	60
<b>Chapitre 3 : LOGIQUES ENTREPRENEURIALES, DEVELOPPEMENT ET CONSERVATION : LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODERNISATION ECOLOGIQUE ? .....</b>	<b>66</b>
<b>I. Logiques entrepreneuriales, développement et conservation : projets, vision du développement et recherche d'une identité plus entrepreneuriale .....</b>	<b>66</b>
A. Des pratiques professionnelles proches du monde de l'entreprise .....	67

B. Les projets et la conception du développement focalisés sur l'amélioration du sort économique des personnes .....	70
<b>II. La recherche de l'efficacité et la professionnalisation des employés .....</b>	<b>73</b>
A. La diffusion de la bonne gouvernance et du New Public Management, la construction de pratiques professionnelles gestionnaires .....	73
B. La professionnalisation des agents et la norme de l'efficacité appliquée par l'évaluation des projets .....	75
<b>III. La modernisation écologique : s'allier avec le privé .....</b>	<b>79</b>
A. Le développement durable comme <i>leitmotiv</i> de la protection de l'environnement .....	79
B. L'ouverture des partenariats avec le secteur privé .....	83
<b>Chapitre 4 : LE CAS D'UNE PROPOSITION DE GEOPARC MONDIAL UNESCO PAR FUNDECOR : UN TRANSFERT DE NORMES OIG/ONG.....</b>	<b>86</b>
<b>I. Le label Géoparc et le cadrage de la proposition réalisée par Fundecor dans la région du volcan Poás.....</b>	<b>86</b>
A. Une labellisation ultra-sélective de l'Unesco .....	86
B. La proposition de géoparc : mise en ressource et réponse à une crise socio-économique ....	90
<b>II. La place de la coopération internationale, capacitations et perception de la coopération internationale par les protagonistes sur le terrain .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
A. L'Unesco sur le terrain .....	93
B. La variété des acteurs qui entrent en contact sur le projet .....	98
<b>III. Le transfert de normes par le label : gouverner par les labels et l'Unesco .....</b>	<b>100</b>
A. Un processus de transfert de politiques publiques qui induit un transfert de normes .....	100
B. Un instrument de gouvernement qui implique des pratiques de la fondation .....	102
<b>IV. Les intérêts autour de la candidature au label depuis la fondation .....</b>	<b>104</b>
A. Les relations entre la fondation et l'Unesco San José avant la demande du label de géoparc mondial de l'Unesco.....	104
B. Quelles sont les motivations des agents de la fondation ?.....	108
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>112</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>117</b>
Littérature scientifique .....	117
Sources primaires et secondaires.....	120
Liste des principaux sigles utilisés .....	124
Table des Photos, tableaux et cartes .....	125

## INTRODUCTION

Les organisations intergouvernementales recourent à des organisations non gouvernementales - associations et fondations nationales et internationales - afin de réaliser des projets de coopération internationale sur le terrain. Ce mémoire se propose d'étudier les interactions sur le terrain entre l'Unesco San José et la fondation Fundecor, Fondation pour le Développement de la Cordillère Volcanique Centrale au Costa Rica.

Aujourd'hui, les Nations Unies emploient un personnel de plus en plus important. Pourtant, il est difficile de savoir comment se déroule la coopération internationale sur le terrain. De plus, nous constatons dans la rhétorique développée par les institutions internationales la valorisation du partenariat entre les organisations intergouvernementales, fondations, associations et les entreprises. Cependant, nous ne savons pas bien comment ce partenariat fonctionne dans la pratique. Il existe une lacune de la recherche sur ces questions et peu de travaux analysent le rapport entre les OIG et les ONG dans la réalisation des projets de développement sur le terrain. De plus, la résolution des problèmes environnementaux implique un jeu complexe entre institutions et organisations très diverses. Il s'agit de comprendre ce que font les protagonistes des politiques de l'environnement et d'éclairer les relations qui les unissent, en bref comment la gouvernance environnementale fonctionne sur le terrain.

### *Les interactions entre une fondation et une OIG*

Les interactions entre les OIG et les ONG sont observables à différents niveaux. Nous avons choisi d'analyser la réalité sociale sur le terrain de la coopération internationale. En effet, nous avons laissé de côté l'étude des interactions au siège de l'OIG, des rapports de socialisation entre les agents de l'OIG et des ONG. Ainsi, nous avons mis de côté le questionnement portant sur les milieux sociaux de l'Unesco San José et de la fondation.

Ainsi, notre étude porte sur la fondation Fundecor et la façon dont elle travaille. Nous analysons spécifiquement les liens de travail qu'elle entretient avec l'Unesco San José. Nous posons la question de l'articulation du travail de la fondation par rapport à l'Unesco San José

et de la circulation des personnes entre les deux types d'organisations. Nous procédons à l'analyse de la structure de la fondation: son statut, sa façon de travailler, les pratiques de ses agents, leurs projets, leurs visions du développement et de la conservation. Grâce à une sociologie des personnels, nous étudions notamment le parcours professionnel, le type de diplômes, les expériences à l'étranger. Ainsi, nous pourrions réfléchir à la dimension internationale des parcours des agents de la fondation et les socialisations spécifiques des agents qui travaillent dans le secteur de la conservation.

Nous prenons comme étude de cas le projet de géoparc mondial de l'Unesco envisagé pour la région du Volcan Poás. Dans le cadre de ce projet, nous nous intéressons aux acteurs en présence, leurs interactions et motivations. Nous nous sommes demandé également quelle est la place accordée aux différents ministères. Ainsi, il s'agit d'exposer la variété des acteurs mis en contact sur le projet de géoparc dans la région du volcan Poás.

S'agissant d'un label délivré par une organisation intergouvernementale, nous étudions le label sous la perspective spécifique des transferts de politiques publiques. Au-delà, nous considérons des processus de transfert de normes internationales par l'intermédiaire du label. En effet, le label géoparc mondial défini par l'Unesco Paris comporte un contenu hautement normatif qui repose sur des prérequis, tels que la gouvernance, la participation, la transparence et l'évaluation. Ces normes induisent une modification de certaines pratiques de la fondation. Enfin, nous avons choisi d'analyser, depuis la fondation, les motivations des agents de Fundecor à demander le label.

### ***Croiser la littérature sur l'action publique et sur les politiques de développement***

Pour traiter notre sujet nous avons tenté de croiser la littérature de l'anthropologie du développement et de l'action publique. Tout d'abord, la littérature de l'anthropologie du développement s'est surtout intéressée à ce qui se passe dans les institutions de développement. En prenant en compte les effets des changements induits par les projets sur les bénéficiaires, elle permet de s'interroger sur la mise en œuvre des projets de manière critique. De plus, elle considère les bases épistémologiques sur lesquelles reposent les projets. Elle traite des façons dont les discours du développement sont construits, se rencontrent et réagissent quand ils sont confrontés aux autres formes de savoir. Elle analyse les pratiques et



les discours dans le monde du développement et en vient à problématiser la notion même de développement<sup>1</sup>.

Nous suivons la grille de lecture proposée par Jean-Pierre Olivier de Sardan sur l'enchevêtrement des logiques sociales et l'hétérogénéité des acteurs qui se confrontent autour des opérations de développement. L'auteur montre que la construction des pratiques et des discours est modelé en réseaux. Ainsi, il n'existe pas de dichotomie simple entre les différents acteurs. J-P. Olivier de Sardan avance le concept de « configuration développementaliste » entre les populations locales et les organisations occidentales dans le cadre des projets de développement. Ce concept nous a été utile pour réfléchir à la variété des acteurs et aux types de relations qui unissent les différents acteurs mis en présence sur un projet de conservation et de développement du géoparc mondial Unesco.

Dans la lignée de J-P. Olivier de Sardan, les travaux de Laetitia Ataloni-Duault nous ont permis de réfléchir aux discours et pratiques du monde du développement sur le terrain<sup>2</sup>. L'objectif, selon l'auteur, est de comprendre les logiques qui sous-tendent les choix des acteurs, les activités qu'ils développent, les représentations qu'ils en tissent et les écarts entre les principes et les pratiques. Elle montre aussi que la dichotomie entre locaux et internationaux, ou bien, entre les ONG et les agences internationales de développement ne fournit pas une aide satisfaisante, à la compréhension des discours et des pratiques du monde du développement sur le terrain. Tout comme J-P. Olivier de Sardan, elle affirme que les configurations développementalistes existent en réseaux. Elles doivent être appréhendées en tant que telles. Sur le plan de la méthodologie, nous avons été inspirée par l'ethnographie menée par L. Atlani-Duault depuis l'organisation qu'elle étudie et sa volonté de se fondre dans le groupe.

De plus, une série de travaux ont alimenté notre réflexion sur la rhétorique internationale des institutions du développement. Sur les mots du développement, Andrea Cornwall et Karen Brock réfléchissent au recours aux « mots à la mode »<sup>3</sup> dans les politiques de développement. Un ensemble de mots séduisants tels que « participation », « *empowerment* », « réduction de la pauvreté » sont utilisés comme des réponses aux problèmes. Leur caractère dépolitisé et qui suscite le consensus demande qu'on analyse de

---

<sup>1</sup> ATLANI-DUAULT Laetitia, *Au bonheur des Autres, Anthropologie de l'aide humanitaire*, Nanterre, Société d'ethnologie, 2005, 199 p.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> CORNWALL, Andrea et BROCK, Karen, « What do Buzzwords Do for Development Policy ? A Critical Look at 'Participation', 'Empowerment' and 'Poverty Reduction' », *Third World Quarterly*, 26 (7), 2005, p.1043-1060: "buzzwords".

façon critique leur usage. Au-delà, cela nous interroge sur la capacité de ces mots-valises à apporter des réponses aux problèmes.

De même, le concept de « confluence perverse » de Dagnino Evelina montre comment des groupes de personnes variés utilisent les mêmes termes mais avec des sens différents<sup>4</sup>. Par exemple, c'est le cas du terme *empowerment* issu des milieux militants d'extrême-gauche et récupéré par le monde plutôt libéral des OIG. Derrière ces termes se cachent des rapports de force et des rapports de pouvoir.

Il existe des processus de traduction des problématiques locales en un vocabulaire consensuel. Par exemple, J-P. Olivier de Sardan avance que les acteurs du développement adaptent leur vocabulaire afin qu'ils correspondent à celui des bailleurs de fonds<sup>5</sup>.

Pour renforcer notre analyse des projets de développement, fondée sur la littérature de l'anthropologie du développement, nous nous appuyons sur la sociologie de l'action publique.

Pour analyser le label de géoparc mondial défini par l'Unesco, nous nous appuyons sur la littérature relative au transfert des politiques publiques- *policy transfer studies*. La mondialisation, c'est-à-dire l'interdépendance accrue des systèmes politiques, économique, sociaux nationaux et supranationaux donne lieu à des importations et des exportations de modèles<sup>6</sup>. La littérature sur les transferts de politiques publiques s'attache à analyser la circulation de normes, d'institutions, de pratiques, de façons de faire. Elle invite à s'interroger sur les mécanismes de fabrique de l'action publique. Les problématiques sur les transferts des politiques publiques sont fortement liées à la question des instruments de l'action publique.

La littérature sur les transferts de politiques publiques s'inspire de différents courants. Le concept de policy diffusion a grandi dans la science politique américaine. Il décrit une adoption séquentielle de pratique, politique ou programme. L'approche issue des relations internationales a introduit une nouvelle dimension qui est la compétition entre les pays qui favorise l'adoption de normes internationales et des « best practices ». C'est le cas de l'OCDE avec la revue par les pairs pour rester compétitifs ou répondre aux standards

---

<sup>4</sup> DAGNINO Evelina, « Participation, Citizenship and Democracy », in NEVEU Catherine, *Cultures et Pratiques Participatives*, L'Harmattan, Paris, 2007.

<sup>5</sup> GIOVALUCCHI, François et J.P. OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n°198, avril-juin 2009, p.383-406.

<sup>6</sup> DUMOULIN Laurence, SAURUGGER Sabine « Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives », *Critique internationale* 2010/3 (n° 48), p. 9-24.

internationaux<sup>7</sup>. La littérature des *policy transfer studies* vient d'une littérature européenne des années 1990<sup>8</sup>. Le transfert peut concerner des politiques, des institutions, des idéologies, des attitudes, des idées, des leçons tirées d'échec. Le transfert peut avoir lieu à l'intérieur d'un pays à travers le temps ou bien entre les pays. La littérature de la science politique a eu tendance à se concentrer sur les différentes modalités du transfert, les instruments politiques spécifiques et/ou les pratiques professionnelles. Par contre, la littérature de relations internationales s'est plus concentrée sur la diffusion des normes qui peut promouvoir la construction du consensus politique. Il existe différents degrés de transfert de la copie conforme de politiques, aux imports dans la législation, aux techniques.

Nous nous intéressons à la diffusion des normes internationales par l'intermédiaire du label Géoparc mondial Unesco. Cela invite à s'interroger sur les acteurs qui produisent les normes, comment elles émergent et finissent par s'imposer. Il existe, en effet, un continuum de normes allant du droit positif jusqu'aux standards<sup>9</sup> et aux valeurs culturelles. Les standards sont utilisés tant par des organismes privés, que des ONG et des OIG. Il s'agit d'étudier la production d'une forme de *soft law* par l'OIG. Nous réfléchissons donc à l'usage du label comme un instrument de l'action publique internationale.

De plus, la sociologie de l'action publique permet de questionner les articulations entre Fundecor et l'Unesco San José. Ainsi, les travaux sur les intermédiaires de la sociologie de l'action publique permettent d'appréhender l'articulation et l'enchâssement des institutions. Olivier Nay et Andy Smith étudient l'action transversale de l'échange politique et analysent les formes de communication, de passage, de circulation de biens et d'idées entre des univers institutionnels<sup>10</sup>. Les échanges entre institutions ont des effets sur chacune d'entre elles. Ils forgent et rappellent sans cesse les frontières qui identifient et séparent les institutions. Ils contribuent à la consolidation des représentations et des images à partir desquelles chaque milieu construit sa légitimité à exister.

---

<sup>7</sup> DE FRANCESCO, F, Transfer agents, knowledge authority and indices of regulatory quality: A comparative analysis of the World Bank and the Organization for Economic Co-operation and Development, *Journal of Comparative Policy Analysis*, 2014.

<sup>8</sup> STONE, Diane, "Understanding the transfer of policy failure: bricolage, experimentalism and translation", *Policy & Politics*, vol 45, no 1, 2017, 55–70.

<sup>9</sup> TIMMERMANS Stefan and EPSTEIN Steven, "A World of Standards but not a Standard World: Toward a Sociology of Standards and Standardization", *Annual Review of Sociology* 2010. 36:69–89.

<sup>10</sup> Olivier Nay et Andy Smith, *Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institution in Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica 2002.

Enfin, les travaux plus spécifiques sur les politiques publiques de la conservation de la nature nous permettent de mieux saisir notre objet. Depuis les années 1990, le secteur de la conservation s'est accru et institutionnalisé au niveau mondial. David Dumoulin et Etienne Rodary montre l'existence d'un secteur mondialisé de la conservation<sup>11</sup>. Au sein de ce secteur, une multitude de partenariats public-privé et national-international qui incluent les OIG et les Etats sont à l'œuvre. En effet, les auteurs montrent que le secteur de la conservation est un secteur mondialisé qui privilégie le partenariat. La proximité structurelle entre les acteurs est également renforcée par une politique officielle de coopération entre acteurs et une réelle socialisation qui se tisse à travers des réseaux interpersonnels et institutionnels transnationaux. Les imbrications entre OIG et ONG reposent sur une forte intégration sociologique visible au niveau des trajectoires personnelles des individus et des réseaux de sociabilité. Les imbrications sont aussi identifiables au niveau des financements internationaux. L'existence d'un secteur mondialisé repose donc sur le partage de normes communes, de modèles d'action et d'une même socialisation.

### ***Problématique***

Cet état de la recherche nous amène à considérer les articulations des deux organisations en nous questionnant sur les liens de travail et les pratiques professionnelles d'une organisation de développement et de conservation spécifique du secteur de la conservation, la fondation Fundecor.

Comment s'opère, dans une fondation aux pratiques spécifiques, un transfert de politique publique par l'intermédiaire du label Géoparc mondial défini par l'Unesco Paris? Cette problématique renvoie à une série de questions.

Nous nous sommes demandé comment obtenir le label et quelle est l'association entre les différents acteurs. Ce sujet permet de s'interroger sur la définition des normes et comment elles peuvent contraindre les choix de la fondation qui demande le label. Qu'est-ce qu'un label ? Comment se définissent des normes internationales ? Comment se diffusent des normes internationales ? D'où vient l'idée du label ? Est-ce que cela implique un travail avec des autorités locales ?

---

<sup>11</sup> DUMOULIN David, « Les ONG et le secteur mondialisé de la conservation » avec Etienne Rodary in Catherine Aubertin (coord) : *Représenter la nature. ONG et biodiversité*, Paris, Presse de l'IRD, 2005.

Quels sont les acteurs mis en contact sur ce projet ? Quels sont leurs niveaux d'interaction ? Quelles sont les motivations des agents de la fondation ? Quelle est la place de l'Etat dans le projet géoparc ? A quoi servira le label ? Où est l'Unesco San José ?

Nous nous intéressons au travail de rencontres entre la fondation et l'Unesco, l'organisation de réunions ensemble. Est-ce que l'Unesco a financé d'autres projets ? Est-ce que d'autres salariés ont travaillé à l'Unesco ? Du côté de l'Unesco est-ce que des personnes ont travaillé avec les employés de Fundecor ? Nous cherchons à identifier sur quels aspects reposent ces liens. Ils ne sont pas objectivables.

Avant cela, nous nous interrogeons sur les pratiques professionnelles de la fondation. Quels sont les partenaires de la fondation ? Quels liens pouvons-nous établir entre les pratiques de la fondation, ses conceptions du développement et le monde de l'entreprise et du marché ?

### *L'enquête de terrain : ethnographie et réflexivité*

Pour traiter cet ensemble de questions, j'ai réalisé une enquête de terrain de deux mois au Costa Rica. J'ai sélectionné une association et une fondation qui ont travaillé avec l'Unesco San José dans le but d'étudier les interactions entre l'OIG et les ONG. J'ai obtenu un stage de deux mois au sein de la fondation Fundecor. Ainsi, j'ai pu intégrer le secteur de en charge de l'éducation environnementale et de la gestion des aires protégées. Ma mission de stage était de réaliser un travail de documentation sur le concept de géoparc mondial Unesco, repérer les expériences dans d'autres pays, faire une cartographie des acteurs susceptibles d'être intégrés dans le projet et réaliser une feuille de route pour la fondation.

La fondation est composée de deux bureaux situés pour l'un à San José et pour l'autre en zone rurale à Sarapiquí<sup>12</sup>. Le terrain de l'enquête a été le bureau de la fondation à San José complété d'un séjour de six jours dans la *comunidad*- communauté de Poasito. La méthode a reposé sur une enquête ethnographique reposant sur une combinaison d'entretiens et d'observations. Au cours de l'enquête, nous avons d'abord réalisé des observations des pratiques quotidiennes de l'organisation, suivies par des entretiens avec le personnel de Fundecor. Nous avons poursuivi par un séjour de quelques jours dans la communauté de Poasito, la communauté la plus proche du volcan Poás, avec des entretiens avec des personnes

---

<sup>12</sup> A 90km de la capitale, Sarapiquí est considéré comme une zone aux écosystèmes d'une extrême richesse, réputée pour être le poumon vert du Costa Rica, riche en forêts, traversée par le fleuve Sarapiquí, forte de ses ressources en eau mais aux conditions socio-économiques vulnérables.

concernés par le projet de géoparc notamment du personnel politique et des leaders communautaires. En dernière partie d'enquête, nous avons mené des entretiens avec des agents de l'Unesco San José et du Ministère de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica.

Concernant l'Unesco San José, nous avons mené un entretien avec le fonctionnaire en charge du secteur des sciences naturelles. L'entretien a permis d'identifier sa trajectoire professionnelle, sa nationalité, son domaine d'expertise. Il est intéressant d'analyser les discours des fonctionnaires pour saisir leurs représentations notamment.

Pour ce qui est de l'analyse de la fondation, nous avons réalisé des entretiens avec les agents de Fundecor. Nous avons étudié comment le concept d'éducation au développement durable est adapté par les ONG. Les entretiens avec le personnel de Fundecor nous ont permis de faire une sociologie du personnel. Ils ont aidé à répondre à ce qu'est un label, les motivations autour de la candidature, et de revenir sur les pratiques professionnelles des agents de la fondation.

Nous avons fait des observations des réunions de la fondation. Nous avons également procédé à des observations des pratiques quotidiennes et ponctuelles de sorties d'éducation environnementale.

En ce qui concerne les sources, nous nous appuyons sur des sources écrites (rapports de l'Unesco et accords), orales (entretiens) et des observations (de réunions entre la fondation et d'autres acteurs, d'ateliers de formation de la fondation, des pratiques quotidiennes des agents de la fondation).

Outre les entretiens et les observations, le matériel délivré par les acteurs eux-mêmes a été important. D'une part, les employés de la fondation ont pu me transmettre des documents produits par la fondation, tels que les statuts de la fondation, des descriptifs des projets menés, des rapports d'évaluation, des explications de leurs missions, de leurs objectifs et de leur vision, de leur histoire. La littérature grise de l'Unesco Paris et de Montevideo sur le label de géoparc mondial a été une source exploitée pour tirer des informations sur le concept de géoparc et les normes internationales véhiculées dans ces documents.

Ma place de stagiaire au sein de la fondation m'a permis de solliciter des entretiens avec les personnes de la fondation avec qui je travaillais tous les jours et avec qui se sont noués des liens de confiance. La présence prolongée au sein de la fondation a pu donner lieu à des échanges de documents, des conversations informelles facilitées. L'organisation est reconnue dans le secteur de la conservation au Costa Rica et sa bonne entente avec de

nombreux acteurs m'a facilité l'accès à des entretiens en dehors de Fundecor. Le statut d'étrangère et en particulier en tant qu'européenne, a été utilisé dans plusieurs cas comme un atout. Dans la plupart des entretiens, les entretenus ont fini en me racontant une anecdote sur la langue française, leur voyage ou leur expérience professionnelle en France. La réalisation des entretiens pendant la période de crise socio-économique traversée par les protagonistes variés de la zone autour du volcan Poás a facilité l'accès aux entretiens. En effet, les entrepreneurs touristiques étaient particulièrement enthousiastes à l'idée de pouvoir partager leurs problématiques. Le nombre d'habitants de la communauté de Poasito étant restreint, les personnes ont rapidement communiqué entre eux sur ma présence dans la zone ce qui a accéléré l'enquête grâce aux réseaux d'interconnaissance des habitants.

### *Plan*

Nous nous proposerons d'analyser dans un premier temps trois éléments qui nous semblent essentiels pour définir le cadre d'action dans lequel agit la fondation : la réduction des fonds alloués au Costa Rica par les bailleurs de fonds de la coopération internationale pour des actions environnementales, les politiques étatiques en matière d'environnement et les enjeux locaux environnementaux dans les parcs nationaux de la Cordillère volcanique centrale.

Ensuite, il nous faudra réfléchir sur la fondation en tant qu'organisation intermédiaire, en nous focalisant sur ses pratiques, ses projets et sa vision du développement et de la conservation. Nous étudierons son statut, son lien avec l'Etat, sa recherche de la centralité, ses stratégies déployées du global au local et du local au global. Nous tenterons de réaliser une sociologie du personnel des employés de la fondation afin de montrer qu'il s'agit d'une organisation composée d'experts.

De plus, il nous faudra penser l'insertion de logiques entrepreneuriales dans les pratiques professionnelles de l'organisation. Cela nous permettra de poser la question de la mise en œuvre de la modernisation écologique sur le terrain, par les projets, la vision du développement et de la conservation et la recherche d'alliances avec le secteur privé.

Enfin, nous analyserons précisément le transfert de normes internationales véhiculées par l'Unesco Paris et San José vers la fondation par l'intermédiaire du label en prenant comme cas d'étude la proposition de Fundecor de réaliser un géoparc mondial. Il sera

intéressant d'étudier le label comme un instrument de l'action publique. Nous prêterons attention au territoire sur lequel devrait être mis en place le géoparc et à la place de la coopération internationale sur le terrain, ainsi qu'aux motivations des agents de la fondation à demander le label.



## **CHAPITRE 1 : FUNDECOR DANS LE SECTEUR DE LA CONSERVATION AU COSTA RICA**

Dans ce chapitre, nous allons tenter de problématiser le contexte dans lequel évolue la fondation Fundecor afin de montrer que l'organisation a mis en place des stratégies pour s'adapter face à un secteur de la conservation de plus en plus concurrentiel pour lequel les fonds de la coopération internationale ont été réduits malgré la persistance de problèmes environnementaux. Dans un premier temps, nous verrons comment la fondation s'est adaptée à la réduction des fonds de la coopération internationale susceptibles de financer l'action environnementale alloués au Costa Rica. Ensuite, il faudra s'intéresser au contexte politique costaricien pour comprendre les stratégies menées par le gouvernement au niveau global de présentation de l'image d'un pays vert et les politiques et pratiques développées au niveau national. Enfin, il faudra nous pencher sur le système de régulation des aires protégées et considérer les problématiques locales environnementales et politiques à l'échelle des parcs nationaux.

### **I. Transformation de la coopération internationale au Costa Rica : redéfinition des priorités des bailleurs de fonds au niveau régional et adaptation des organisations**

Pour comprendre le contexte d'action de la fondation, il faut revenir sur la transformation du secteur de la conservation au Costa Rica marqué par la transformation du secteur de la coopération internationale.

#### **A. Transition dans la coopération internationale environnementale au Costa Rica**

Nous analysons ici les éléments marquants de l'histoire des financements internationaux de l'action environnementale au Costa Rica que nous rapprochons de l'histoire du secteur de la conservation au niveau mondial. Le secteur de la conservation prend forme au 19<sup>ème</sup> siècle et se consolide après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1970 s'opère un changement radical rapprochant les préoccupations environnementales de l'idéologie

développementaliste<sup>13</sup>. La révolution environnementale prend ensuite forme dans les années 1990 avec le Club de Rome, le Sommet de Stockholm, les balbutiements du développement durable et le verdissement du développement. Cette période est marquée par la création de nombreuses ONG. Les acteurs internationaux diffusent le référentiel mondial de la conservation axé sur la biodiversité à partir des années 1990 caractérisé par un phénomène de priorisation. Le nouveau référentiel mondial fournit de nouvelles sources de financement international<sup>14</sup>. Les flux financiers internationaux se multiplient ainsi autour de 1991-1992. Le budget de la conservation de l'aide nord-américaine augmente de 180% et s'oriente pour la moitié vers l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette augmentation radicale a des influences sur la structure et les financements des ONG<sup>15</sup>. Dans un contexte de politique mondialisée les grandes ONG ont chacune développé des stratégies d'identification stratégique des zones prioritaires de conservation. Les hot spots, les écorégions globales, structurent et hiérarchisent désormais les actions des ONG de l'oligopole à l'échelle du globe<sup>16</sup>. On assiste à un verdissement de la coopération internationale marqué en particulier par une réorientation des financements de la Banque Mondiale dans le champ insistant par ailleurs sur la nécessité d'une collaboration avec les ONG. Le Fond Mondial pour l'Environnement devient alors un acteur clé. Son budget dépasse celui de tous les autres acteurs. Le Costa Rica devient l'exemple même de la concentration des financements internationaux et de l'effet boule de neige après 1992<sup>17</sup>. La liste des financeurs internationaux est donc interminable. Au cours d'un entretien Mauricio Arias, responsable des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale du SINAC (système national des aires de conservation du ministère de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica), explique :

« En ce qui concerne la coopération de l'AID [agence des Etats-Unis pour le développement international], quand le Costa Rica passe à l'échelon supérieur, la coopération *gringa*, c'est-à-dire nord-américaine, part du pays. Maintenant, ils se trouvent au Nicaragua. Oui il y a de la coopération nord-américaine en ce qui concerne les ressources naturelles mais elle est plus réduite qu'auparavant, avant il y avait des programmes, non pas des projets, mais des programmes. Et le programme n'était pas pour quelques jours sinon pour 10-15 ans. Cela a entraîné un coût sur le plan de la coopération internationale<sup>18</sup>. »

---

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> DUMOULIN David, - « Les politiques de conservation de la nature au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », dans : CEPAL, Numéro spécial en français 2005, CEPAL-IHEAL, Santiago du Chili.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> DUMOULIN David, « Les ONG et le secteur mondialisé de la conservation », *op cit*, pp. 59-98.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Entretien avec Mauricio Arias, responsable des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale du SINAC, le 07/05/2018

Ainsi, l'AID (l'agence des Etats-Unis pour le développement international) a joué un rôle central dans les financements internationaux pour l'environnement au Costa Rica. La coopération internationale destinée à financer des actions d'environnement reposait sur des programmes de coopération avec le gouvernement costaricien établi sur des décennies. Aujourd'hui, ces programmes ont été remplacés par des projets de coopération plus courts de trois à cinq ans. Les modalités de la coopération internationale ont donc changé : rétrécies dans le temps et dans la portée passant du programme au projet. Paul Steinberg avance que dans l'élaboration de la politique de conservation au Costa Rica, les ressources financières et scientifiques internationales ont joué un rôle crucial. La conservation au Costa Rica est donc profondément marquée par les relations transnationales. Les financements internationaux ont participé directement à la création d'institutions de l'Etat costaricien et aux actions environnementales des organisations dites non gouvernementales<sup>19</sup>.

Les fonds alloués par la coopération internationale au Costa Rica susceptibles de financer l'action environnementale ont fortement diminué. Nous expliquons cette diminution par plusieurs facteurs dont l'augmentation du revenu par habitant du pays. De plus, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le programme d'action Accra est venue établir de nouveaux principes à l'attention des donateurs : appropriation, alignement, harmonisation, gestion par résultats et le fait de rendre des comptes mutuels. Elle vise à améliorer l'efficacité de la gestion de l'aide internationale. La conséquence a été une concentration de l'aide entraînant un amoindrissement de l'aide internationale vers les pays de revenu moyen<sup>20</sup>. La crise économique de 2009 a causé également un amoindrissement de l'aide internationale de la part des pays donateurs. En effet, les organisations intergouvernementales telles que la Banque Mondiale et l'OCDE placent le Costa Rica parmi les pays de revenu moyen supérieur. Le niveau de vie moyen de la population a augmenté. Il possède en effet des caractéristiques socio-économiques, environnementales et politiques ne lui permettant plus d'être sujet aux projets de la coopération internationale. Nous analysons

---

« Lo que era la agencia de cooperación del AID, que es la cooperación gringa, o sea norteamericana, cuando sucede eso para CR, sube un escalón de la grada, lógicamente, casi que ellos se fueron del país. Ahora lógicamente están en Nicaragua. Si hay cooperación norteamericana en materia de recursos naturales pero es más reducido no como antes, que casi había programas, no proyectos sino programas. Y el programa no era por días, sino por 10-15 años. Esto nos ha dado como un cuento como haciendo un plan en cooperación internacional?».

<sup>19</sup> STEINBERG Paul F., *Environmental leadership in developing countries. Transnational Relations and Biodiversity Policy in Costa Rica and Bolivia*, Cambridge, Mass: MIT Press, 2001.

<sup>20</sup> GONZALEZ JIMENEZ Luis Antonio, VIGESIMOSEGUNDO INFORME ESTADO DE LA NACIÓN EN DESARROLLO HUMANO SOSTENIBLE (2015). El estado de la cooperación internacional en Costa Rica, 2016, [https://estadonacion.or.cr/files/biblioteca\\_virtual/022/Fortalecimiento/Gonzalez\\_2016.pdf](https://estadonacion.or.cr/files/biblioteca_virtual/022/Fortalecimiento/Gonzalez_2016.pdf).

que les indicateurs de développement des institutions internationales sont déterminants dans l'attribution de l'aide internationale. Cela renvoie au pouvoir des organisations intergouvernementales de définir les pays prioritaires par l'établissement de classements, de statistiques. Elles hiérarchisent et imposent les classements aux autres. Il s'agit d'une forme de gouvernement. En somme, elles ordonnent la réalité. Enfin, malgré les efforts de la CEPAL pour visibiliser les grandes différences entre les pays de revenu moyen, les autorités du pays ont exprimé leur désaccord avec la méthodologie de la CEPAL. Le pays est aussi face à un enjeu relatif à la captation de l'aide internationale par les autorités costariciennes<sup>21</sup>.

Nous analysons donc un déplacement de l'aide internationale vers le Nicaragua, le Honduras et le Salvador, des pays dont les indicateurs socio-économiques et environnementaux sont inférieurs. Il existe donc une reconfiguration de l'aide internationale dans la région centraméricaine<sup>22</sup>. En conséquence, la coopération internationale fournit de moins en moins de fonds pour les projets de développement et de conservation au Costa Rica. Pourtant, les écarts de richesse entre les zones rurales et urbaines et les défis environnementaux persistent.

## **B. Cartographie des acteurs de l'aide environnementale et adaptation des organisations**

Il s'agit ici de dresser un portrait des acteurs principaux des financements internationaux de la coopération internationale. Nous montrerons ensuite que face à la réduction de ces fonds, les organisations développent des stratégies pour survivre dans le secteur compétitif de la conservation. Les financeurs internationaux susceptibles de financer des actions environnementales sont extrêmement nombreux au Costa Rica. Pour ne citer que les principaux financeurs internationaux, on compte les organisations intergouvernementales onusiennes, parmi elles le FEM (fonds pour l'environnement mondial) de la Banque Mondiale, le PNUD (programme des nations unies pour le développement) et le PNUE (programme des nations unies pour l'environnement), les organisations intergouvernementales régionales comme l'OEA (organisation des Etats américains), la BID (banque interaméricaine

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> De plus, la redéfinition des zones susceptibles de voir l'aide internationale leur être attribué s'accompagne d'une transition dans la priorisation des enjeux. Aujourd'hui, les fonds sont majoritairement alloués aux thématiques relatives au changement climatique et aux risques. Si l'on réfléchit en termes de cadrage de politiques publiques, le changement climatique constitue le nouveau référentiel mondial. D'autres questions moins médiatiques ne sont plus traitées. La construction des problèmes publics s'accompagne d'une redéfinition des lignes de financement.

de développement), le fonds de l'Union européenne d'aide au développement. Les organisations internationales privées, l'IUCN (union internationale pour la conservation de la nature), les agences de coopération nationales comme USAID (l'agence des Etats-Unis pour le développement international), la GIZ allemande (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), et la JICA (l'agence japonaise de coopération internationale).

Alonso Ramirez, maître de conférence en science politique à l'Université du Costa Rica, spécialiste de la gouvernance environnementale et qui a réalisé sa thèse sur la mise en discours des problématiques liées au cacao dans la région indigène de Talamanca au Costa Rica explique :

« C'est un tout petit marché. Ce qui se passe aussi c'est que le Costa Rica est un pays de revenu moyen. Les ressources internationales pour élaborer de grands programmes en réalité ne sont pas nombreuses. Le pays évidemment ne rencontre pas trop de problèmes, mais étant donné que ces fonds sont peu nombreux il faut beaucoup se battre pour très peu. Et cela peut engendrer une crise si le Costa Rica constitue pour les organisations la seule base pour obtenir des fonds »<sup>23</sup>.

On comprend donc que les ONG se livrent à une compétition féroce et sont en concurrence pour les fonds. Les ONG environnementales costariciennes se sont trouvées affectées par la réduction des fonds de coopération internationale. Par exemple, *The Nature Conservancy* (1950) est venue s'installer au Costa Rica au moment où le pays bénéficiait des accords dette-nature. L'IUCN a réussi à faire face à la réduction des fonds alloués au Costa Rica. En effet, elle est un réseau mésoaméricain en charge de la région centraméricaine. Cependant, les fonds captés sont dirigés en priorité non pas vers le Costa Rica mais vers le Guatemala.

Fundecor a du également réagir à l'amointrissement des fonds de la coopération internationale. Felipe Carazo, le directeur exécutif de la fondation nous explique :

« Là où on a pu voir toute une nouvelle génération d'ONG avec énormément de créativité c'est plutôt dans la partie urbaine, avec de nouvelles ONG, mais pour ce qui est des ONG traditionnelles de l'agenda vert très dépendante de la coopération internationale, nombreuses sont celles qui se trouvaient dans leur zone de

---

<sup>23</sup> Entretien avec Alonso Ramirez, maître de conférence en sciences politiques, Université du Costa Rica, Ecole de Sciences Politiques, le 13/04/2018 :

« Es un mercado muy pequeño. Y también lo que pasa es que Costa Rica es un país de renta media. Los recursos internacionales para diseñar programas muy grandes en realidad son muy pocos. El país obviamente no está generando problemas, pero dado que esos recursos son muy pocos hay que pelear mucho para muy poco. Y eso da cavidad a crisis si las organizaciones tienen que usar Costa Rica como su única base de ingreso. »

confort, dans leur *statu quo*, je crois que Fundecor est un peu le produit de tout ça parce qu'elle a subi une transformation très forte »<sup>24</sup>.

Deux types d'ONG se distinguent : les ONG environnementales nouvellement créées plutôt urbaines et des ONG environnementales traditionnelles qui pouvaient compter sur des fonds dédiés à l'environnement qui leur permettait de développer leurs actions sans souci financier. Il faut souligner une dépendance des ONG traditionnelles à la coopération internationale bousculée par l'interruption de l'allocation de fonds pour le pays.

Ainsi, la fondation a développé des stratégies d'adaptation pour faire face à la réduction de l'aide internationale. Elle a notamment subi une grande réforme que nous analyserons en chapitre 4. Fundecor a mis en œuvre une réforme qui se caractérise par des changements dans l'organisation et de l'organisation. En ce qui concerne les changements de l'organisation, la fondation a trouvé une activité de niche qui lui a permis sa survie. La fondation s'est concentrée sur le programme des paiements pour les services environnementaux. Le changement opéré renvoie au tournant managérial du secteur de la conservation<sup>25</sup>. Il s'opère un recentrement sur l'intérêt économique de la protection de la nature, la promotion d'un argumentaire économique fondé sur l'économie du vivant. Comme l'explique David Dumoulin, soit le secteur de la conservation reste dans son enclave et demeure marginale face aux dynamiques capitalistes mondiales, soit elle s'impose comme un élément structurant de ce capitalisme qui s'incurve vers une forme soutenable<sup>26</sup>. Fundecor s'inscrit donc dans une stratégie de la survie dans un secteur de la conservation compétitif. Elle organise ses actions en correspondance aux discours globaux de la modernisation écologique promus depuis le Sommet de la Terre à Rio au Brésil en 1992. Ainsi, la fondation a développé une stratégie de valorisation des solutions marchandes dans un contexte de réduction de l'aide internationale allouée au pays. Comme l'explique Alonso Ramirez:

« C'est comme cela qu'a évolué la conservation au Costa Rica surtout ces organisations qui sont en train de s'orienter de plus en plus vers le marché dans la perspective que les fonds qui leur été attribués ont été

---

<sup>24</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018

« Donde si se ha estado dando una generación nueva con mucha creatividad es en la parte urbana, con ONG nuevas, pero esas ONG tradicionales de la agenda verde altamente dependiente de la cooperación internacional, muchas están en sus zonas de confort, en sus status quo, creo que Fundecor es producto un poco de eso porque ha ido una transformación muy fuerte.»

<sup>25</sup> DUMOULIN David, - « Les politiques de conservation de la nature... », *op cit.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

réduits. Donc, disons que c'est comme une nouvelle vague de la structuration de la gouvernance environnementale, plus centrée sur le marché et non pas tant sur l'assistencialisme<sup>27</sup>. »

Ainsi, suite à la réduction des fonds de la coopération internationale, on assiste à un mouvement en réaction, de recherche de financements différents. Il s'agit d'une transformation des organisations, de leurs pratiques, projets et vision tournés plus vers le marché. En effet, la recherche de financements s'est opérée vers d'autres secteurs.

« Tout a commencé lorsque se sont fermés les flux de financements aux grandes organisations des pays donateurs de la coopération internationale. Il faut réagir et s'orienter vers d'autres voies, cela commence avec des opportunités de travail avec d'autres secteurs qui commencent à se mettre en place du côté du marché<sup>28</sup>. »

Le directeur de l'organisation, Felipe Carazo indique :

« Transformer l'organisation a été un processus difficile et même comme cela, il nous reste encore beaucoup à faire pour la consolider, mais oui si l'on compare avec les autres ONG, pour le moins nous considérons la réalité pour développer une proposition de valeur différente<sup>29</sup>. »

Ainsi, la réduction des fonds de coopération environnementale alloués au pays considéré comme plus développé que ses voisins a transformé le secteur de la conservation au Costa Rica. Les organisations du secteur de la conservation doivent s'adapter à cette transformation. Face à cette réduction, Fundecor adapte et oriente sa stratégie, ses projets et sa vision de la conservation et du développement vers des solutions marchandes au Costa Rica. Pourtant, il existe une contradiction interne sur l'état socio-économique, environnemental et politique du pays.

---

<sup>27</sup> Entretien avec Alonso Ramirez, maître de conférence en sciences politiques, Universidad de Costa Rica, Escuela de Ciencias políticas, le 13/04/2018:

« Es esto como ha venido cambiando la conservación en Costa Rica sobre todo esas organizaciones que van cambiando orientándose mas al mercado en vista que ya los recursos que venían se hacen más cortitos. Entonces, digamos es como una nueva ola en la organización de la gobernanza ambiental, más centrada en el mercado y no tanto en el asistencialismo. »

<sup>28</sup> Entretien avec Alonso Ramirez, maître de conférence en sciences politiques, Universidad de Costa Rica, Escuela de Ciencias políticas, le 13/04/2018:

« Todo se ve en formas en las cuales en el momento de que se cerró el flujo de fondos a los grandes digamos de los países de la cooperación internacional, eso ha venido reduciéndose. Hay que lidiar con estos problemas por otros caminos, esto empieza con estas otras oportunidades de trabajo que empiezan a involucrar otros sectores, que empiezan a implementarse un poco más del lado del mercado. »

<sup>29</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018

« transformar la organización ha sido difícil y aun así, todavía nos falta mucho para consolidarla, pero si es claro que comparativamente hablando con las otras ONGs, nosotros a lo menos estamos abordando la realidad y el cambio que ha ido en el país para poner una propuesta de valor diferente. »

## **II. Les politiques nationales environnementales : de fortes contradictions entre la bannière écologique internationale et les réalités locales**

Il s'agira d'établir le contexte politique national en mettant l'accent sur les politiques publiques de soutien au tourisme vert et les politiques environnementales. Nous tenterons de problématiser les contradictions internes qui existent entre la bannière écologique brandie à l'international et les politiques mises en œuvre au niveau national.

### **A. La valorisation de la différence verte costaricienne**

Alors qu'en 1969, il n'y avait aucun intérêt pour la conservation de la part du gouvernement ou de la société civile au Costa Rica. Le pays, en vingt cinq ans a été reconnu mondialement pour son système de parc national, sa réglementation environnementale, avoir été pionnier des concepts comme l'écotourisme et la prospection de la biodiversité, être la maison mère de centaines de groupes environnementaux de citoyens et avoir eu un président qui a fait du développement durable l'axe de toute son administration. Il faut souligner que les actions de conservation au Costa Rica sont en grande partie entre les mains de l'Etat. Le quart du territoire national est placé sous la désignation des aires protégées gérées par l'Etat. Il s'agit du programme de conservation le plus grand que possède l'Etat costaricien. Il ne cède pas tellement de place aux acteurs privés dans ce domaine et gère la grande partie des politiques menées dans les aires protégées. S'il implique des personnes externes, elles se cantonnent au rôle de consultant ou sont chargées de petits projets pour lesquels l'Etat prend les décisions finales. Il existe donc une certaine étatisation de la conservation dans le pays. Si quelques unes des aires protégées possèdent une ouverture éco-touristique, toutes ne l'ont pas. Le gouvernement costaricien a historiquement diffusé et vendu sur la scène internationale l'image d'un pays vert que Linda Boukhris nomme la « différence verte »<sup>30</sup>. Le pays s'est progressivement construit un leadership international sur les politiques environnementales<sup>31</sup>. La reconnaissance de ce leadership est fondée sur la construction historique d'un système d'aires protégées depuis les années 1960.

Il faut ensuite considérer la création d'institutions nationales scientifiques, de recherche et de conservation, comme l'Organisation des Etudes tropicales (1963), le Centre Scientifique Tropical et d'institutions politiques nationales telle que la création du SINAC en 1989,

---

<sup>30</sup> BOUKHRIS Linda, *Imaginaire national et imaginaire touristique au Costa Rica : le tourisme comme fabrique du territoire et de la nation* (Paris 1, 2013), <http://www.theses.fr/2013PA010702>.

<sup>31</sup> STEINBERG Paul F., *op cit*.



également l'institutionnalisation par des lois de conservation comme la Loi forestière de 1969<sup>32</sup> et la Loi sur la Biodiversité de 1998<sup>33</sup>. Sur le plan international, il faut ajouter la signature et l'application sur le territoire des conventions internationales telles que la Convention du Patrimoine mondial (1972) avec le classement de l'Île Cocos en 1977 ou encore la Certification pour le Tourisme durable dès 1966. Ces éléments sont mis en avant pour vanter la sensibilité écologiste précoce du pays. Au cours des années 70-80-90, le pays est alors en proie à une déforestation massive.

Nathalie Raymond évoque le paradoxe saisissant qui témoigne de l'importance des images, bien plus que de la réalité dans le développement touristique des lieux<sup>34</sup>. Les touristes viennent rechercher la nature tropicale préservée dans un des pays où elle est en voie de disparition la plus rapide alors même qu'on met en avant ses efforts pour la protéger. Ainsi, à partir des années 1980, ce pays s'est progressivement positionné sur la scène touristique mondiale et en l'espace d'une dizaine d'années est devenu une référence en termes d'écotourisme et de conservation de l'environnement. Il s'est systématiquement efforcé de projeter, à l'international, l'image d'un pays écologiquement évolué, riche d'une exceptionnelle biodiversité et dont une partie plus ou moins importante du territoire est protégée<sup>35</sup>. Il a existé un processus de mise en tourisme du Costa Rica au sein duquel l'Etat a joué un rôle essentiel dans la projection de l'image d'un pays vert sur la scène internationale. Il existe un discours sur l'exception costaricienne fondé sur la représentation mythifiée d'une nature sauvage et préservée déployé dans le cadre de la mise en tourisme du pays. Créé en 1956, l'Institut costaricien du Tourisme (ICT) chargé de la promotion et du développement touristique diffuse largement l'image du Costa Rica à l'extérieur par la promotion de la destination en Amérique du Nord. L'ICT récolte les fruits de son travail lorsqu'au milieu des années 1980, la nature tropicale se positionne comme un paramètre déterminant dans le choix de nombreux visiteurs et qu'elle fait son apparition dans le champ du tourisme par l'écotourisme. Le Costa Rica ainsi se positionne sur la scène touristique mondiale en tant que

---

<sup>32</sup> ASAMBLEA LEGISLATIVA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, *Ley forestal*, 1969, disponible à : [http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm\\_texto\\_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=38394&nValor3=91558&param2=2&strTipM=TC&lResultado=12&strSim=simp](http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=38394&nValor3=91558&param2=2&strTipM=TC&lResultado=12&strSim=simp), (consulté le 10/07/2018).

<sup>33</sup> ASAMBLEA LEGISLATIVA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, *Ley de biodiversidad*, n° 7788, 1998, Art. 28-29, disponible à : [http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm\\_texto\\_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=39796&nValor3=74714&param2=1&strTipM=TC&lResultado=2&strSim=simp](http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=39796&nValor3=74714&param2=1&strTipM=TC&lResultado=2&strSim=simp) (consulté le 10/07/2018).

<sup>34</sup> RAYMOND Nathalie, « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Études caribéennes*, n° 6 (1 avril 2007).

<sup>35</sup> FABIOLA Nicolas, « Un bilan des enjeux et impacts de l'écotourisme au Costa Rica », *Études caribéennes*, n° 5 (1 décembre 2006), <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.263>.

destination éco-touristique et voit le nombre de touristes notamment nord-américains se multiplier de manière constante. Au-delà des ingrédients favorables au développement de l'écotourisme, un pays pacifique, stable politiquement et d'une riche biodiversité, il faut comprendre qu'il s'agit d'une manne financière qui concentre les efforts politiques actuels.

## **B. Les contradictions au niveau local**

En dépit de son haut niveau dans les classements de performance environnementale, le pays possède un modèle économique tourné vers les investissements étrangers et l'agriculture intensive destinée à l'exportation. Réfléchissant sur la région latino-américaine, Jaime Osorio montre la confrontation entre deux modèles<sup>36</sup>. Il avance l'idée que les Etats possèdent deux faces, une face visible et une face invisible. La face visible est présentée au reste du monde. Elle correspond à l'image que l'Etat souhaite que les autres pays aient de lui et à ce qu'il veut que nous croyions qu'il soit. Il s'agit du Costa Rica accolé aux adjectifs suivants Costa Rica vert, pacifique, progressiste. La face visible est le discours officiel. La face invisible correspond aux politiques qui sont mises en œuvre à l'intérieur du pays et qui ne correspondent pas à la face visible. La face invisible correspond à une économie nationale tournée vers les investissements étrangers et l'agriculture intensive d'exportation. Ainsi, le Costa Rica est le premier pays producteur d'ananas transgénique au monde et le premier utilisateur de pesticides en Amérique centrale. Les monocultures d'ananas, de bananes et de palmier à huile constituent un problème environnemental et social majeur. Des politiques permissives vis-à-vis des investissements étrangers sont encouragées par le gouvernement notamment dans le secteur touristique dans le domaine de l'hôtellerie par exemple, et dans le secteur agricole en encourageant les monocultures d'entreprises étrangères<sup>37</sup>. Le développement immobilier de la zone côtière entre en effet en conflit avec l'image du pays durable projeté à l'international. En 1985 est promulguée la loi 6990 dite « d'incitation touristique » dont le but est à travers des avantages divers, notamment fiscaux d'encourager l'investissement dans le secteur du tourisme. Ils concernent le domaine des transports, des agences de voyage et des hôtels et correspondent généralement à un investissement non

---

<sup>36</sup> OSORIO Jaime, *Las dos caras del espejo. Ruptura y continuidad en la sociología Latinoamericana*, México, Ed. Triana, 1995.

<sup>37</sup> Ses contradictions peuvent être étendues aux thèmes des droits humains puisque le Costa Rica vend l'image d'un pays progressiste. En pratique, les problématiques autour de l'homophobie, les violences faites aux femmes, le conservatisme religieux sont très prégnantes.

négligeable. Enfin, la spécialisation du pays dans le tourisme vert à grande échelle constitue un enjeu central sur le plan environnemental. Il faut retenir l'imbrication des questions agricoles, touristiques et de conservation renvoyant à la question des frontières agricoles et des aires protégées, de la qualité des sols et de la gestion des aires protégées.

D'après notre entretien avec José Courrau, chargé des aires protégées de l'UICN au bureau régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, il existe une forte pression sur les aires protégées actuellement au Costa Rica. En effet, il explique :

« Peut être la rapidité avec laquelle l'agriculture déboisait dans les années 1960-1970 n'est pas la même qu'aujourd'hui, mais nous avons toujours des pâturages avec des vaches et nous avons les cultures d'ananas très actives et l'activité bananière qui est toujours présente. Ces activités existent toujours, c'est pour cela qu'il existe une grande préoccupation pour qu'on ne touche pas aux aires protégées, que les aires se maintiennent même si la production d'ananas arrive au bord de l'aire protégée du côté de la Caraïbe ce qui ne devrait pas avoir lieu. Elles devraient avoir leurs zones intermédiaires mais rien n'a été fait à ce sujet<sup>38</sup>. »

Les enjeux autour des aires protégées évoluent dans l'histoire de la conservation costaricienne. Dans les années 1960-1970, l'élaboration du système des aires protégées naît en réaction à l'extension fulgurante de l'élevage qui est concomitante d'une déforestation massive. Aujourd'hui, la principale menace pour les aires protégées est l'extension des cultures d'ananas et donc le déplacement de la frontière agricole vers la frontière des aires protégées. La capacité à contrôler les limites de l'aire protégée est donc un enjeu central. José Courrau ajoute :

« Une fois que [l'entreprise] dépasse la frontière de l'aire protégée établie par la loi, l'Etat a de grandes difficultés à promouvoir la conservation. A moins qu'une réserve privée ait été déclarée avec un couloir biologique où les personnes locales l'administrent, mais surtout dans le cas des cultures d'ananas et bananière, cela a été très difficile<sup>39</sup>. »

---

<sup>38</sup> Entretien avec José Courrau, chargé des aires protégées de l'UICN bureau régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, le 09/05/2018 :

“Tal vez la velocidad con que estaba ocurriendo la ganadería entre los años 1960-1970 no es la misma velocidad, pero todavía tenemos potreros por ejemplo con algunas vacas, algún pasto y tenemos actividad pinera muy activa, muy activa, pues la bananera que todavía está allá. Esas actividades todavía existen por eso la gran preocupación de que las aéreas no se toque, que las aéreas se mantengan aunque la pina le llega hasta la orilla al lado Caribe. Que no debería ser, debería tener su zona de amortiguamiento pero que no se ha podido hacer nada al respecto.”

<sup>39</sup> Entretien avec José Courrau, chargé des aires protégées de l'UICN bureau régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, le 09/05/2018

« Entonces una vez que sale de la línea que establece la ley como área protegida, el Estado ha tenido poco éxito en conservar. A menos de que ya se ha establecido una reserva privada con un corredor biológico donde la gente local lo administra en estos casos, sobre todo en el caso de la pina, del banano ha sido muy difícil.”

Ainsi, se joue un rapport de pouvoir entre l'Etat et les multinationales d'ananas et bananières. Face aux infractions commises par les multinationales comme dans les cas où elles étendent les cultures jusqu'à dépasser la frontière de l'aire protégée, il existe des procès. Cependant, Diana Cordero, coordinatrice tourisme de Fundecor, me confie au cours d'une conversation informelle dans la voiture lorsque nous nous rendons aux ateliers d'éducation environnementale pour la journée de l'eau à Sarapiquí, que l'Etat possède très peu de chance de gagner les procès face aux multinationales.

De plus, l'Etat ne possède pas de politiques claires pour ne pas maintenir les monocultures. Les organisations intergouvernementales et les organisations privées internationales ou nationales ne s'impliquent pas non plus sur ces enjeux. Depuis les deux derniers mandats présidentiels, l'environnement n'est d'ailleurs pas sur le devant de la scène.

Sur la scène internationale, le gouvernement se positionne sur le thème du changement climatique dans les arènes internationales et au niveau national, il promeut des mégaprojets minier et hydroélectrique comme des projets de développement. L'activité minière au Costa Rica est passée d'une activité industrielle soutenue par l'Etat à une activité interdite par la loi avec la Ley para declarar a Costa Rica país libre de Minería Metálica a Cielo Abierto de 2010<sup>40</sup>. Le pays est considéré pionnier dans l'interdiction des mines à ciel ouvert. Cependant, ce n'est pas un chemin linéaire et aisé comme il est possible de le constater avec le projet d'extraction minière à Crucitas<sup>41</sup>. L'Etat a encouragé les activités d'extraction d'or à ciel ouvert en déclarant le projet d'intérêt national sous la présidence de Oscar Arias. Ce conflit socio-environnemental illustre les contradictions entre exigences économiques et écologiques et positionnement sur la scène internationale et politiques nationales<sup>42</sup>. Ainsi, il existe des contradictions fortes entre le discours international et officiel avec les politiques nationales mises en œuvre dans les territoires. Cette stratégie de l'Etat costaricien est très intéressante pour comprendre comment le pays investit la sphère globale et diffuse une image différente au niveau global des réalités nationales. Au-delà des différences de stratégies développées au

---

<sup>40</sup> ARRAUZ Alejandro, "Evolución e involución de la actividad minera aurífera en Costa Rica durante las pasadas tres décadas", *Revista Geologica de America Central*, 2014.

<sup>41</sup> RODRIGUEZ ECHAVARRIA Tania, *Gouverner l'environnement dans des régions frontalières : coopération et conflits dans les bassins du fleuve San Juan (Costa Rica-Nicaragua) et du fleuve Sixaola (Costa Rica-Panamá)* (Paris 7, 2014), <http://www.theses.fr/2014PA070096>.

<sup>42</sup> Au lieu de suivre la voie de l'exception costaricienne, on peut mettre à jour un rapprochement avec les politiques nationales des autres pays d'Amérique centrale.

niveau international par l'Etat et les politiques nationales mises en œuvre, il faut penser la tension entre politiques de développement et de conservation.

Il convient de préciser dans le contexte politique que l'Etat costaricien n'est pas monolithique et ne doit pas être réifié. Il existe en effet, un problème institutionnel avec un Etat désordonné qui rencontre de grandes difficultés à articuler les différentes institutions de l'Etat. Au sein d'une même institution, les compétences sont partagées entre différentes institutions mais qui peinent à s'articuler et rend la lecture et le développement des politiques environnementales peu clairs. Chaque institution possède ses positions et développent des actions diffuses. Dans le cas du Ministère de l'Environnement et de l'Energie, l'enquête de terrain nous a permis de comprendre ces logiques. Par exemple, les différents parcs nationaux relèvent des séries d'infraction réalisées par des braconniers dans le cadre de trafic d'animaux ou de chasse. Il n'existe pas de fichier qui permettrait de centraliser l'ensemble de ces infractions. Ce fichier pourrait permettre d'identifier si un individu commettant une infraction en a déjà commise une auparavant. De plus, il n'existe pas de plan écologique pour le pays au niveau national<sup>43</sup>.

Enfin, il convient d'insister sur la question de l'application des lois et de la traduction des conventions internationales en politiques publiques effectivement mises en œuvre sur le terrain. Tania Rodriguez, maitresse de conférence en science politique et géographie à l'Université du Costa Rica (UCR), dont les recherches portent sur la gouvernance environnementale, les dynamiques de conflits et de coopérations environnementaux en zones transfrontalières et qui a travaillé à l'UICN à San José nous explique :

« Je ne crois pas que les conventions internationales, il y a beaucoup d'argent qui a été mobilisé, je crois qu'il y a une incohérence entre le discours international et officiel avec ce qui se passe réellement dans les territoires. Cette brèche est essentielle. C'est-à-dire il y a beaucoup de discours mais peu d'applicabilité<sup>44</sup>. »

Des logiques d'invisibilisation des politiques gouvernementales et de leurs contradictions sont à l'œuvre. Il existe un environnementalisme *light*<sup>45</sup> de la part de l'Etat qui possède une stratégie au niveau global de vendre une image positive d'un pays vert et

---

<sup>43</sup> FABIOLA Nicolas, *op cit*.

<sup>44</sup> Entretien avec Tania Rodriguez, maitresse de conférence en science politique à l'Université du Costa Rica: "no creo que las convenciones internacionales, hay mucho dinero que se ha movilizado, creo que hay una incoherencia entre el discurso internacional y oficial con lo que realmente está pasando en los territorios. Esta brecha es clave. O sea hay muchos discursos pero no mucha aplicabilidad."

<sup>45</sup> Réflexion issue de l'entretien avec Tania Rodriguez, maitresse de conférence en science politique à la UCR.

promoteur de l'éco-tourisme. Toutefois, au niveau national, l'Etat costaricien ne traite pas les thèmes réellement clés pour le pays. Le développement durable reste sur le papier et dans le discours et ne parvient pas jusqu'à la société<sup>46</sup>. Certes, la loi sur la diversité biologique a été déclarée *a milestone of excellence in meeting the goals of the UN Convention on Biological Diversity* lors de la conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à Nagoya en 2010, pourtant l'encadrement législatif sur le papier cache mal les difficultés de sa mise en œuvre effective sur le terrain<sup>47</sup>. Il manque des relais de l'action publique pour traduire les accords internationaux dans les territoires. Ces relais sont multiples. Les pouvoirs locaux jouent un rôle central dans le développement de l'action environnementale sur le terrain. Le pouvoir judiciaire permet le respect des lois et des normes. Le juriste Alvaro Sagot souligne : « pourquoi si nous avons un Etat avec de bonnes lois environnementales et avec des politiques durables, l'administration publique et les gouvernements municipaux n'ont pas empêché l'actuel écocide ? »<sup>48</sup>. Le Costa Rica détient des ministères, des lois, des normes qui défendent l'environnement. L'appareil judiciaire montre pourtant des difficultés à les faire appliquer. Derrière les enjeux environnementaux, la conservation et les politiques de l'Etat se trouvent des intérêts politiques qui ne peuvent pas être dissociés de l'analyse. L'application sur le terrain des concepts de changement climatique et de développement durable défendus sur la scène internationale ne peut être dissociée des intérêts politiques aux niveaux national et local. Ainsi, nous allons resserrer l'échelle d'étude pour nous concentrer sur les enjeux politiques et environnementaux au niveau des parcs nationaux pour comprendre le cadre d'action de Fundecor.

---

<sup>46</sup> SAGOT Álvaro, « La insostenibilidad de nuestro "desarrollo sostenible" », *Ambientico*, n° 181, 2008, p. 13-14.

<sup>47</sup> Armelle Guignier, « La conservation de la biodiversité au Costa Rica à l'épreuve des projets d'infrastructures : l'encadrement juridique du projet de barrage El Diquís », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial (2011): 163- 83.

<sup>48</sup> SAGOT Álvaro, « La insostenibilidad de nuestro "desarrollo sostenible" », *Ambientico*, n° 181, 2008, p. 13-14: "por qué, si tenemos un estado con buenas leyes ambientales y con "políticas sostenibles", la administración pública y los gobiernos municipales no han detenido el actual ecocidio?"

### **III. La régulation des parcs nationaux et les enjeux environnementaux locaux**

Il s'agit d'analyser d'une part, la législation environnementale costaricienne importante sur les aires protégées et d'autre part, les enjeux environnementaux locaux en se concentrant sur la figure des parcs nationaux.

#### **A. La régulation environnementale nationale en conflit avec la régulation environnementale internationale sur les catégories des aires protégées**

Nous revenons sur la législation environnementale principale qui définit les catégories d'aires protégées au niveau national. Il s'agira d'identifier le conflit existant entre les catégories nationales et internationales définies par l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Parmi l'ensemble des lois environnementales passées par le pays, la *Ley de Biodiversidad* de 1998 définit les catégories d'aires protégées et l'usage qui peut en être fait. La loi est générale. Elle est complétée par un règlement qui explique comment la loi doit s'appliquer en pratique.

Une des lois environnementales passées par le pays, la *Ley Forestal* N°7575 de 1996 interdit le changement d'usage du sol. La loi interdit au propriétaire de modifier l'usage du sol en cours sur son terrain. Par exemple, en ce qui concerne un terrain qui est recouvert par de la forêt à l'achat, le propriétaire ne peut pas choisir de couper le bois et de le vendre. La *Ley de Biodiversidad* de 1998 définit le SINAC (Système national des aires de conservation) qui dépend du Ministère de l'environnement et de l'énergie. Le territoire costaricien est divisé en onze aires de conservation dans lesquelles s'insèrent ensuite les différentes catégories d'aires protégées. On compte des aires sauvages protégées comme les refuges de la vie sauvage qui peuvent être de propriété public, privée ou mixte, les zones protectrices qui sont présentes notamment pour protéger les ressources hydrique pour les communautés, les réserves forestières qui ont pour rôle de servir de zone d'influence aux parcs nationaux et qui permettent l'utilisation de la forêt, les zones humides qui protègent les écosystèmes responsables de la qualité de l'eau, les parcs nationaux, ensuite, le cas spécifique des monuments nationaux, les couloirs biologiques et les réserves biologiques.

Le SINAC administre au niveau national, régional et local les onze aires de conservation selon un système décentralisé. Chacune des aires est gérée par un conseil régional<sup>49</sup>. Au sein de chaque parc national, se trouve une administration locale du SINAC.



Les onze aires de conservation au Costa Rica définies par le SINAC

Source : MINAE-SINAC

Il existe un débat actuel important qu'il nous a semblé pertinent d'introduire ici, dans le secteur de la conservation au Costa Rica sur la correspondance entre les aires protégées définies par l'UICN et les aires protégées telles que définies par l'Etat costaricien. Mauricio Arias, responsable des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale du SINAC, nous explique dans le cadre d'un entretien à Fundecor:

« C'est un grand sujet [la correspondance entre les aires protégées nationales et celles de l'UICN] de discussion actuellement au Costa Rica, de nos jours il y a une grande discussion en fait au niveau central de l'institution du SINAC. Il y a une grande discussion parce nous n'avons pas rempli les objectifs de l'UICN en termes stricts des catégories de gestion. Donc nous sommes en train de travailler à une requalification pour faire

<sup>49</sup> Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica, *Ley de biodiversidad*, n° 7788, 1998, Art. 28-29.



une actualisation en accord avec ce que demande l'UICN. D'autant plus que nous en tant que pays nous sommes inscrits à l'UICN <sup>50</sup>. »

Les catégories de gestion des aires protégées du Costa Rica sont proches des catégories créées par l'UICN mais non identiques. Les catégories diffèrent dans leur nomination et dans les usages. En tant qu'Etat membre de l'UICN, le Costa Rica devrait appliquer les catégories des aires protégées définies par l'UICN. Cette partie vise à montrer l'environnement complexe de la conservation sur le plan du droit. Il existe un conflit des normes entre l'UICN et l'Etat costaricien. On a une imbrication des catégories de gestion à plusieurs niveaux entre les catégories définies par une organisation internationale privée et des catégories définies par l'Etat. Cela renvoie à une réflexion sur les acteurs qui définissent les normes et comment elles émergent et finissent par s'imposer. Ici, se joue un conflit autour de l'imposition des normes de l'UICN. Il y a une pluralité d'ordres juridiques qui sont imbriqués sur un même territoire<sup>51</sup>. Il existe donc une suprématie de la Ley Forestal sur les catégories internationales d'aires protégées. En effet, la Ley Forestal ne correspond pas aux usages définis par les catégories de l'UICN.

Au-delà d'un conflit sur les catégories de la conservation, il existe un conflit de conception de la conservation. L'UICN propose des catégories de conservation avec des degrés d'usages selon le type d'aire protégée de la préservation stricte au développement durable avec des activités économiques dans le respect environnemental. Le SINAC au contraire est attaché à une conservation *per se*<sup>52</sup>. Dans le cadre d'un entretien, José Courrau, chargé des aires protégées du bureau de l'UICN pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes à San José, nous explique :

« Dans le pays nous avons six ou huit catégories de gestion des aires protégées qui vont graduellement de l'usage ou non usage jusqu'à plus d'usage comme l'explique l'UICN. Cependant, la réalité est que

---

<sup>50</sup> Entretien avec Mauricio Arias, responsable des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale du SINAC, le 07/05/2018 :

« Ese es un gran tema de discusión actualmente en Costa Rica, hoyen día hay una gran discusión, de hecho al nivel central dentro de la institución del SINAC hay una gran discusión porque nosotros no hemos cumplido con la UICN en términos estrictos de las categorías de manejo. Entonces se ha venido trabajando en una recalificación para hacer una actualización acorde a lo que pide la UICN. Y más que nosotros como país estamos inscritos a la UICN. Entonces ese es un tema pendiente que tiene Costa Rica. »

<sup>51</sup> FERAL François, « L'administration des aires marines protégées en Afrique de l'Ouest, The administration of marine protected areas in West Africa », *Mondes en développement*, n° 138 (2007): 43- 60, <https://doi.org/10.3917/med.138.0043>.

<sup>52</sup> Entendu comme la préservation des ressources naturelles à l'abri de tous impacts anthropiques.

l'idéologie, l'éthos de l'institution et des personnes qui travaillent sur ces sites correspond à de la conservation absolue, ou conservation stricte plus que des usages<sup>53</sup>. »

Il est intéressant de voir que José Courrau parle d'éthos de l'institution et des personnes. Il s'agit de lier également la défense de la conservation *per se* costaricienne à l'histoire de la conservation du pays visant à protéger les parcelles de terre qui restaient suite à l'explosion de l'élevage dans tout le pays. Il y aurait donc un attachement à la conservation stricte et la peur d'un assouplissement du système de conservation pour correspondre aux catégories de l'UICN. La construction du système des aires protégées s'est faite face à l'extension massive de l'élevage et la déforestation fulgurante du pays. Ainsi, le Costa Rica a désigné des refuges de vie sauvage et des réserves forestières qui correspondent à des catégories 5-6 de l'UICN qui permettent donc un usage durable mais les usages comme l'utilisation récréative et durable des écosystèmes naturels ne sont pas autorisés à cause de la Ley Forestal. Précisément, les parcs nationaux qui nous intéressent dans le cadre de ce mémoire sont soumis à trois niveaux de régulation au niveau national : la Ley de Biodiversidad de 1998, le décret qui crée le parc national et le plan de gestion de chaque parc national. Le plan de gestion explique les activités autorisées ou non dans le parc national.

## **B. Les problématiques environnementales dans les parcs nationaux**

Quels sont les enjeux environnementaux locaux dans les parcs nationaux ? Nous appuyons notre réflexion sur le plan de gestion du parc national Volcan Poas afin d'être plus concret dans l'analyse des enjeux locaux environnementaux. Il ne s'agit pas de dresser une liste des problèmes rencontrés par les parcs nationaux mais plutôt de problématiser le contexte environnemental propre aux parcs nationaux. Les problématiques environnementales dans les parcs nationaux au Costa Rica sont similaires d'un parc national à l'autre comme nous l'a expliqué Ivannia Vargas, chargée des aires forestières protégées et de l'éducation environnementale de Fundecor, qui a travaillé plus de dix années sur les thématiques relatives aux parcs nationaux. Le plan de gestion du parc national volcan Poás nous a été confié dans le cadre du stage, par Ivannia Vargas, ma directrice de stage, il s'agit d'un document technique

---

<sup>53</sup> Entretien José Courrau, chargé des aires protégées du bureau de l'UICN, le 09/05/2018 :

“Entonces acá en el país tenemos 6 o 8 categorías de manejo de áreas protegidas que van graduando el uso de no uso hasta mas uso tal como explica la UICN. Sin embargo la realidad es que la ideología el ethos de la institución y de las personas que trabajan en estos sitios que todos son para conservación absoluta, o conservación estricta más que usos.”

élaboré par des fonctionnaires du SINAC en collaboration avec les employés de Fundecor. Ivannia Vargas a participé à son écriture.

Tout d'abord, se pose la question de la propriété des terres au sein des parcs nationaux. Des terrains déclarés comme parc national sont en fait entre des mains privées. Liée aux enjeux de conservation, cette question est donc centrale. Un pourcentage important des terrains déclarés comme parc national sont de propriété privée, dans la mesure où l'Etat costaricien n'a pas acheté ces terrains. Cela génère des problèmes majeurs quant à la gestion du territoire du parc et permet des activités qui ne sont pas compatibles avec la catégorie de parc national comme l'élevage, l'agriculture et la construction de maisons de vacances. Un second enjeu repose sur la démarcation déficiente des limites du parc national par une démarcation des frontières du parc national avec un espace fauché par exemple. Le périmètre du parc national n'est pas clairement signalé sur le terrain par manque de moyen financier et humain des administrations des parcs nationaux. Par conséquent, il existe des conflits avec les propriétaires qui se trouvent en bordure du parc national à propos de l'avancée des activités agricoles. C'est aussi un problème dans l'application de la législation environnementale pertinente au moment venu.

En second lieu, il nous faut expliquer un élément central dans le fonctionnement du SINAC. Les entrées de visiteurs payantes pour visiter le parc national sont versées directement à l'Etat au niveau le plus haut. Les revenus générés par ces droits d'entrée ne restent pas dans le parc national pour être réinvesties afin de répondre aux nécessités du parc national. Elles ne vont pas non plus alimenter le budget du MINAE encore moins du SINAC. L'Etat décide ensuite de reverser équitablement aux parcs nationaux une certaine somme. Les habitants de la communauté de Poasito, le village situé en bordure du parc national, avec qui nous nous sommes entretenus ont mis l'accent sur ce point avec du mécontentement<sup>54</sup>. Nous pensons que ce mécontentement est clairement associé au fait que l'argent des entrées n'est pas entièrement reversé à la gestion du parc national. De plus, il existe une déconnexion : la somme reversée par l'Etat n'est pas proportionnelle au nombre d'entrées dans le parc national. La somme reversée est bien inférieure au nombre de visites au parc national. Ainsi, l'implication est le manque d'équipements techniques tels que des caméras, des GPS, des ordinateurs pour le traitement des données. Le manque de budget se traduit également par une insuffisance de la quantité et de la qualité du personnel. Il n'y a pas suffisamment de

---

<sup>54</sup> Entretien avec le président de l'ASADA (associations administratrices des systèmes des voies d'eau et des égouts) de Poasito et le directeur du restaurant Freddo Fresas de Poasito en particulier.

personnel pour gérer le parc national. Les besoins de personnel qualifié pour travailler sur les thèmes de gestion communautaire, d'éducation environnementale et de gestion des ressources naturelles ne sont pas pourvus suffisamment. Il n'existe pas nécessairement de processus de formation du personnel qui lui permette d'assumer de nouveaux rôles dans la gestion du parc. Un élément connexe d'une grande importance pour comprendre les enjeux de conservation au Costa Rica repose sur le manque de personnel de police et de gardiens des parcs nationaux. Il faut expliquer qu'au Costa Rica la police est divisée en plusieurs services qui sont indépendants les uns des autres en termes de fonctionnement mais aussi en termes de compétences. La police de la route ne peut pas se charger de reporter une infraction environnementale dont elle est témoin. La réactivité est souvent un élément clé dans le traitement des infractions environnementales. La séparation des compétences de la police entre en conflit avec la réactivité exigée.

L'explosion de l'écotourisme au Costa Rica est la cause de nouvelles préoccupations environnementales. Selon l'Institut costaricien du Tourisme, les arrivées de touristes sont passées de 262 000 en 1985 à 792 000 en 1995, et 1 320 000 touristes en 2001<sup>55</sup>. Nombre de parcs sont situés dans des régions reculées et ne reçoivent que de rares visiteurs, d'autres sont très prisés tant des costariciens que des touristes. Les visites sont concentrées dans les parcs accessibles, proches de la région centrale tels que le parc national de Poas, le parc national d'Irazu et ceux situés à proximité des stations littorales de Puntarenas et de Guanacaste. L'administration du parc n'est pas préparée à la gestion de milliers de visiteurs qui arrivent sur l'aire protégée et qui augmente chaque année (infrastructures sanitaires, de parking, d'informations écrites bulletins, panneaux entre autres), guides, contrôle des visiteurs. De plus, les installations ont été construites en 1979-1982 pour recevoir 70 000 personnes alors qu'en 2007 le parc reçoit 236 858 visites par an. La question de la gestion des déchets se posent comme l'absence du traitement des eaux usées et d'une politique de recyclage. L'explosion de l'écotourisme engendre à termes de problèmes environnementaux au lieu de les réduire. Comme le montre Nicolas Fabiola, pour de nombreuses raisons –insuffisances des données, le manque de volonté politique et difficultés d'application – l'aménagement du territoire au Costa Rica est un domaine où les actions de formation et les réglementations sont particulièrement insuffisantes<sup>56</sup>. Ainsi, les lieux de l'écotourisme peuvent s'éloigner des principes de base de la définition de l'écotourisme. Il se définit comme un tourisme respectueux de l'environnement et du bien-être des communautés locales et qui implique une

---

<sup>55</sup> FABIOLA Nicolas, *op cit.*

<sup>56</sup> *Idem.*

certaine manière de se comporter. La concentration des visiteurs sur quelques portions de territoires engendre des pressions environnementales. Il n'existe pas de plan écologique pour le pays ce qui à termes peut poser problème en termes de surfréquentation de certains sites.

De plus, dans ce parc national précisément, aucune étude approfondie sur l'état de la faune et de la flore n'a été produite. Ainsi, il est difficile de mener un contrôle efficace des actions menées sur la conservation effective.

Il faut retenir que les principales menaces à la biodiversité dans les parcs nationaux sont les chasseurs qui jouent avec le système, les limites des parcs nationaux, les panneaux, ce sont eux qui extraient les espèces de la forêt et les commercialisent. Le problème du trafic des animaux sauvages reste le problème principal.<sup>57</sup> Au second rang, l'appropriation des terres par des personnes qui installent des habitations sur les terres de l'Etat.

## **Conclusions**

Il faut retenir dans ce chapitre le rapport entre la transformation du secteur de la coopération internationale et du secteur de la conservation dans un pays. En resserrant la focale au niveau d'une organisation, on montre que Fundecor a dû développer des stratégies pour s'adapter face à la réduction des fonds de la coopération internationale. On conclut que l'adaptation de l'organisation est passée par une réorientation de ses pratiques, ses projets et sa vision de la conservation et du développement vers des solutions marchandes pour suivre la tendance des discours globaux de la modernisation écologique et faire face à la réduction des fonds de la coopération internationale environnementale en s'orientant vers d'autres acteurs.

De plus, la mise en contexte politique montre le manque de clarté des politiques nationales actuelles au Costa Rica dans le domaine de l'environnement avec le risque de compromettre le Costa Rica vert. Les stratégies de présentation du pays, de diffusion d'une image écologique positive contraste avec le manque d'application des discours officiels dans les pratiques nationales et locales. On montre qu'il existe une brèche entre les niveaux, entre le niveau international, les conventions internationales dans le domaine environnemental défendues par les Etats et leur traduction dans le concret en politiques nationales et locales de respect de l'environnement.

---

<sup>57</sup> De longues pratiques seraient intéressantes à développer sur le fait que pendant longtemps des personnes costariciennes vivant en bordure d'un parc national, s'approprièrent un animal sauvage les oiseaux notamment et les exposent chez eux pour leur chant ou leur beauté.

Enfin, le secteur de la conservation s'est complexifié car il implique une hétérogénéité d'acteurs des Etats, des organisations intergouvernementales, des organisations privées internationales, nationales et ad hoc locales, des entreprises qui possèdent des stratégies de protection de l'environnement également. Les territoires sont en proie à une imbrication des niveaux de régulation environnementale des aires protégées international et national. Ce chapitre renvoie aux conceptions de la conservation entre les acteurs de la conservation *per se* à des degrés du non usage vers des usages plus productifs de la forêt par exemple. Il met au jour la confrontation entre les systèmes de régulations nationales et internationales et les difficultés aux normes de l'UICN de s'imposer sur le territoire costaricien.

Après avoir procédé à une mise en contexte politique et environnemental, nous allons étudier la fondation Fundecor plus en détail afin de montrer en quoi elle peut être considérée comme une organisation intermédiaire.

## CHAPITRE 2 : FUNDECOR : UNE FONDATION INTERMEDIAIRE

Dans ce chapitre, nous nous focalisons sur l'analyse de la structure de la fondation. Auto-baptisée ONG, nous nous intéresserons, dans un premier temps, au statut de l'organisation dont dépendent le type d'actions entreprises, les modes de prise de décision, la nature des emplois, la transparence des comptes, les relations avec la sphère publique. Il faudra, ensuite, s'intéresser aux partenaires de la fondation qui coopèrent avec Fundecor. Nous analyserons sa position de centralité dans ces relations, produit d'intérêts de la part de l'organisation et des personnes de la fondation. Nous étudierons, dans un troisième temps, ses échelles d'intervention. En effet, nous nous attacherons à décrire les stratégies déployées par la fondation entre les niveaux global et local. Enfin, il faudra prêter attention à la sociologie des personnels pour faire le lien entre socialisations et les rapports des agents à l'international. Nous tenterons de montrer en quoi il s'agit d'une organisation professionnalisée et experte qui met à distance la notion de bénévolat pour qualifier ses agents.

### I. Le statut juridique de la fondation et son rapport à l'Etat

Nous examinerons le statut juridique de la fondation et ses pratiques pour montrer une proximité avec l'Etat. Nous étudierons la nature des articulations entre les deux types d'acteurs.

#### A. Un statut ambigu dès la création : un lien publico-privé

Sur le plan juridique, l'organisation est une fondation définie par l'Acte constitutif de Fundecor<sup>58</sup>. Les fondations sont régies au Costa Rica par la *Ley de Fundaciones* de 1973. L'article 1 de la Loi « reconnaît la personnalité juridique propre aux fondations, comme des entités privées d'utilité publique, sans but lucratif et avec l'objectif de réaliser ou d'aider à réaliser, grâce à un patrimoine, des activités éducatives, bénéfiques, artistiques ou littéraires, scientifiques, et en général toutes les activités qui impliquent un bien-être social »<sup>59</sup>. Selon

---

<sup>58</sup> Obtenu dans le cadre du stage à Fundecor, fourni par la Secrétaire de direction le 19/04/2018.

<sup>59</sup> ASAMBLEA DE LA REPUBLICA DE COSTA RICA, *Ley de fundaciones*, 1973, disponible à: [http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm\\_texto\\_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=2683&nValor3=80868&param2=3&strTipM=TC&lResultado=21&strSim=simp](http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=2683&nValor3=80868&param2=3&strTipM=TC&lResultado=21&strSim=simp) (consulté le 15/07/2018): *Artículo 1°*— Reconócese personalidad jurídica propia a las fundaciones, como entes privados de

l'article 11 de la Loi, les fondations sont administrées et dirigées par une *junta administrativa*-un comité administratif. Le fondateur peut décider selon son choix qu'il y aura un seul directeur ou trois directeurs alors membres du comité administratif. S'il décide qu'il y en aura trois, le premier sera désigné par le fondateur, le second par le pouvoir exécutif et le troisième sera un membre de la municipalité du canton concerné par les objectifs de la fondation. Dans le cas de Fundecor, le fondateur est l'Etat représenté par le procureur général de la République. Les deux autres personnes du comité administratif sont constituées par un représentant du pouvoir exécutif et représentant de la municipalité de Sarapiquí. Ainsi, dès les origines de la fondation, nous constatons que le pouvoir exécutif est bien présent de façon évidente au sein du comité administratif et dès la création de la fondation.

Pourtant, la fondation se définit en tant qu'ONG sur son site internet et dans les discours de ses employés collectés au cours des entretiens. Nous mettons au jour une tendance à la présentation de soi et à des stratégies de communication qui mettent en avant la terminologie d'ONG. Il existe en effet un jeu tout à fait intéressant entre les catégories de la société civile et des stratégies de définition de l'identité de l'organisation. Il faut souligner un intérêt pour la fondation ambivalent. Elle se définit en tant qu'ONG de façon à renforcer son image positive, ses valeurs et l'adhésion de la société. Ainsi, elle montre qu'elle fait partie de la société civile. A d'autres occasions, la fondation met en avant à travers les discours de ses employés la volonté d'être considérée comme le bras droit de l'Etat, en tant qu'entité technique à laquelle l'Etat peut recourir. La fondation gère des ressources financières allouées par le SINAC du Ministère de l'environnement et de l'énergie par le mécanisme de financement qui régit la fondation. La gestion de ressources financières allouées par l'Etat l'éloigne des caractéristiques traditionnellement conférées aux ONG.

Ce jeu de définition de soi renvoie d'abord au flou sémantique que comporte la catégorie ONG. En effet, Philippe Ryfman explique :

« Comme il s'agit d'un terme libre d'appropriation et qui ne constitue pas – à de rares exceptions- dans les droits nationaux une catégorie juridique spécifiquement délimitée, et encore moins en droit international (contrairement aux OI), de plus en plus d'entités, petites ou grandes, tendent à abandonner la dénomination d' 'association' pour s'autobaptiser ou se rebaptiser 'ONG' »<sup>60</sup>.

En effet, il existe un phénomène d'autobaptisation comme ONG de la fondation. Cela permet de réfléchir ensuite aux différentes catégories de la société civile. La société civile

---

utilidad pública, que se establezcan sin fines de lucro y con el objeto de realizar o ayudar a realizar, mediante el destino de un patrimonio, actividades educativas, benéficas, artísticas o literarias, científicas, y en general todas aquellas que signifiquen bienestar social.

<sup>60</sup> RYFMAN Philippe, *Les ONG*, Paris, La Découverte, 2014, p.5.



selon Béatrice Pouligny est non uniforme, plurielle et fragmentée<sup>61</sup>. La société civile en France est associée aux ONG mais aux Etats Unis elle comprend également les entreprises. Au Costa Rica, il existe deux catégories de la société civile : l'association et la fondation. Les typologies diffèrent entre l'Amérique latine et d'autres régions.

De plus, le mot ONG est devenu un mot-valise et relève du registre de la communication contemporaine<sup>62</sup>. Fundecor est une organisation non lucrative sur le plan juridique, avec la référence à des valeurs. En ce sens, elle peut correspondre à la qualification d'ONG. Cependant, elle n'est pas indépendante vis-à-vis de l'Etat. Ainsi, selon la typologie de Philippe Ryfman, il s'agirait d'une DONGO (*donor-organised NGO*) créée à l'initiative des bailleurs de fonds internationaux aux fins de mise en œuvre de projets ou d'une GONGO (*governmental NGO*) créée par les Etats<sup>63</sup>.

En effet, l'organisation naît en 1989. Elle naît d'un projet financé par le gouvernement des Etats-Unis à travers l'Agence internationale pour le développement (USAID) et le gouvernement du Costa Rica, le projet FORESTA. Le projet donne vie à l'organisation. Auparavant, USAID sollicitait des organisations déjà existantes capables de démontrer leur expérience sur le terrain et leur capacité à mener à bien le projet. Le projet FORESTA comprend avec lui la création de la fondation Fundecor. Il vise à mettre en œuvre des actions spécifiques d'amélioration et de protection des aires protégées de l'aire de conservation de la cordillère volcanique centrale à travers des actions qui aspirent à limiter la déforestation des zones principalement à la frontière des parcs nationaux. Le projet crée Fundecor car aucune organisation ne se chargeait de cette problématique dans l'aire de conservation volcanique centrale. L'organisation reçoit l'assistance technique pendant cinq ans de personnes engagées par USAID pour guider la fondation. Après cinq ans, à la fin du projet Foresta, la fondation est seule pour mener ses propres projets dans la lignée des objectifs définis dans l'Acte constitutif.

Il désigne les objectifs de la fondation : activités qui contribuent au développement durable, établissement et protection du patrimoine naturel de la Cordillère volcanique centrale et ses zones d'influence, activités de planification, gestion, protection et développement des forêts, faune, investigation scientifique appliquée à la gestion et à la conservation, la participation à des programmes d'éducation environnement et la promotion du tourisme écologique et par extension communal, le renforcement de la participation des citoyens aux

---

<sup>61</sup> POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une « internationale civile » », *Critique internationale* 2001/4 (no 13), p. 163-176.

<sup>62</sup> RYFMAN Philippe, *op cit*, p.4.

<sup>63</sup> *Idem*, p.5.

activités de conservation et de développement par l'intermédiaire des organisations sociales, associations, comités, coopératives et autres groupes, le financement d'activités de gestion durable des forêts destinées à la production, apporter de l'assistance technique. Le projet FORESTA vise à limiter la déforestation, commencer des actions d'éducation environnementale, aider le gouvernement dans l'administration des services des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale.

Fundecor naît au moment du processus de déforestation. Face à l'essor de l'élevage, les propriétaires de forêts coupaient le bois des zones y compris montagneuses. Le gouvernement attribuait des terres brutes gratuitement pour l'élevage. Pour être exploitables, elles demandaient à être déboisées. Une pression sur les ressources naturelles se fait sentir de façon accrue par cette politique gouvernementale. Pour protéger le peu de parcelles non déboisées, les parcs nationaux sont créés progressivement<sup>64</sup>. Des ressources financières étrangères sont recherchées pour aider à la mise en place du système des parcs nationaux et créer « la forêt de l'Etat »<sup>65</sup> pour diminuer la pression engendrée par la déforestation qui monte vers les montagnes. Chaque aire de conservation a son parrain<sup>66</sup>. Il faut réfléchir en termes d'intérêts dans l'investissement de l'USAID dans le projet et la création de la fondation. Fundecor est chargée de territoires bien spécifiques : l'aire de conservation volcanique centrale et plus spécifiquement une région de Sarapiquí. L'aire de conservation volcanique centrale a reçu le parrainage des Etats-Unis à cause des ressources en eau. En effet, Diana Cordero du département éducation environnementale de Fundecor, m'explique qu'il s'agit d'une zone faite d'aires de captation de l'eau, par les nuages et les forêts humides. L'aire de conservation volcanique centrale alimente en eau presque tout le pays.

Le projet Foresta est financé par un fond patrimonial. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un accord d'échange dette-nature. En effet, le principe est simple : le créateur rachète la dette du débiteur et demande au débiteur d'utiliser le fond alloué dans des projets de protection de l'environnement définis par le créateur. Le Costa Rica dans les années 1980 est très endetté auprès des Etats-Unis. Le pays a obtenu les deux tiers de toutes les réductions de dette du monde entre 1987 et 1991, puis de très importants financements<sup>67</sup>.

Sur le plan de la gouvernance interne, le fonds patrimonial est administré par un comité technique créé par le gouvernement du Costa Rica et USAID. Il est chargé de

---

<sup>64</sup> STEINBERG Paul F., *op cit*.

<sup>65</sup> Informations tirées d'une conversation informelle avec Diana Cordero, coordinatrice des *giras educativas* de Fundecor lors des Ateliers d'éducation environnementale pour la journée de l'eau à Sarapiquí.

<sup>66</sup> ISLA Ana, *The « Greening » of Costa Rica: Women, Peasants, Indigenous Peoples, and the Remaking of Nature* (University of Toronto Press, 2015).

<sup>67</sup> DAVID Dumoulin, « Les ONG ...*op cit*, p.80.

surveiller que ce fonds se maintienne et augmente et est utilisé pour répondre aux objectifs de la fondation. Le comité administratif définit les stratégies de l'organisation. Le fonds perdure : la fondation vit des intérêts de ce fonds. Aujourd'hui, Fundecor vit à 40% de ce fonds patrimonial et pour le reste dépend des financements de différents bailleurs, des paiements des sorties d'éducation environnementale et des paiements de l'assistance technique fournie par la fondation aux propriétaires terriens dans le cadre des paiements pour les services environnementaux. Depuis quatre ans, l'organisation est tout juste soutenable.

Dès les origines, on retrouve de forts liens « privé-public »<sup>68</sup> à travers l'accord d'échange dette-nature entre le gouvernement costaricien, le gouvernement des Etats-Unis avec l'USAID et Fundecor. Les *debts-swaps for nature* ont permis en effet une collaboration étroite entre ONG et fonctionnaires. Dans le contexte des *debts-swaps* au Costa Rica, la Fondation des parcs nationaux et la Fondation néotropicale sont depuis leurs origines les bras parapublics des agences gouvernementales et sont au cœur de l'ensemble des politiques publiques du secteur<sup>69</sup>. Nous allons voir ainsi comment, dans les pratiques, la fondation s'articule avec les fonctionnaires.

## **B. Le rapport ONG/Etat en pratiques**

La fondation agit comme le bras droit du gouvernement dans la réalisation des politiques publiques du secteur de la conservation dans les aires protégées. Fundecor et le SINAC ont signé un accord de coopération qui définit la capacité d'action de la fondation dans les politiques publiques d'amélioration et de protection des aires protégées et d'attention touristique au sein des parcs nationaux. Fundecor constitue un bras technique du Ministère de l'Environnement et de l'Energie costaricien sur l'administration des aires sauvages protégées. On peut considérer Fundecor comme un instrument de gouvernement. Fundecor a été créée en par le gouvernement des Etats-Unis pour éviter la corruption selon la perception qu'ils avaient fondée sur les expériences passées avec les Etats latino-américains.

Selon David Dumoulin et Etienne Rodary :

« L'ouverture des Etats aux collaborations avec les acteurs non gouvernementaux correspond à un mouvement plus large de démocratisation et de 'tertiarisation' enclenché par le tournant néolibéral. (...) Les

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> *Ibid.*

activités visant à conseiller les Etats et à susciter l'institutionnalisation des politiques de conservation sont devenues pendant les années 1990 une des tâches principales des grandes ONG »<sup>70</sup>.

Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor souligne :

« Mais curieusement Fundecor comme d'autres ONG du pays, des années 1990, sont apparues au moment d'une vague plus libérale, donc se sont montées ces organisations plus para-étatiques, comme partie du processus cherchant à générer des schémas semi-privé<sup>71</sup>. »

Fundecor constitue donc un organisme para-public, expert et de conseil pour l'Etat dans le développement des politiques publiques de conservation dans l'aire de conservation volcanique centrale. La fondation endosse parfois même le rôle de représentant du gouvernement lors des sommets internationaux. Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor m'explique au cours d'un entretien :

« Cela se manifeste de différentes manières, quand quelqu'un cherche des conditions d'habilitation, ou de négocier des projets mais aussi, il s'agit d'un rôle indirect où nous facilitons la gestion au gouvernement, Fundecor est un facilitateur dans de nombreuses occasions, par exemple cela est arrivé avec la COP à Paris, nous finissons de Monter un plan de valeur pour le pays, organisant des réunions et les conditions pour que le pays et surtout le ministre... mais toute la gestion politique nous nous en occupions, avec l'Allemagne, avec la Hollande, avec la Norvège, avec la Chine, et c'est un travail bilatéral. Parfois Fundecor est en délégation pays (...) et il faut mettre le chapeau pays, en tant que Délégation du Costa Rica et il faut faire ce type de gestion politique<sup>72</sup>. »

Ainsi, Fundecor développe une identité double en insistant sur le fait qu'elle n'est pas l'Etat, qu'elle développe ses propres actions dans les aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale. Elle met en avant sa différence avec le gouvernement en insistant sur le fait qu'elle est plus rapide, agile et réactive dans le développement des projets. Elle souligne ses capacités d'action et sa souplesse de fonctionnement moins gênée par la bureaucratie de l'Etat. Par ailleurs, les employés insistent aussi sur le fait qu'ils apprécient être considérés

---

<sup>70</sup> *Idem*, p.79.

<sup>71</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« Pero curiosamente Fundecor como otras ONG del país, de los 90, surgieron en un momento, cuando hubo una ola más liberal, entonces se montaron esas organizaciones más paraestatales, como parte de una manera de generar esquemas semi-privado.»

<sup>72</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« Se manifieste de diferentes maneras, cuando uno está buscando condiciones habilitadoras, o negociar proyectos pero también, es un rol indirecto donde le facilitamos esta gestión al gobierno, Fundecor es un facilitador es muchos momentos, por ejemplo paso en la COP de Paris, nosotros acabamos montando planeamiento de valor para el país, generando las reuniones y las condiciones para que el país y sobre todo el ministro pero todo el manejo político lo hacemos nosotros, con Alemania, con Holanda, con Noruega, con China, y es un trabajo bilateral. Lo hacemos mucho porque tenemos ese sombrero país o sea, hacemos a veces Fundecor está en Delegación de país, está en procesos de país, y hay que ponerse el sombrero de que soy parte de la Delegación de Costa Rica y hacer este tipo de manejo.»

comme un bras droit technique du gouvernement et d'agir en délégation du pays lors des grands fora internationaux. Ivannia Vargas, responsable des aires protégées et de l'éducation environnementale à Fundecor explique :

« Oui cela nous plaît que le MEP identifie Fundecor lorsqu'une organisation de coopération internationale possède des fonds pour aider le MEP et que le MEP a besoin d'une entité technique qui exécute, qu'il vienne nous chercher, nous recommande. Cela nous est arrivé avec plusieurs projets du MEP. Cela nous est arrivé avec l'Unesco, cela nous est arrivé quand ils ont sollicité pour le projet du manuel d'empreinte carbone, le projet d'adaptation, oui ils nous considèrent déjà comme une entité technique qui peut exécuter les fonds qu'ils réussissent à obtenir pour certaines choses. Le MEP reconnaît notre valeur technique et notre expertise<sup>73</sup>. »

En bref, cette articulation nous permet de réfléchir à la question de l'identité de l'organisation qu'elle définit par rapport à l'Etat. La stratégie qu'elle développe afin d'être considérée pour son expertise par le gouvernement renvoie à des possibilités de financements importants autorisés par sa relation avec le gouvernement. Elle construit une légitimité auprès des instances de l'Etat afin d'assurer ses financements.

---

<sup>73</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018 :

“Si nosotros nos gusta que el MEP identifique que cuando un organismo de cooperación internacional tiene fondos para ayudarle al MEP y ellos necesitan un ente técnico que los ejecute que nos busca a nosotros, nos recomiendo, y ya nos ha pasado con varios proyectos del MEP. Nos paso con ese Unesco, nos paso cuando les toco la puerta para la huella de carbono, el proyecto de adaptación, si ya nos ven como ente técnico que puede ejecutar fondos que ellos consiguen para cierta cosas. El MEP reconoce nuestro valor técnico y la experticia de nosotros.”

## **II. Une organisation connectée à la recherche de la centralité**

Dans cette partie, nous analyserons la position recherchée par la fondation de centralité en nous intéressant d'une part aux manifestations de la centralité et, d'autre part, aux intérêts de l'organisation et des personnes qui les poussent à rechercher une position de centralité dans le secteur de la conservation.

### **A. Les manifestations de la centralité**

Pour penser la centralité de l'organisation, nous souhaitons dresser une cartographie des organisations qui collaborent avec la fondation afin de mieux saisir de quel type d'organisation il s'agit. La liste des partenaires de la fondation est très longue. Pour ne dresser qu'une typologie des partenaires : il serait d'abord question des acteurs publics au premier plan dont le Système national des aires de conservation (SINAC) du Ministère de l'Environnement et de l'Energie, les autres ministères comme le Ministère de l'Agriculture, le Ministère d'Education Publique, le Ministère des Sciences et des Technologies, et le Ministère des Affaires Etrangères au niveau national. Ensuite, au niveau local, il convient de citer les municipalités des cantons où les projets sont mis en place. A cela s'ajoutent les commissions d'urgence au niveau national et local, l'Institut national de développement rural, les entreprises de service public proches de l'Etat (comme par exemple l'Institut costaricien d'électricité - ICE). Enfin, nous observons la présence des organismes privés comme le Fond National de Financement Forestier (FONAFIO) dont le fonctionnement est paraétatique.

Fundecor collabore avec des organismes de recherche tels que des universités ou le Centre agronomique tropicale de recherche et d'enseignement (CATIE)<sup>74</sup>. Par ailleurs, il y a aussi les organisations privées internationales comme TNC, Carta de la Tierra et l'UICN de statut hybride. Les organisations privées nationales qui varient selon les projets, comme Volcans Sans Frontières qui collabore avec Fundecor dans le cadre du projet de géoparc qui est la cible de notre étude. Ce qui plus est, nous pourrions citer aussi les organisations intergouvernementales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), les

---

<sup>74</sup> Centro agronómico tropical de investigación y enseñanza, centre régional de recherche dédié aux questions agricoles et des ressources naturelles en Amérique latine et les Caraïbes.

organisations intergouvernementales régionales comme l'Organisation des Etats Américains (OEA).

Enfin, l'ouverture vers de nouveaux partenaires s'est faite en direction des entreprises. David Dumoulin et Etienne Rodary expliquent :

« Les partenariats menés par les ONG de conservation avec le monde de l'entreprise sont apparus dans les sources de financement, dans les comités de direction des principales ONG internationales et nationales, dans la culture de plus en plus managériale de ces ONG, ainsi que dans la gestion des réserves naturelles elles-mêmes »<sup>75</sup>.

L'un des partenaires importants est Coca-Cola pour la mise en œuvre de paiements pour les services environnementaux et le projet du premier Fond pour l'Eau en Amérique centrale (Agua Tica) qui repose sur une alliance publi-privée. Au niveau local, le travail de Fundecor réside également dans une collaboration avec les municipalités et les leaders communautaires et les associations administratrices des systèmes des voies d'eau et des égouts (ASADAS) qui œuvrent à la réalisation de projets avec les communautés. Les relations de la fondation s'étendent ainsi du public au privé et sur les niveaux international, national et local.

Une seconde stratégie concerne le choix de l'emplacement géographique de la fondation, par la direction de l'organisation. La fondation se situe au carrefour d'une pluralité d'institutions avec lesquelles elle collabore quotidiennement. La stratégie de l'organisation a été de se rapprocher géographiquement du bureau national du SINAC du Ministère de l'environnement et de l'énergie. La fondation s'est aussi positionnée à cinquante mètres de la route principale reliant San José à Sarapiquí. FONAFIFO (Fonds National de Financement Forestier), avec qui Fundecor collabore quotidiennement pour la mise en œuvre des paiements pour les services environnementaux se trouve également à proximité. Dans le même périmètre, se situent le Ministère d'éducation publique et l'INBIO (Institut national de la biodiversité). Alors que la fondation était auparavant située dans une maison confortable de la capitale dans un quartier isolé sur le plan des acteurs partenaires de la fondation, le choix du déplacement des locaux de la fondation est associé à un rapprochement physique de ses principaux acteurs partenaires. Vis-à-vis de la proximité avec l'Etat que nous avons analysé dans la première section du chapitre 2, le rapprochement est également géographique facilitant la collaboration entre les deux acteurs. En effet, le SINAC se rend à Fundecor pour utiliser ses locaux afin d'organiser des réunions. Pour ce qui est des réunions avec la fondation, les fonctionnaires se trouvent à quelques minutes de marche.

---

<sup>75</sup> DAVID Dumoulin, « Les ONG ...*op cit*, p.79.

Nous analysons la position de l'organisation comme centrale. Nous allons décrire cette position et expliquer pourquoi nous pensons qu'elle est centrale. Tout d'abord, il s'agit d'une position d'intermédiation entre plusieurs acteurs. Elle assure une intermédiation dans la mise en œuvre des paiements pour les services environnementaux. Roxana Chacon, ingénieure forestier de Fundecor, nous explique au cours d'un entretien son rôle dans l'intermédiation entre FONAFIFO et les propriétaires terriens de l'aire de conservation volcanique centrale. Elle explique :

« Il faut un ingénieur forestier conseiller, un gestionnaire forestier dans chaque projet et c'est ici qu'entre Fundecor faisant le travail technique qui commence avec le relevé de l'exploitation, l'étude technique, et tout le suivi de la procédure très bureaucratique pendant cinq ans, donc c'est une partie de mon temps, comme 40% qui s'en va dans les procédures bureaucratiques. C'est donc Fonafifo qui demande au propriétaire de l'exploitation avec Fundecor en copie car c'est notre client, et c'est le client qui me paie par un pourcentage de ce service environnemental pour que je puisse faire mon travail professionnel et de procédure administrative<sup>76</sup>. »

Dans ce cadre, Fundecor assure l'intermédiation entre FONAFIFO et les propriétaires terriens en vendant le service de gestion forestière. L'ingénieure forestière joue le rôle de facilitateur en préparant les dossiers pour FONAFIFO et en gérant ces dossiers.

La centralité de l'organisation se manifeste également par une position dans les réseaux d'information. Comme on peut l'observer dans l'entretien avec Juan Quintanilla, la centralité de Fundecor repose sur les informations que celle-ci possède sur les paiements pour les services environnementaux par exemple, aujourd'hui thématique centrale de la gouvernance environnementale globale :

« Fundecor a eu une expertise dans le domaine des ressources naturelles très importante avec beaucoup d'information que possède Fundecor et qu'elle amassé pendant ces trente dernières années qui servent de base pour l'élaboration de stratégies de conservation et d'adaptation au changement climatique<sup>77</sup>. »

---

<sup>76</sup> Entretien Roxana Chacon, ingénieure forestier, le 16/04/2018 :

« se requiere un ingeniero forestal asesor, gerente forestal de cada proyecto y es donde entramos nosotros haciendo el trabajo técnico que comienza con el levantamiento finca, el estudio técnico, y todo el seguimiento al trámite que dicho hay de paso muy burocrático por cinco años, entonces es parte de mi tiempo, como el 40% se va en trámite burocráticos. Es el Fonafifo que pide al propietario de finca pero copiado a Fundecor porque es nuestro cliente, y es el que me va a pagar un porcentaje de ese servicio ambiental para que yo haga mi trabajo profesional y de trámite. »

<sup>77</sup> Entretien Juan Quintanilla, responsable du secteur comptabilité de Fundecor, le 27/04/2018 :

“Porque Fundecor ha tenido un experticia en el área de los recursos naturales muy importante hay muchísimo información que Fundecor tiene y que ha levantando esos 30 últimos años casi que sirven de base para el diseño de estrategias de conservación e adaptación al cambio climático.”



Fundecor détient des informations et des connaissances spécifiques grâce à son travail de recherche scientifique et de gestion des aires protégées sur le terrain. De plus, elle a participé à l'élaboration des politiques publiques novatrices comme les paiements pour les services environnementaux en collaboration avec la sphère étatique. Alonso Ramirez, professeur de sciences politiques à l'Université du Costa Rica, nous raconte, au cours d'un entretien: « Fundecor est très influente, elle fait beaucoup d'analyse, d'études sur les structures forestières<sup>78</sup>. » La production d'analyses scientifiques sur les structures forestières de l'aire de conservation volcanique centrale et des outils de gestion des aires protégées justifie sa place dans les réseaux d'informations. Philippe Ryfman le précise: « A partir de cette démonstration de ses capacités opérationnelles, c'est aussi l'expertise, acquise au fil du temps, de diverses questions sur lesquelles elle est plus précisément positionnée qui renforce sa légitimité »<sup>79</sup>. La légitimité de l'organisation est liée à la gestion de l'information et à la constitution d'une expertise qui repose sur une connaissance fine du terrain. L'organisation fait partie des réseaux savants<sup>80</sup> qui participent aujourd'hui à l'élaboration des projets novateurs et des politiques publiques dans le secteur de la conservation au Costa Rica.

La centralité de l'organisation repose également sur sa position dans les réseaux de compétences et de savoirs-faires spécifiques au secteur de la conservation. Juan Quintanilla dans notre entretien explique:

«Il y a beaucoup d'organisations qui demandent du conseil. Dans le monde en ce moment il y a beaucoup de fonds qui viennent de l'Accord de Paris et d'autres qui établissent des contributions, donc, quelques pays qui sont très loin du Costa Rica en termes de protection environnementale et de cette connaissance que possède le Costa Rica et beaucoup de cette connaissance est dans Fundecor ou nait à Fundecor. Et c'est là que Fundecor peut se positionner et travailler avec des organismes pour répliquer le modèle costaricien en disant que Fundecor est le créateur du premier paiement pour les services environnementaux, le premier fond pour l'eau d'Amérique centrale est venu nous chercher, (...) donc cela fait que nous sommes premier sur la liste des possibles activités de conseil<sup>81</sup>. »

---

<sup>78</sup> Entretien avec Alonso Ramirez, maître de conférence en sciences politiques, Université du Costa Rica, Ecole de Sciences Politiques, le 13/04/2018 : « Fundecor es muy influyente, hace mucho análisis, estudios sobre estructuras forestales.

<sup>79</sup> RYFMAN Philippe, *op cit*, p.98.

<sup>80</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, « Les ONG d'environnement dans un système international en mutation : des objets non identifiés ? », in Catherine Aubertin (dir), *Représenter la nature ? ONG et biodiversité*, IRD, 2005.

<sup>81</sup> Entretien Juan Quintanilla, responsable du secteur comptabilité de Fundecor, le 27/04/2018 :

«Hay muchas organizaciones que lo piden [consultorías]. En el mundo ahorita hay muchísimos fondos que provienen a través del Acuerdo de Paris e otros que establecen contribuciones, entonces, algunos países que están muy lejos que esta CR en términos de protección ambiental y este conocimiento lo tiene CR y mucho de

Les possibilités de proposer des consultances montrent une expertise des employés de Fundecor en termes de compétences et de savoirs-faires sur la gestion des aires protégées au sens large. De plus dans cet extrait d'entretien, nous percevons une dimension de marché des connaissances et des idées. Fundecor peut se positionner comme le premier sur le marché.

La recherche de la centralité apparaît dans les stratégies quotidiennes des employés de la fondation. Par exemple, nous avons noté dans notre carnet de terrain à plusieurs reprises les appréciations du directeur exécutif. Lors de l'emprunt par le personnel du SINAC des locaux de la fondation pour y faire une réunion, le directeur exécutif apprécie en disant : « c'est toujours bien<sup>82</sup>. »

### **B. Les intérêts de l'organisation et des personnes à rechercher une position de centralité**

Nous pouvons à présent réfléchir aux raisons qui poussent l'organisation à rechercher cette centralité pour comprendre ce qu'elle lui apporte. Il faut alors raisonner en termes d'intérêts dans leurs aspects multiples : les intérêts professionnels des agents en termes de carrières notamment, des intérêts pour l'organisation, tout comme l'accès à des financements.

En ce qui concerne les intérêts professionnels des agents, les employés de la fondation possèdent une expertise valorisable dans d'autres organisations comme à l'UNESCO par exemple. Les savoirs-faires spécifiques sur la gestion des aires protégées et la gestion avec les communautés peuvent circuler de la fondation vers le Comité man and biosphere (MAB) de l'Unesco Costa Rica. Cette possibilité de mettre en avant des compétences et des savoirs-faires dans d'autres organisations constitue un intérêt professionnel pour développer la carrière des agents de la fondation.

En ce qui concerne les intérêts de l'organisation, il s'agit de la recherche d'une consolidation des financements existants et d'ouverture à de nouveaux financements. La recherche d'alliances approfondies et nouvelles est le fruit du travail quotidien de la direction et des agents de la fondation. Juan Quintanilla, directeur du secteur comptabilité de Fundecor explique :

---

este conocimiento esta en Fundecor o nace en Fundecor. Y es ahí donde Fundecor puede meterse y estar trabajando con organismos para replicar el modelo costarricense diciendo que Fundecor como creador del primer pago por servicios ambientales, el primer fondo de agua de CR Centroamérica nos buscaron a nosotros, algunos otros importantes, entonces nos hace nosotros de primeros en la fila de posibles consultorías.”

<sup>82</sup> Élément noté dans le journal de terrain au cours de l'enquête de terrain à Fundecor.

“Il y a des efforts de beaucoup d’organisations, qui veulent faire ce travail, contactent Fundecor pour faire ces ateliers, pour du suivi, pour monter une stratégie globale, avec un rôle régionale de la région de Sarapiquí de telle manière qui se protège. C’est pour cela que tu vois Fundecor qui travaille avec une organisation ou une autre. Cela a été un des succès de Fundecor, elle n’a jamais cherché à agir en solitaire, elle est toujours avec quelqu’un<sup>83</sup>. »

La fondation recherche une multiplication des possibilités de financements pour réaliser ses projets. L’organisation se place dans une perspective de développement des partenariats et d’élargissement de ceux existants afin de donner un positionnement à l’organisation qui permet une concentration des financements. Il faut mettre au jour des inégalités entre les ONG qui sont à l’œuvre sur les financements. Il est possible de constater que les quelques grosses organisations captent la plupart des financements.

Cette logique est renforcée par la recherche de la légitimité par l’organisation, conférée par les prix reçus par exemple. Fundecor a reçu plusieurs prix qui lui ont permis un positionnement et l’accroissement de sa légitimité au sein du secteur de la conservation et à attirer de nouveaux financements. Il s’opère une concentration des financements vers les plus grosses ONG. Une lutte auprès des bailleurs de fonds est menée par les organisations afin de justifier leur identité. Elles se construisent un capital social de confiance à l’égard des donateurs institutionnels ou privés ce qui permet d’expliquer l’intérêt de remporter les récompenses labellisant leurs sérieux et qui permettent d’attester d’une certaine légitimité pour pouvoir surnager au sein de la nébuleuse non gouvernementale<sup>84</sup>.

La proposition de réaliser des consultances relève d’une stratégie de développement des services proposés par la fondation. La raison principale est de proposer une nouvelle source de revenus pour l’organisation. La stratégie repose sur le fait que la fondation possède des informations, des compétences et des savoirs-faires spécifiques pour le secteur de la conservation qu’elle peut vendre pour augmenter son profit. La perspective reste celle de la survie de l’organisation afin d’éviter d’être dépendante des financements de l’Etat costaricien. La centralité de la fondation est particulièrement visible dans sa position d’intermédiation entre les niveaux.

---

<sup>83</sup> Entretien Juan Quintanilla, responsable du secteur comptabilité de Fundecor, le 27/04/2018 :

“hay esfuerzos de muchas organizaciones, muchas organizaciones que quieren hacer este trabajo, contactan a Fundecor para hacer esos talleres, para darle seguimiento, para montar una estrategia global, de rúelo regional de la región de Sarapiquí de tal manera que se protege. Por eso que lo ves a Fundecor trabajando con una organización u otra. Ha sido uno de los éxitos de Fundecor, nunca ha querido sacar pecho por sí sola, siempre está con alguien.”

<sup>84</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, *op cit.*

### **III. Une fondation avec une stratégie multiniveaux, du global au local et du local au global**

#### **A. Des projets locaux et globaux, une fondation qui mène des activités de courtage**

L'organisation développe des projets au niveau local, national et global. Au niveau local, elle travaille sur plusieurs projets. Nous développerons le cas du projet de Forestería Análogo- Foresterie analogue mis en place à Sarapiquí car nous avons pu assister au travail de Fundecor dans le cadre d'un atelier de formation destiné aux producteurs de Sarapiquí donné par le CATIE en lien avec les ingénieurs forestiers de Fundecor. La foresterie analogue est une approche de restauration écologique qui utilise les forêts naturelles pour guider la création de paysages à la fois écologiquement stables et socio-économiquement productifs. Elle cherche à minimiser les intrants externes tels que les produits agrochimiques et les carburants fossiles<sup>85</sup>. Le projet de foresterie analogue concerne les producteurs de Sarapiquí de cacao, vanille et poivre notamment. Il s'agit de créer un réseau de producteurs, de partages d'expériences sur le thème du marché. Dans ce cadre, Fundecor fournit des activités de consultance. Le projet repose sur la mise en avant de fermes modèles et de bonnes pratiques. La fondation organise des ateliers, des réunions de producteurs, des visites guidées sur le terrain. Cristina Weidlich, chargée de communication de Fundecor, insiste sur l'objectif de la fondation de renforcer les capacités des agriculteurs face au changement climatique.

En parallèle des projets locaux, la fondation travaille sur des propositions de politiques publiques à développer au niveau national et global. Nous mettrons l'accent sur le projet Green Hub de la fondation proposé au gouvernement costaricien et présenté lors du sommet international de la COP21 de Paris en 2015. Il s'agit d'un projet de transfert de connaissances du Costa Rica vers d'autres pays. En effet, nous emploierons global et non international car il ne s'agit pas seulement des Etats. La transmission des savoirs dépassent les territoires. L'idée de départ repose sur le fait que les protagonistes du secteur de la conservation au Costa Rica possèdent des connaissances, compétences et savoirs-faires spécifiques relatifs à la gestion des ressources naturelles. En effet, le projet met en avant la restauration de la couverture forestière, la mise en place des paiements pour les services environnementaux, la préservation

---

<sup>85</sup> RED INTERNACIONAL DE FORESTERIA ANALOGA, « Foresterie Analogue », disponible à: <http://www.analogforestry.org/about-us/analog-forestry/?lang=fr> (consulté le 6 août 2018).

de la biodiversité, le système de régulation environnementale. Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, nous explique :

« Le pays ne peut pas s'engager avec des ressources économiques, mais il peut s'engager sur des connaissances pour aider les autres pays, il y a 54 pays dans le monde qui ont besoin de solutions sur les thèmes de la gestion de la forêt tropicale. Et il y a plus de 100 pays qui peuvent bénéficier de connaissances du pays dans les services environnementaux. Donc la proposition du Green Hub est une proposition, le pays a fonctionné comme un laboratoire vivant et je dois dire, et ici j'ouvre une parenthèse. Fundecor a constitué un *think tank* lié au gouvernement, un acteur clé dans cette proposition de valeur parce que c'est Fundecor qui a développé dans le laboratoire vivant les prototypes qui ont permis d'armer le paiement pour les services environnementaux, de donner de la valeur à l'agenda vert, donc en tant que pays, cette connaissance est prête à être transférée à d'autres pays dans une proposition de valeur mais aussi le pays peut continuer à être ce laboratoire dans de nombreux domaines<sup>86</sup>. »

L'idée est aussi d'attirer de nouveaux investissements internationaux face à la réduction des financements de l'aide internationale pour le pays. Le Costa Rica continue de servir de laboratoire sur les agendas consolidés et sur de nouveaux projets du secteur de la conservation tels que des projets sur les transports ou les outils de mesure facilités par le recours aux nouvelles technologies destinés à la gestion de la biodiversité. La proposition a été discutée avec la Chine intéressée pour faire de la coopération Sud-sud, la Norvège, l'Allemagne et l'Angleterre quant à eux intéressés pour investir sur la question des forêts. Le projet Green Hub renvoie au désir de Fundecor de répliquer le modèle de gestion des ressources naturelles déployé sur le territoire de Sarapiquí et au niveau national notamment avec les paiements pour les services environnementaux. Juan Quintanilla, directeur du service de la comptabilité de Fundecor nous explique :

« Fundecor possède des connaissances et des mécanismes pour les apporter à d'autres organisations, la base pour qu'eux développent ensuite leurs propres politiques, elles peuvent être régionales et pas nécessairement pour un pays. Dans cette perspective travaille le GGGI [Global Green Growth Institute], qui vient du gouvernement de Taiwan. Il y a aussi des pays d'Afrique. Nous avons travaillé avec le Pérou avec le gouvernement régional de l'Amazonie péruvienne. Et de là se sont créées des niches petit à petit. Maintenant on

---

<sup>86</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« el país no puede comprometer recursos económicos, pero puede comprometer conocimientos para ayudarle a otros países, hay 54 países en el mundo necesitado de soluciones en los temas de manejo de bosque tropical. Y hay más de 100 que se pueden beneficiar de los conocimientos del país en los servicios ambientales. Entonces la propuesta de Green Hub es una propuesta donde este país, ha funcionado como un laboratorio vivo y debo decir, y aquí abro paréntesis Fundecor ha sido como *think tank* ligado al gobierno un actor clave en esta propuesta de valor porque es Fundecor que desarrollo en el laboratorio vivo los prototipos que permitieron montar el pago por servicios ambientales, montar, darle valor a la agenda verde, entonces como país, este conocimiento está listo para hacerse transferido a otros países en una propuesta de valor pero también el país en si puede seguir siendo ese laboratorio, en muchos campos.»

travaille avec *Natura Panama* pour faire des politiques d'administration des bassins hydrographiques du canal. Nous n'élaborons pas les politiques, mais nous travaillons sur les bases qui seront ces politiques<sup>87</sup>. »

C'est dans ce cadre qu'est entendu le projet Green Hub de transfert de connaissances approfondi où le gouvernement costaricien, Fundecor et des acteurs d'autres pays s'investissent.

La spécificité de la fondation mise en avant par les agents de Fundecor est son approche du bas vers le haut combinée à une approche du haut vers le bas. En effet, les agents de la fondation soulignent le fait que la fondation travaille avec les communautés à travers des ateliers, un travail sur place, la présence du bureau principal de la fondation à Sarapiquí. Cristina, chargée de la communication de Fundecor insiste en disant:

« Nous entretenons une relation très proche avec les 500 propriétaires de forêt (...) Fundecor essaie de trouver des solutions, revient vers les gens et met en œuvre, après on cherche à transférer au niveau mondial comme pour les paiements pour les services environnementaux, la gestion forestière durable ou *Agua tica*<sup>88</sup>. »

Il existe donc une stratégie de démarcation de la fondation par rapport à d'autres organisations en insistant sur le travail sur place développé avec les communautés et selon une logique de bas vers le haut. Dans ce sens, Fundecor développe des actions localisées où elle identifie les nécessités des agriculteurs, des propriétaires de forêt pour développer des projets en conséquence et les mettre en place localement. Cristina revendique le fait que l'expérience de Fundecor avec les communautés a directement servi à l'élaboration des politiques publiques de conservation que le gouvernement costaricien a reprises au niveau national. En effet, elles ont parfois été développées sur l'ensemble du territoire comme pour les paiements pour les services environnementaux. Un aller-retour du local au global et du global au local se dessine dans les échelles d'intervention développées par Fundecor. La fondation joue ainsi le rôle d'intermédiaire entre les niveaux : local et global.

---

<sup>87</sup> Entretien Juan Quintanilla, responsable du secteur comptabilité de Fundecor, le 27/04/2018 :

“Fundecor tiene conocimientos y mecanismos para brindarles a estas organizaciones la base para que ellos hacen sus propias políticas, puede ser regional y no necesariamente para un país. En eso trabaja GGGI es algo del gobierno de Taiwán. Hay también países de África. Hemos trabajado con Perú con el gobierno regional de la Amazonia Peruana. Y ahí se han ido nichos poquito a poco. Ahora se está trabajando con Natura Panamá para hacer políticas de la administración de las cuencas del canal. No es que nosotros que vamos a diseñar las políticas, pero estamos trabajando en las bases de lo que serán esas políticas.”

<sup>88</sup> Entretien avec Cristina Weidlich, responsable de la communication de Fundecor, 14/05/2018: « tenemos una relación muy cercana con los 500 dueños de bosque (...) Fundecor intenta encontrar soluciones, se vuelve a la gente y se implementa, después se busca transferir al nivel mundial como PSA, manejo forestal sostenible, agua tica.”

## B. Une organisation intermédiaire et des courtiers en développement

Nous nous intéresserons ainsi à la pertinence de la qualification d'organisation intermédiaire dans le cas de la fondation Fundecor. La fondation est en effet un *go-between*, dans la mesure où elle reçoit des fonds d'organisations, qu'elle a son propre agenda, et qu'elle utilise cet argent pour mettre en œuvre des projets locaux. Toutefois, elle ne constitue pas un *gate keeper* sur le plan financier : elle ne retient pas une partie des fonds reçus des bailleurs de fonds pour augmenter le capital de l'organisation. Les fonds sont associés à des projets et servent entièrement au projet.

De plus, les fonds ne sont pas transmis à des organisations *ad hoc* locales. Chaque projet a son propre mécanisme de financement. Pour la majorité des projets développés à Sarapiquí, Fundecor dispose d'une partie des fonds associé à la mise en place d'un projet. D'autres entités mettent à disposition également une autre partie des fonds comme c'est le cas des acteurs suivant l'ASADA, la Municipalité dans le cadre des actions d'éducation environnementale dans les écoles de Sarapiquí. La grille de lecture de Jean-Pierre Olivier de Sardan nous éclaire parfaitement sur la fonction d'intermédiaire de la fondation. La fondation assure un rôle de mobilisation et de captation de l'aide au développement.

Olivier de Sardan définit :

« Les 'courtiers locaux en développement' sont ces acteurs sociaux implantés dans une arène locale (dans laquelle ils jouent un rôle politique plus ou moins direct) qui servent d'intermédiaires pour drainer (vers l'espace social correspondant à cette arène) des ressources extérieures relevant de l'aide au développement »<sup>89</sup>.

Ils sont l'interface entre les destinataires du projet et les institutions de développement. Dans le cas de Fundecor, la fondation assure le lien entre les destinataires des projets qui sont les producteurs de Sarapiquí et les institutions qui financent les projets *Fundecooperación* par exemple. Fundecor s'inscrit dans les circuits d'aide complexe qui ne relèvent pas seulement des autorités publiques. La position de Fundecor se trouve donc à la jointure entre deux espaces sociaux entre le monde agricole de Sarapiquí et les institutions de financements.

Les agents de la fondation possèdent une double appartenance et incarnent le rôle de *gate keepers* entre les deux espaces sociaux. Ils ont ainsi un rôle de traduction entre les deux mondes. Ce sont des personnes parfaitement armées pour traduire les deux mondes. Ils ont un

---

<sup>89</sup> BIERSCHEK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, éd., *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Collection « Hommes et sociétés » (Paris : Mainz: Karthala ; Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement, 2000), p. 8.

rôle de médiation et de transformation du sens des choses selon l'univers<sup>90</sup>. Ils se situent également sur du *local-level politics*, sur une zone intermédiaire du politique entre les administrations municipales et régionales de l'Etat. Olivier de Sardan qualifie les courtiers d'entrepreneur qui manipule des informations et qui détiennent des contacts stratégiques avec ceux qui possèdent les ressources. Le directeur exécutif de Fundecor peut être analysé dans ce sens comme un entrepreneur aux contacts stratégiques dans les sphères publiques, les entreprises et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

Par l'organisation d'ateliers de formation, ils possèdent un rôle de traducteur des discours. Il s'agit de personnes qui ont eu l'occasion de fréquenter les projets de développement pour comprendre leurs codes, leurs attentes, leurs contraintes, leurs modes d'action et leurs ressources.

De plus, il nous faut penser les compétences spécifiques des courtiers en développement. Nous analyserons d'abord les compétences que les agents de la fondation ont acquises lors de leurs expériences à l'étranger. En effet, Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor a accumulé plusieurs expériences de voyages personnels en France, au Pérou, au Népal. Il a également réalisé ses études de master en économie de gestion des ressources naturelles à l'Université de Duke en Caroline du Nord aux Etats-Unis. En ce qui concerne ses expériences professionnelles, avant de rejoindre Fundecor, il a travaillé notamment comme responsable de projet à *The Nature Conservancy* pendant dix ans. Il a également été responsable pour le Costa Rica de l'axe environnement du PNUD à San José. Au cours de notre entretien avec lui, on note d'ailleurs le recours à de nombreux mots et expressions en anglais : « cela me vient toujours en anglais »<sup>91</sup>, « *I don't like politics, I like policies* »<sup>92</sup>. Nous pouvons analyser Felipe comme un individu biculturel<sup>93</sup>. Steinberg montre que les individus biculturels parviennent à capter les fonds internationaux car il existe une brèche entre la possibilité de soutien financier étranger et l'accès effectif aux ressources financières. Pour accéder à des ressources financières, il faut un ensemble de compétences et une familiarité avec les routines et les réseaux sociaux appropriés. Formats, phrases clés, standards de comptabilité doivent se conformer aux attentes des bailleurs de fonds. Les relations

---

<sup>90</sup> *Idem*, p.20.

<sup>91</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 : «siempre me viene en ingles».

<sup>92</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 : «*I don't like politics, I like policies* ».

<sup>93</sup> STEINBERG Paul F., *op cit*.



personnelles avec les philanthropismes internationaux sont les bienvenues<sup>94</sup>. Le parcours professionnel de Felipe Carazo démontre une familiarité avec les milieux onusiens, les financeurs internationaux et donc avec les attentes et les codes des bailleurs de fonds. Ses expériences à l'étranger et notamment aux Etats-Unis permettent d'acquérir des compétences dans les langues étrangères comme en anglais et en français. Manier la langue anglaise est d'importance dans le cadre des financements des projets environnementaux notamment opérés par l'USAID.

Ses expériences à l'étranger lui confèrent une capacité à passer d'un monde à l'autre, des bailleurs de fonds internationaux aux producteurs. Nous suivons Olivier de Sardan quand il affirme :

« Il faut d'autre part une expérience acquise 'ailleurs', c'est-à dire hors du village, que ce soit dans le circuit scolaire (collège ou université) (cf. Coll; Le Meur, Bako-Arifari, Edja, Tidjani Alou, Kossi), dans le monde salarié urbain (cf. Le Meur, Lavigne Delville, Kossi, Mongbo), dans l'univers politique (cf. Coll, Bako-Arifari), ou dans le militantisme associatif (cf. Coll, Tidjani Alou). En tout cas, il faut avoir voyagé (cf. Blundo). Ces différentes filières ont évidemment en commun de 'frotter' le futur courtier à des contextes 'autres' que celui du village, et donc de lui fournir un savoir-faire, un savoir-parler ou un savoir-vivre s'accommodant de cultures en partie hétérogènes »<sup>95</sup>.

Le courtier a ainsi appris à changer de rôle et à passer d'un monde à l'autre ainsi qu'à jouer selon les règles du jeu. Il possède des compétences spécifiques rhétoriques, Comme le montre Olivier de Sardan, le courtage est assuré par un registre de compétences détenu par les courtiers en développement : rhétorique, relationnel, la capacité à monter un projet, de traduction, de présentation de soi devant les bailleurs de fonds internationaux et au niveau local avec les producteurs. Dans notre cas, les compétences rhétoriques et relationnelles sont particulièrement éclairantes pour analyser le cas des agents de la fondation Fundecor. Leurs compétences rhétoriques reposent sur la capacité à savoir parler le « langage-développement »<sup>96</sup> et le langage paysan. Ainsi, les courtiers possèdent une expertise en traduction de l'un à l'autre. Selon Olivier de Sardan, « c'est évidemment une conséquence du fait que le courtier est très exactement situé à l' 'interface' (cf. Long, 1994) entre la configuration développementaliste d'un côté, et les sociétés locales, de l'autre »<sup>97</sup>.

Nous lions les capacités d'intermédiation des agents de la fondation avec leurs origines familiales et leurs parcours professionnels antérieurs à leur intégration dans la

---

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> BIERSCHEK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, éd., *op cit*, p.26.

<sup>96</sup> *Idem*, p.27.

<sup>97</sup> *Ibid.*

fondation. Les agents de la fondation sont nés en effet, dans leur majorité en zones rurales. Felipe Carazo est né dans une famille aisée costaricienne. Le père est avocat et la mère historienne. Sa famille possède une ferme dans laquelle il passe toute son enfance. Il explique son contact avec les travailleurs de la ferme avec qui il se lie d'amitié.

« Ma mère a décidé que je n'irai pas à la première année de maternelle. Je restais à la ferme où on produisait le lait, parce que j'étais un enfant heureux, et j'allais avec Canelo et avec Rico qui étaient les noms des travailleurs, j'allais chez eux, ce qui m'a beaucoup marqué<sup>98</sup>. »

Les agents de la fondation présentent en effet une double socialisation qui leur permet d'exercer leur rôle de broker.

De plus, dans son parcours professionnel, Felipe Carazo alterne entre des expériences professionnelles passées au PNUD en tant qu'officiel de programme et à TNC en tant que gestionnaire de projet sur le terrain dans l'aire de conservation *La Amistad* où il a alterné entre les mondes de la conservation au niveau local et au niveau des bailleurs de fonds internationaux.

Dans le cadre de Fundecor, nous analysons les agents de la fondation comme des courtiers qui parviennent à traduire des préoccupations globales en politiques nationales et locales. Ils connectent les niveaux entre eux, entre des communautés spécifiques et le monde des experts.

---

<sup>98</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018:

“mi mama decidió que el primer año de kínder yo no fuera al kínder, yo seguía en la lechería, porque yo era un niño feliz, y yo me iba con canelo y con rico que eran los nombres de los trabajadores, me iban a las casas de ellos, lo cual me marco mucho.”

#### **IV. Sociologie du personnel de Fundecor : une organisation d'experts**

Nous allons réaliser une sociologie des personnels de la fondation pour dégager les liens des agents de Fundecor à l'international. Nous analyserons en quoi nous pouvons qualifier Fundecor d'une organisation d'experts.

##### **A. Sociologie du personnel de Fundecor : professionnalisation des personnels et socialisations propres au secteur de la conservation**

L'analyse vise à réaliser une sociologie des personnels qui nous permette de réfléchir à leurs liens avec l'international en nous interrogeant sur leurs origines régionales, leurs études, leurs diplômes, leurs expériences à l'étranger et leurs activités militantes en associations ou partisanes en lien avec l'écologie notamment. Pour réaliser cette sociologie des personnels, nous allons nous appuyer sur les entretiens approfondis de trois agents de Fundecor : Roxana ingénieure forestière, Felipe directeur exécutif et Ivannia responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées, et d'une conversation informelle avec Diana, coordinatrice des *giras educativas*- sorties d'éducation environnementale.

Roxana Chacón est ingénieure forestière d'origine costaricienne. Après une licence en sciences forestières, elle obtient un master en gestion des ressources naturelles et technologie de production à l'Institut technologique du Costa Rica (TEC à Cartago). Elle n'étudie qu'au Costa Rica. Dans le cadre de son parcours professionnel antérieur, elle travaille d'abord sur un projet de gestion forestière pionnier pour le pays au sein de Portico SA, une entreprise d'achat et transformation de bois pour la vente vers les Etats-Unis. Elle travaille ensuite à son compte comme consultante en qualité d'ingénieure forestière pendant cinq ans. Elle postule ensuite à Fundecor et devient ingénieure forestière pour la fondation.

Felipe Carazo réalise sa licence de biologie à l'Université du Costa Rica (UCR à San José). Contrairement aux dirigeants antérieurs de la fondation, il ne vient pas de la filière de sciences forestières mais d'une formation en biologie ce qui change la conception qu'il peut avoir de la conservation, axée sur la conservation des espèces et non pas de la forêt. Après avoir travaillé à la fondation AMBIO Ambiente y Biodiversidad- environnement et biodiversité (créée en 1989) de 1997 à 1999. Il part réaliser un master à l'Université de Duke en Caroline du Nord aux Etats-Unis et obtient un diplôme en économie et politique des ressources naturelles. Il rejoint ensuite le poste de responsable du programme pour le changement climatique pour le Costa Rica au PNUD à San José de 2001 à 2002. Il

démissionne de son travail au PNUD afin de retrouver un travail de terrain et entre à The Nature Conservancy (TNC) à San José, organisation privée étatsunienne internationale. Il travaille d'abord sur de la gestion de projet sur le terrain pendant cinq ans dans l'aire de conservation *La Amistad* en zone frontalière avec le Panama. Il travaille ensuite pendant cinq ans au niveau régional en Amérique latine sur l'élaboration de stratégies de conservation. Il rejoint Fundecor en 2012 au poste de directeur exécutif.

Ivannia Vargas a suivi des études de licence en planification économique et un master en planification économique et sociale à l'Université National (UNA à Heredia). Elle n'étudie qu'au Costa Rica. Elle a toujours travaillé pour Fundecor. Elle travaille d'abord au poste qui consiste à proposer les *giras* educativas- sorties d'éducation environnementale auprès des établissements scolaires en collèges, puis comme coordinatrice de ces sorties, enfin comme responsable du secteur d'éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor.

Diana Cordero est diplômée d'une licence en écotourisme de la filière d'agronomie de l'Université du Costa Rica (UCR à Turrialba). Elle effectue un an de spécialisation après la licence en gestion de projets éco-touristiques. Elle obtient ensuite le titre de guide touristique de l'Institut national d'apprentissage (INA à San José). Elle réalise deux stages dans sa formation au Mexique et au Panama. Elle entre à Fundecor comme guide touristique. Elle reçoit une formation à Fundecor et devient éducatrice environnementale. Elle coordonne ensuite les sorties d'éducation environnementale.

Les agents de la fondation possèdent donc un très haut niveau de formation avec l'obtention pour tous d'au moins un *bacchilerato* qui équivaut à un niveau licence, pour la majorité suivie d'un master, avec l'obtention de titres d'ingénieurs forestiers. Le sous directeur Bernal Aguilar a également réalisé un doctorat en sciences forestières à l'Université de Fribourg en Allemagne. Ils présentent tous de hauts niveaux de formation allant jusqu'au doctorat. En effet, cela évoque la dynamique de professionnalisation croissante des ONG mise au jour par Sylvie Ollitrault et Denis Chartier dans les ONG d'environnement pour lesquelles la notion de bénévolat est tout à fait obsolète au regard des dynamiques de professionnalisation qui ont affecté le monde des ONG<sup>99</sup>.

En ce qui concerne les nationalités et les origines régionales des agents de la fondation, ils sont tous originaires de l'Amérique centrale. Ils sont tous costariciens excepté le

---

<sup>99</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, *op cit*.

responsable du service de la comptabilité qui est nicaraguayen. Bien que ce soit des personnes originaires de l'Amérique centrale, elles ont très souvent voyagé dans des cadres professionnels ou personnels.

Sur le plan des études et professionnel, Diana a effectué deux stages dans sa formation au Mexique et au Panama. Felipe a réalisé deux années de master en Caroline du Nord aux Etats-Unis. Dans le cadre de la fondation, Diana a suivi une formation d'un mois au Japon sur la façon dont les ONG font de la conservation à travers l'éducation environnementale, formation financée par la JICA (agence japonaise de coopération internationale). Ivannia est également allée au Brésil pour effectuer une mission de coopération, d'échange d'expériences sur des initiatives d'éducation environnementale avec une organisation non gouvernementale brésilienne. Roxana a effectué plusieurs voyages professionnels pour représenter Fundecor lors de réunions et ateliers internationaux dans la région centroaméricaine : au Guatemala, Nicaragua et Panama sur la certification environnementale notamment et le partage d'expériences de Fundecor lors d'un évènement de l'association coordinatrice indigène et paysanne d'agroforesterie communautaire d'Amérique centrale (ACICAFOC). Felipe réalise une étude de terrain de master à Madagascar sur la gestion de la biodiversité dans une aire protégée. Il est amené à voyager dans la région latino-américaine plusieurs fois pour TNC et Fundecor. Il représente les initiatives du gouvernement costaricien sous l'égide de Fundecor lors du sommet international de la COP21 à Paris.

Sur le plan personnel, Felipe est parti pendant un an en France, puis au Pérou. Il fait du tourisme au Népal auprès des communautés locales. Ivannia effectue des voyages personnels dans la région latino-américaine. Sur le plan personnel, les agents de la fondation sont des personnes qui ont l'habitude de voyager en Amérique centrale incluant le Mexique et en Amérique du Sud. Ils ont effectué comme on l'a vu des voyages également aux Etats-Unis, dans des pays européens comme la France, et dans d'autres régions du monde comme au Népal et à Madagascar également un pays à la biodiversité extrêmement riche. David Dumoulin avance l'idée d'un capital cosmopolite que possèdent les agents de la conservation. Il s'agit d'une caractéristique commune qui montre leur intégration sociologique au sein d'un même secteur, le secteur de la conservation. Il montre que « la plupart des individus travaillant dans la conservation dans les pays du Sud possèdent un certain capital cosmopolite, soit par leur famille, soit par leurs études ou leurs premiers ancrages professionnels »<sup>100</sup>. David Dumoulin met également en avant des trajectoires personnelles communes entre les

---

<sup>100</sup> DAVID Dumoulin, « Les ONG ...op cit, p13.

agents du secteur de la conservation. Il montre qu'« en Amérique latine par exemple, ces trajectoires personnelles révèlent des origines familiales européennes ou nord-américaines, ou bien le plus souvent une formation universitaire aux Etats-Unis »<sup>101</sup>. David Dumoulin montre que le passage par une formation internationalisée est une condition essentielle pour parvenir à des hauts postes au sein des ONG comme nous pouvons l'analyser pour le poste de directeur de Fundecor.

Ce capital cosmopolite est renforcé par les réseaux de sociabilité. Par exemple, le conjoint d'Alexa travaille comme biologiste à la Fondation néotropicale (1985), la conjointe de Felipe travaille dans la coopération bilatérale sur le changement climatique aux Nations Unies qui elle-même connaît Tania Rodriguez, chercheuse sur les conflits socio-environnementaux à la UCR et qui a travaillé à l'UICN San José. La plupart des amis de Diana travaillent dans l'éducation environnementale ou l'écotourisme ou avec des populations autochtones par exemple. David Dumoulin parle ainsi d'une intégration sociologique forte entre les personnes du secteur de la conservation. Il avance que « les trajectoires personnelles des individus actifs dans le secteur de la conservation montrent que les liens sociaux précèdent l'entrée formelle dans le secteur »<sup>102</sup>. De plus, il montre que « ces contacts directs ou cette socialisation internationale est un capital clé pour se mouvoir avec succès dans le secteur de la conservation »<sup>103</sup>. La nouvelle génération des agents de la conservation qui arrive aux postes décisionnels à partir des années 1980 est particulièrement marquée par cette internationalisation qui a permis une vraie professionnalisation, mais aussi une création progressive de réseaux de sociabilité à l'échelle internationale. David Dumoulin montre l'existence d'un marché professionnel mondialisé qui donne une socialisation commune, un savoir partagé et permet d'identifier ceux qui y participent comme experts et de les rapprocher de leurs pairs. Faire partir d'un même marché professionnel constitue un puissant accélérateur d'interconnaissance et de partage d'une *doxa* commune, par delà les frontières institutionnelles et politiques. Il avance qu'il existe une intégration sociologique entre les individus qui travaillent dans le domaine de la conservation<sup>104</sup>.

---

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*

Les pratiques personnelles rejoignent les pratiques professionnelles dans plusieurs cas. Diana a effectué des voyages éco-touristiques. La plupart des membres de la fondation pratiquent les sports nature comme la course à pied, le cyclisme et la randonnée en montagne.

La professionnalisation des personnels est renforcée par le recours au registre de l'expertise.

## **B. Le registre de l'expertise, technicisation et dépolitisation des actions menées**

Sylvie Ollitrault et Denis Chartier encouragent l'analyse des registres d'action des ONG afin de comprendre la nature de leurs modes et champs d'action. Il est possible de distinguer six registres d'action dominants qui peuvent être menés de manière autonome ou de concert selon l'effet voulu et la cible visée: l'action militante de terrain, l'action «coup de poing», le lobbying, direct ou indirect, l'expertise, l'action judiciaire et enfin l'information<sup>105</sup>.

Fundecor relève du registre d'action de l'expertise. Selon leur définition,

« L'expertise ou l'étude sont d'une autre nature. L'ONG espère avoir un impact dans les processus de décision en apportant son savoir et des arguments liés au champ d'action investi. Cette assistance est souvent adressée aux acteurs institutionnels. L'ONG est sollicitée pour apporter son expertise et sa capacité de formation aux gouvernements »<sup>106</sup>.

En effet, Fundecor possède une forte activité de production scientifique. Leur action consiste à produire des notes techniques et à les publier sur le site internet de la fondation en libre accès, à publier des manuels techniques à destination du SINAC pour la gestion des aires protégées telle que la note technique « Détermination de la richesse des mammifères moyens et grands dans trois propriétés soumises à la certification forestière au Costa Rica »<sup>107</sup>.

De plus, ils travaillent en lien étroit avec une des commissions de recherche de l'UICN. Bernal par exemple, est membre du comité administratif de la Commission sur la

---

<sup>105</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, *op cit*, p. 52.

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> GUERRERO, M.; MIRANDA, J.; HERRERA, R.; DUARTES, W. 2017. "Determinación de la riqueza de mamíferos medianos y grandes en tres fincas sometidas a la certificación forestal en Costa Rica", Fundecor (ConCiencia, no. 1), disponible à: [https://docs.wixstatic.com/ugd/99e981\\_40aaf2c7a60c4c19b11b501856ab3173.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/99e981_40aaf2c7a60c4c19b11b501856ab3173.pdf) (consulté le 16/08/2018).

gestion des écosystèmes de l'UICN et est dans ce cadre chargé des activités pour l'Amérique latine de l'UICN et de la Liste Rouge des écosystèmes.

Les agents de Fundecor coopèrent également avec des universités comme l'Université du Costa Rica où Manuel donne un cours d'Histoire des ressources naturelles. Les agents de la fondation reçoivent des *newsletters* scientifiques techniques de la part d'universités comme Roxana qui reçoit une publication de l'Institut technologique du Costa Rica et de l'Université nationale. De plus, les agents sont souvent amenés à suivre des ateliers de formation. Ivannia Vargas a suivi des ateliers de formation de la *Carta de la Tierra- Charte de la Terre*<sup>108</sup> à la *Universidad para la Paz- l'Université pour la paix* à San José qui dépend de l'ONU. Nous pouvons conclure sur une certaine proximité entre Fundecor et les milieux universitaires.

Ces activités développées par la fondation renvoient à la professionnalisation et au recours aux experts au sein des ONG. Il s'agit de dynamiques de bureaucratisation croissante des ONG. Ces activités sont à mettre en relation avec leurs stratégies développées afin de montrer une plus grande crédibilité et légitimité auprès des différents bailleurs de fonds. Selon Philippe Ryfman :

« Un nouveau et vaste champ s'est ouvert pour ces ONG depuis peu, celui de l'expertise environnementale. Elles sont de plus en plus systématiquement consultées à ce propos par des Etats, OI ou entreprises, voire accèdent au statut de partenaires dans la définition de stratégies ou l'élaboration de politiques »<sup>109</sup>.

Fundecor recherche à se positionner dans ce domaine en proposant des activités de consultance pour les particuliers, les entreprises et les organismes publics dans le secteur de la conservation sur la gestion des aires protégées. Sylvie Ollitrault et Denis Chartier montrent que l'élite socialisée au multiculturalisme qui navigue dans des réseaux de recherche transnationaux et met en œuvre des programmes où se mêlent objectifs scientifiques et de conservation, renforce alors la conviction des acteurs dans leurs discours d'experts et participe d'un éloignement des revendications populaires<sup>110</sup>. Les activités de publications techniques et les activités d'expertise réalisées pour le gouvernement et la construction d'un discours d'expert renvoient au registre d'action de la fondation tourné vers l'expertise.

---

<sup>108</sup> Réseau citoyen d'envergure mondiale destiné à promouvoir la Charte de la Terre, déclaration internationale sur l'environnement, les droits humains, le développement égalitaire et la paix célébrée en 2000 à l'Unesco Paris.

<sup>109</sup> RYFMAN Philippe, *op cit*, p. 43.

<sup>110</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, *op cit*, p. 40.



Enfin, nous mettons au jour une valorisation de la technique sur le politique dans les discours délivrés par les agents de Fundecor. Dans le secteur de la conservation les organisations élaborent des clivages entre :

« Les ONG d'environnement qui maintiennent la ligne de partage entre un pôle conservacionniste qui ne prend pas ou peu en compte l'intérêt des populations locales et un pôle environnementaliste qui place l'être humain au centre de ses préoccupations. Au-delà des différences de pratiques, ces clivages témoignent des luttes que ces organisations se livrent auprès des bailleurs de fonds pour justifier leur identité »<sup>111</sup>.

Fundecor ne possède pas de visée contestataire altermondialiste par exemple. En effet, aucun des agents de la fondation n'a fait ou fait partie d'une organisation militante que ce soit en association ou dans un parti dans le domaine de l'écologie par exemple. Roxana seulement lorsqu'elle arrête de travailler pour élever ces enfants rejoint une association de femmes ingénieures forestières, dirigée par le TEC. Elle réalisait un travail bénévole de protection des ressources naturelles à travers l'éducation environnementale à l'école, l'installation de panneaux préventifs pour la gestion des ressources naturelles à l'échelle de la communauté.

L'ensemble des entretiens montre une défiance à l'égard du monde politique. Dans les entretiens, des expressions exprimant un rejet du monde politique sont employées :

« Je ne me suis jamais mis dans aucun parti politique. Bien sûr j'ai une histoire très particulière à ce sujet, mais je suis très apolitique, cela me vient toujours en anglais, *I don't like politics I like policies*, je travaille beaucoup sur les *policies*, je suis très investi dans des processus, j'ai travaillé avec beaucoup de partis politiques, je comprends bien la politique, j'ai un don pour faire de la gestion politique, mais je n'ai jamais milité dans aucun parti politique<sup>112</sup>. »

Felipe Carazo est le petit fils de l'ex-président costaricien Carazo. Il ajoute :

« J'imagine que l'université de biologie, indirectement, contribue aux processus d'incidence, mais je ne tombe jamais en étant ces leaders d'écologistes, ou leader d'une position, parce que j'ai toujours eu beaucoup d'espace, pour comprendre les situations selon différents angles<sup>113</sup>. »

---

<sup>111</sup> *Idem*, p.27.

<sup>112</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« nunca me metí en ninguno partido político. Claro tengo una historia muy peculiar para eso, pero soy muy apolítico, siempre me viene en ingles, *I don't like politics I like policies*, estoy trabajando mucho en *policies*, estoy muy metido en procesos, he trabajado con muchos partidos políticos, entiendo bien la política, tengo un don para hacer manejo político, pero nunca he militado en ningún partido político. »

<sup>113</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« nunca estuve en procesos, bueno me imagino que la universidad de biología, indirectamente, contribuye a los procesos de incidencia, pero nunca cabe siendo esos líderes de ecologistas, o leader de una posición, porque siempre he tenido mucho espacio, para entenderlo desde diferentes ángulos. »

Felipe crée un clivage avec d'autres organisations d'environnement qu'il englobe sous le qualificatif d'environnementalistes ou d'écologistes. Il les associe péjorativement à des militants qui ne veulent pas prendre en compte les besoins des populations sur le plan économique et social.

Ivannia explique : « non je ne me suis jamais engagée sur les thèmes politiques et j'espère ne pas le faire »<sup>114</sup>. Nous mettons au jour un jeu d'accentuation sur la frontière savant-militant caractérisé par un rejet du monde politique, une défiance et une volonté de démarcation vis-à-vis des partis politiques. Nous identifions ainsi un enjeu dans la définition de l'identité de la fondation construit sur un clivage sur les registres d'action entre militantisme et expertise. Dans ce cadre, les agents de la fondation se rangent volontiers du côté de la technique, de l'innovation appliquée et des connections du bas vers le haut. Nous mettons au jour une dépolitisation du discours délivré par les agents de Fundecor sur leurs actions. Le paradoxe résulte dans le fait que le travail mené par les agents de la fondation et la seule volonté de travailler sur des connections du bas vers le haut les placent déjà dans un projet politique.

Ainsi, les dynamiques de professionnalisation analysées montrent le passage de militant à expert dans les ONG. Par la valorisation des activités de consultance, nous pouvons rapprocher la fondation des cabinets de conseil sur certains aspects, suite à la concurrence entre les ONG.

## **Conclusions**

Nous avons tenté d'analyser la fondation selon la grille d'analyse des ONG produite par Denis Chartier et Sylvie Ollitrault. Nous nous sommes focalisés sur son statut, ses registres d'action et ses échelles d'intervention pour dégager une analyse de la nature et de ses modes d'action.

Tout d'abord, l'analyse du statut de l'organisation en tant que fondation régie par la loi des fondations costaricienne de 1973 montre un rapport étroit au pouvoir exécutif et au Ministère de l'environnement et de l'énergie. Au niveau de la direction de la fondation, dans les financements fondés sur un accord dette-nature, dans l'élaboration des politiques publiques de la conservation, se rejoignent les deux types d'acteurs. Le statut définit en effet le rapport à la sphère publique, les modes de prises de décision, le type d'actions entreprises.

---

<sup>114</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018 : "No nunca me he involucrado en temas políticos y espero no hacerlo".

Il existe un jeu dans la définition que l'organisation se donne. Elle se présente comme une ONG aux yeux du grand public mais elle entretient une proximité avec l'Etat de par son statut de fondation. Son rapport paraétatique et ce jeu de présentation de soi invite à réfléchir sur la catégorie organisations de la société civile.

Ensuite, notre réflexion a porté sur les manifestations de la centralité de la position de Fundecor dans les réseaux d'informations, de connaissances et de savoir-faire spécifiques dans le secteur de la conservation. La centralité de l'organisation est également le fait de la position d'intermédiation de la fondation entre l'organisation paraétatique Fonafifo qui met en œuvre les paiements pour les services environnementaux et les propriétaires terriens à travers les personnes de Fundecor ingénieures forestières. La recherche de la centralité de l'organisation répond d'intérêts spécifiques de la part de l'organisation. En effet, elle peut obtenir de nouveaux financements *via* la vente de nouveaux services comme les services de consultance. Elle possède des informations, des connaissances et des savoir-faire spécifiques et s'est construit une expertise sur le long terme dans la gestion des aires protégées sur le terrain. La centralité recherchée répond également d'intérêts des personnes de la fondation dans une perspective d'évolutions dans leur carrière professionnelle.

Dans un troisième temps, nous nous sommes concentrés sur la stratégie multiniveaux de la fondation. Fundecor s'inscrit dans une stratégie de connexions entre les niveaux, global et local, des sommets internationaux et du territoire de Sarapiquí. Les agents de la fondation peuvent être considérés comme des courtiers locaux en développement dans la mesure où ils servent d'intermédiaires pour drainer des ressources extérieures relevant de l'aide au développement vers une arène locale<sup>115</sup>. Ils sont ainsi positionnés à l'interface entre bailleurs de fonds et propriétaires terriens. Ils possèdent un rôle de traduction des préoccupations globales en politiques publiques nationales et locales. Les agents de la fondation peuvent être considérés comme des courtiers locaux en développement qui possèdent des registres de compétences spécifiques telles que des compétences rhétoriques comme la maîtrise du langage-développement et du langage paysan, organisationnelles, relationnelles, scénographique, également la capacité à monter un projet et la capacité à s'adresser à des décideurs en court-circuitant les échelons intermédiaires<sup>116</sup>.

Enfin, nous avons réalisé une sociologie des personnels pour dégager les socialisations des agents, les parcours d'études et professionnels, les expériences à l'étranger et les expériences militantes en association ou dans les partis. L'analyse montre l'acquisition d'un

---

<sup>115</sup> BIERSCHENK, CHAUVEAU, ET OLIVIER DE SARDAN, *op cit.*

<sup>116</sup> *Ibid.*

capital cosmopolite des agents de la fondation qui renvoie aux caractéristiques sociologiques des personnes qui travaillent dans le secteur de la conservation, secteur qui démontre une forte intégration sociologique et un marché de l'emploi mondialisé<sup>117</sup>.

Après avoir abordé la structure de la fondation, il faut maintenant se pencher sur les pratiques professionnelles, les conceptions du développement, les projets mis en œuvre et leurs liens avec le monde du marché et de l'entreprise.

---

<sup>117</sup> DUMOULIN David, « Les ONG..., *op cit.*

### **CHAPITRE 3 : LOGIQUES ENTREPRENEURIALES, DEVELOPPEMENT ET CONSERVATION : LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODERNISATION ECOLOGIQUE ?**

Les pratiques professionnelles des agents de la fondation, les projets mis en œuvre, la conception du développement nous invitent à réfléchir sur l'inscription des actions de la fondation dans les discours internationaux sur la modernisation écologique. Ces discours prévoient la conciliation possible entre le monde du marché et la rationalité écologique. Nous nous interrogerons sur l'insertion de logiques entrepreneuriales dans les actions de la fondation. Tout d'abord, nous montrerons qu'elle développe des stratégies pour se construire une identité empruntée au monde du marché. Il faudra réfléchir aux pratiques professionnelles, aux conceptions des projets et du développement mises en œuvre pour montrer un rapprochement avec le monde du marché et de l'entreprise. Ensuite, nous examinerons les pratiques professionnelles des agents de la fondation pour montrer des liens avec la diffusion du *New Public Management* dans les administrations publiques et de la bonne gouvernance issue du monde de l'entreprise et reprise par les organisations intergouvernementales. Nous mettrons au jour les processus de rationalisation, de bureaucratisation et de technicisation de l'action des organisations du développement dont fait partie Fundecor. Enfin, nous étudierons le rapprochement avec le monde de l'entreprise dans les projets développés par la fondation. Ainsi, Fundecor participe de la mise en œuvre de la modernisation écologique en réconciliant instrument de marché et protection des ressources naturelles.

#### **I. Logiques entrepreneuriales, développement et conservation : projets, vision du développement et recherche d'une identité plus entrepreneuriale**

Cette fondation met en place des pratiques et se construit une image empruntée au monde de l'entreprise et du marché. Cela nous invite à nous interroger sur les pratiques professionnelles de management des personnels, les projets mis en œuvre par la fondation et sa conception du développement. Nous établirons un rapprochement avec les normes du monde de l'entreprise.

## A. Des pratiques professionnelles proches du monde de l'entreprise

La fondation a connu une grande réforme avec l'arrivée du nouveau directeur exécutif en 2016 qui repose sur l'incorporation du management dans l'organisation et la réorientation de l'identité de l'organisation vers une identité plus entrepreneuriale. Selon Felipe Carazo, le directeur exécutif de Fundecor, la fondation avait perdu son positionnement par rapport aux institutions de l'Etat. De plus, la transition de la coopération internationale au Costa Rica menaçait la survie de la fondation.

Le directeur décida de procéder au déménagement de l'organisation vers un bâtiment plus entrepreneurial. La fondation se situe aujourd'hui dans le Centre corporatif El Tobogan à San José qui rassemble les bureaux de grandes entreprises nationales et internationales. Microsoft et Amazon occupent les bureaux voisins de la fondation. Avant 2016, il faut noter que la fondation était située dans une maison, avec un jardin. Les dix ascenseurs, les claviers digitaux d'accès aux ascenseurs et les badges d'accès aux bâtiments renvoient à une certaine modernité, à la dimension professionnelle et à des logiques entrepreneuriales. Le déménagement de Fundecor dans ce bâtiment correspond à un rapprochement avec le monde de l'entreprise. En effet, la concurrence entre les ONG et la diminution des fonds de la coopération internationale susceptibles de financer l'action environnementale au Costa Rica poussent les organisations à chercher de nouvelles sources de financements et privilégier des partenariats du côté des entreprises.

De plus, l'espace de travail des agents de la fondation s'est transformé. Auparavant, chaque employé travaillait dans un bureau individuel ou en binôme, ils travaillent depuis 2016 dans un espace de travail commun organisé en *open space*. Cet espace correspond aux nouvelles façons de travailler au Costa Rica. Cependant, les *open spaces* relèvent d'une organisation du travail contraignante pour les salariés caractérisée par des contrôles, une absence de moments pour soi et des difficultés de concentration notamment. Cette organisation du travail relève de stratégies de management des ressources humaines.

Cécile Robert montre que le management implique une autonomisation et une responsabilisation comme de nouvelles formes d'encadrement et de contrôle. Ainsi, « le discours managérial avance que, par opposition à d'autres formes d'organisation 'scientifique' du travail, il libère l'individu du carcan des rapports hiérarchiques, pour valoriser l'autonomie et la responsabilité individuelle »<sup>118</sup>. Toutefois, des formes de contrôle social et des formes d'exercice de l'autorité restent prégnantes. En effet, le travail en *open space* peut être analysé

---

<sup>118</sup> ROBERT, Cécile, « Les transformations managériales des activités politiques », *Politix*, 79, 2007, 7-24., p.9.

dans la perspective foucauldienne qu'il développe sur le *panopticon* et le contrôle sur les corps notamment. Le *panopticon* est un modèle de prison, de surveillance et de contrôle où un seul individu peut en contrôler plusieurs. En effet, le poste de surveillance offre une vue panoramique sur l'ensemble des personnels à surveiller. La surveillance et le contrôle social des institutions fermées comme la prison analysée par Foucault deviennent invisibles par cette architecture<sup>119</sup>. Les formes de contrôle social des techniques de management ont tendance à être euphémisées et invisibilisées. Ainsi, le travail en *openspace* peut être considéré comme une des formes de contrôle social qui persiste sur les agents malgré la valorisation d'un discours sur l'autonomie et la suppression de la hiérarchie. Les formes d'organisation de travail en *open space* répondent également des normes de l'efficacité et de la transparence qui s'appliquent dans les ONG.

Sur le management du personnel, l'entretien avec le directeur exécutif de la fondation fait échos au management du personnel en entreprise. En effet, il insiste tout au long de l'entretien sur l'importance de la gestion du personnel:

« Peut-être qu'[Ivannia] le voit depuis le premier étage, je suis à l'étage au dessus, ça c'est *managing people, believe in people* (...) Mais les projets ici ont leurs champions, j'ai dit à Ivannia dirige le projet géoparc, à Carlos dirige Buena madera [Bois de qualité] cela lui a également beaucoup coûté, à Bernal dirige Sarapiquí Resiliente [Sarapiquí résilient] et ça lui a coûté aussi »<sup>120</sup>.

A travers cet extrait d'entretien, nous analysons une insistance sur le besoin de croire en chacun des employés, en chaque individu. La hiérarchisation et le champ lexical de la compétition sont utilisés. Il insiste sur la dimension gestionnaire de son poste. Nous analysons un rapprochement du poste de directeur de la fondation avec le poste de directeur d'une entreprise.

De plus, parmi les pratiques quotidiennes dans la fondation, il faut noter l'utilisation de tasses personnelles sur lesquelles deux adjectifs qualificatifs sont inscrits supposément représentatifs de la personne. Par exemple, Roxana Chacon possède une tasse portant l'inscription « *Valiente et emprendedora*- Courageuse et entreprenante »<sup>121</sup>. Le lien peut être

---

<sup>119</sup> FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, 1975, Gallimard, Paris.

<sup>120</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« tal vez ella lo ve desde el primer piso, bueno, brinco el piso, esto es *managing people, believe in people*. (...) Pero los proyectos aquí tienen sus champions, a Ivannia yo le dije lidere geoparque, a Carlos lidere Buena Madera también le ha costado mucho, a Bernal lidere Sarapiquí Resiliente y también le ha costado.»

<sup>121</sup> Élément issu des observations des pratiques quotidiennes au cours de l'enquête à Fundecor.

fait directement avec le monde de l'entreprise par l'adjectif « *emprededora*- entreprenante » qui renvoie à la prise d'initiatives et à la personne qui sait mener des affaires. Le recours aux adjectifs censés représenter chaque personne renvoie aussi d'une certaine façon à la norme de responsabilité qui accompagne la diffusion de la bonne gouvernance dans les ONG.

Au-delà, cela nous invite à une réflexion sur la catégorie des organisations de la société civile, dont peut relever cette fondation. En effet, cette organisation fluctue entre le monde de l'entreprise et le monde du développement. Les agents de la fondation empruntent un vocabulaire proche du marché et du monde de l'entreprise. Au cours de la réunion entre les responsables des secteurs d'éducation environnementale et gestion des aires protégées Ivannia Vargas, de gestion des services écosystémiques à Sarapiquí et le directeur exécutif adjoint, nous mettons au jour l'utilisation du champ lexical du marché. La réunion définit les possibilités d'ouvrir les sorties d'éducation environnementale à un public spécialisé tels que des masters en gestion des écosystèmes. Ainsi, le vocabulaire suivant est employé par les agents présents lors de la réunion : « client », « marché », « vente de services », « concurrence », « écosystème commercial », « volume de bénéfices », « schémas financiers forestiers », « vendre un produit », « marché des compétences techniques », « contrôle de qualité », « nous organiser de manière efficiente »<sup>122</sup>. L'emploi de ce vocabulaire traduit des emprunts au monde de l'entreprise, la réalité concurrentielle des ONG d'environnement dont l'objectif reste la survie.

Un réel souci autour de l'image que l'organisation projette à l'extérieur existe chez les agents de la fondation. En effet, au cours de la même réunion, Ivannia explique qu'elle souhaite que Fundecor soit considérée comme une organisation qui possède des valeurs et donne du sens à ses actions environnementales. Elle ne veut pas que Fundecor soit confondue avec une entreprise. Elle évoque cela en parlant de la réalisation de planches qui décriraient les projets et les actions de la fondation pour les publics spécialisés des sorties d'éducation environnementale.

L'imbrication de logiques entrepreneuriales dans la fondation est présente également dans les pratiques professionnelles et la mise en œuvre des sorties d'éducation environnementale. Les agents de la fondation les qualifient de prestations de services. Le recours à un vocabulaire proche du monde du marché interroge notamment dans le cadre d'activités éducatives. Pour le moment, les agents de la fondation se concentrent sur la

---

<sup>122</sup> Tous les mots ont été recueillis lors de l'observation de la réunion entre Ivannia, Carlos et Bernal du 10/04/2018 à Fundecor, à laquelle nous avons pu assister au cours de l'enquête à Fundecor, sans difficulté.



viabilité sur le plan financier de ces sorties. Les impacts des actions d'éducation environnementale ne sont pas interrogés pour le moment.

## **B. Les projets et la conception du développement mis à l'œuvre axés sur l'amélioration du sort économique des personnes**

L'organisation définit son action par rapport au concept et au discours du développement durable. Au cours d'un entretien Cristina Weidlich, chargée de la communication de Fundecor, nous explique :

« Fundecor s'appuie sur la définition du développement durable, pour l'environnement il s'agit de protéger la forêt, pour l'économie il s'agit de proposer des mécanismes financiers et pour le côté social il s'agit de la qualité de vie qui passe par plus de colons [devise costaricienne]<sup>123</sup>.»

L'extrait d'entretien atteste clairement de la ligne directrice de Fundecor qui repose sur la conception du développement axée sur le développement durable et sur l'amélioration du sort économique des personnes.

Les projets de Fundecor s'organisent autour du projet de fond pour l'eau *Agua tica* qui est un fonds public-privé destiné à financer des projets de protection des ressources hydriques. L'organisation propose également des *giras educativas*- sorties d'éducation environnementale. De plus, la fondation mène le projet *Sarapiquí c neutral-clima resiliente* – Sarapiquí c neutre- climat résilient à Sarapiquí. Enfin, elle met en œuvre plusieurs projets dans le cadre du programme plus vaste qui porte un nom similaire *Sarapiquí resiliente*- Sarapiquí résilient. Les projets mis en place dans le cadre du programme Sarapiquí resiliente nous semble intéressants à analyser pour saisir les conceptions du développement de la fondation.

L'un des projets développé dans le cadre de ce programme est le projet de foresterie analogue. Il vise à donner un appui particulier au développement économique et social des producteurs de Sarapiquí à travers des mécanismes financiers leur permettant à la fois de subvenir à leurs besoins socio-économiques et de protéger leurs ressources forestières. Le projet se concentre sur les familles de producteurs de vanille, de poivre et de cacao essentiellement. Il s'agit des produits communs cultivés sur le territoire. Parmi les actions

---

<sup>123</sup> Entretien avec Cristina Weidlich, responsable de la communication de Fundecor, 14/05/2018: « Fundecor se basa en la definición de desarrollo sostenible, para el ambiente se trata de cuidar el bosque, economía con mecanismos financieros y social con calidad de vida que pasa por mas colones ».

menées par la fondation, le projet vise à développer un réseau de producteurs afin de créer un partage d'expériences, la valorisation de bonnes pratiques par la mise en exemple de certaines exploitations agricoles. Fundecor donne des activités de conseil sur les thèmes liés au marché et de foresterie analogue. Dans la pratique, les actions s'organisent autour d'ateliers et de réunions avec les producteurs.

Au cours de l'entretien, Cristina Weidlich insiste sur « le renforcement des capacités avec l'idée de faire face au changement climatique »<sup>124</sup>. Cet extrait d'entretien et les objectifs du projet de foresterie analogue montrent le recours aux termes issus des organisations intergouvernementales comme le renforcement des capacités qui renvoie au concept d'*empowerment* et les bonnes pratiques. Les bonnes pratiques servent à améliorer le sort économique des personnes. Ces termes font référence au discours des OIG qui repose sur la diffusion de la bonne gouvernance promue par la Banque Mondiale depuis 1989. La notion de bonne gouvernance s'accompagne de la diffusion des concepts *d'empowerment*, de participation, de transparence, de responsabilité. Ces termes sont des mots clés de l'aide au développement. Ils se diffusent dans les politiques d'aide au développement à tous les niveaux, de connotation positive mais au fort pouvoir normatif<sup>125</sup>.

De plus, les bonnes pratiques sont des outils du pouvoir normatif des organisations intergouvernementales repris par la fondation. En effet, les organisations intergouvernementales produisent de la norme en comparant. L'aspect normatif repose sur le fait que les bonnes pratiques permettent de procéder à des évaluations et de diffuser des modèles. Cela permet d'orienter et de faire évoluer les comportements. Les bonnes pratiques relèvent de l'influence managériale diffusée au sein des organisations intergouvernementales et que l'on retrouve par ricochet dans le monde du développement fondée sur la notion d'efficacité. La notion de bonne pratique renvoie à une objectivité, du fait de choix motivés par des justifications empiriques. Cependant, il est omis que ce sont des acteurs qui choisissent de présenter ces pratiques et qu'elles correspondent à des choix et des jeux d'influence<sup>126</sup>.

---

<sup>124</sup> Entretien avec Cristina Weidlich, responsable de la communication de Fundecor, 14/05/2018: “el fortalecimiento de capacidades con la idea de recuperar del cambio climático.”

<sup>125</sup> CORNWALL, Andrea et BROCK, Karen, « What do Buzzwords Do for Development Policy ? A Critical Look at 'Participation', 'Empowerment' and 'Poverty Reduction' », *Third World Quarterly*, 26 (7), 2005, p.1043-1060.

<sup>126</sup> Réflexion développée dans le cadre du cours « Le pouvoir normatif des organisations internationales » de Cédric Groulier, Sciences Po Toulouse 2016-2017.

Ensuite, le terme de participation est également mis en avant dans les projets de la fondation comme le projet *We are*. Il s'agit d'un projet d'adaptation au changement climatique. Le terme d'adaptation est construit avec les producteurs agricoles selon une méthode participative. Le terme est constamment mis en avant dans les discours des agents de la coopération internationale, dans les rapports des organisations intergouvernementales. L'idée est de mettre au centre chaque individu, qu'il puisse s'investir dans les projets de développement<sup>127</sup>. Il existe une vocation émancipatrice dans le concept de participation pour repenser le politique. On le décrit comme un approfondissement de la démocratie<sup>128</sup> et donc nécessaire à la bonne gouvernance. Toutefois, il faudrait pouvoir analyser quel type de participation est mis en place, jusqu'où elle va et à quel moment la participation intervient.

Le rapprochement des pratiques professionnelles du monde du marché et de l'entreprise est renforcé par la mise en œuvre de procédures gestionnaires, fondées sur la norme de l'efficacité et accompagnée d'une professionnalisation croissante des organisations du développement.

---

<sup>127</sup> REBEYROLLE Louise, *Révolution citoyenne, mouvement autochtone et coopération internationale. Jeux d'échelles et d'influences en Équateur*. Science politique. 2016, p.28.

<sup>128</sup> BUU SAO Doris, « 'Perupetro est ton ami' : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », in *Participations* no6, 2013, p. 120.

## **II. La recherche de l'efficacité et la professionnalisation des employés**

Il faut analyser les pratiques professionnelles des agents de la fondation, et l'adoption en particulier de la norme de l'efficacité qui accompagne la diffusion de la bonne gouvernance et du *New Public Management* dans les administrations publiques. Au-delà, nous nous intéresserons à la dynamique de professionnalisation des agents qui accompagnent cette diffusion.

### **A. La diffusion de la bonne gouvernance et du New Public Management, la construction de pratiques professionnelles gestionnaires**

En dehors des discours globaux de la bonne gouvernance diffusés par les agences multilatérales de financements, les ONG sont obligées d'intégrer les principes du *New Public Management* et de s'adapter aux normes d'efficacité et de la bonne gouvernance. Les normes d'efficacité et de la bonne gouvernance sont à rapprocher de la diminution des fonds alloués par les organismes de la coopération internationale susceptible de financer l'action environnementale au Costa Rica. Dans ce cadre, l'impératif de l'efficacité diffusé renvoie également à la vulnérabilité des ONG soumises à la compétitivité entre elles pour obtenir des financements.

Des changements dans les pratiques professionnelles sont mis en œuvre pour repositionner l'organisation dans son environnement. Tout d'abord, la direction met en place une planification des actions de Fundecor avec le plan stratégique sur cinq ans et les plans annuels. Ces deux types de plans contiennent les lignes stratégiques de la fondation, les objectifs stratégiques à cinq ans, les objectifs spécifiques annuels qui permettent de répondre à l'objectif stratégique à cinq ans et les activités à mettre en œuvre. Nous avons affaire à une rationalisation de l'action qui vise l'efficacité. L'élaboration de ces plans renvoie aux procédures gestionnaires axées sur les objectifs et les résultats.

Ces procédures renvoient à la diffusion des normes liées à la bonne gouvernance. Après être tombé en désuétude pendant plusieurs siècles, le terme de gouvernance réapparaît pour la première fois en 1989 dans un rapport de la Banque Mondiale. Il y est expliqué que la

« bonne gouvernance est une condition nécessaire du développement durable »<sup>129</sup>. Le terme est issu du monde de l'entreprise.

Le discours sur la bonne gouvernance s'accompagne de la diffusion d'un consensus autour de normes considérées progressivement comme universelles, telles que la participation, l'appropriation, l'*empowerment*, la responsabilité, la transparence et l'efficacité entre autres. Ces mots clefs se diffusent dans les politiques d'aide au développement à tous les niveaux. De connotation positive, ils cachent un fort pouvoir normatif, contribuent à la fabrication de consensus et ainsi affaiblissent les possibilités de contestation<sup>130</sup>.

Faisant suite au débat sur les échecs des politiques de l'aide au développement, la norme de l'efficacité de l'aide au développement entraîne des réformes de l'action publique. La diffusion de la norme de l'efficacité s'accompagne de la technocratisation et de la bureaucratisation de l'aide. De cette façon les processus administratifs mettent l'accent sur les questions techniques plus que politiques<sup>131</sup>. L'ensemble de ces normes s'appuient sur la diffusion du *New Public Management* depuis la moitié des années 1990 dans les administrations publiques que l'on retrouve par ricochet dans l'aide publique et dans les ONG qui respectent les normes imposées par les financeurs. Des processus de libéralisation de l'action publique se généralisent, relayés par des principes de gestion libérale de l'action publique et participent à la mise en place de bureaucraties néolibérales<sup>132</sup>.

De plus, les plans stratégiques désignent des responsables pour chacun des objectifs. Même si pour certains des objectifs, les responsabilités sont partagées, la logique de désignation d'une personne responsable par objectif renvoie à la norme de responsabilité imposée aux administrations publiques et aux ONG. Cécile Robert montre que l'introduction des techniques de management des personnels issues des principes de l'entreprise dans des espaces qui y sont a priori étrangers, promeut notamment l'autonomie et la responsabilité individuelle<sup>133</sup>.

---

<sup>129</sup> GUDYNAS Eduardo, "Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Una breve guía heterodoxa", in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxembourg, Abya Yala, Quito, 2011, p. 47.

<sup>130</sup> CORNWALL, Andrea et BROCK, Karen, « What do Buzzwords Do for Development Policy ? A Critical Look at 'Participation', 'Empowerment' and 'Poverty Reduction' », *Third World Quarterly*, 26 (7), 2005, p.1043-1060.

<sup>131</sup> GIOVALUCCHI, François et J.P. OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n°198, avril-juin 2009, n°198, p.383-406.

<sup>132</sup> Nous avons développé cette réflexion dans le séminaire de Mme Goirand, « Les politiques d'aide au développement », IHEAL 2017-2018.

<sup>133</sup> ROBERT, Cécile, « Les transformations managériales des activités politiques », *Politix*, 79, 2007, 7-24, p.3.

L'élaboration des plans stratégiques s'accompagnent de la rédaction de rapports trimestriels sur les actions menées pour vérifier l'état d'avancement vis-à-vis des objectifs stratégiques. Il s'agit de rapports d'évaluation qui reposent sur des mesures quantitatives en pourcentages. Il existe une mise en valeur de la mesure et de l'évaluation.

## **B. La professionnalisation des agents et la norme de l'efficacité appliquée dans l'évaluation des projets**

Les évaluations sont réalisées par chaque agent de chaque secteur. Elles sont notamment présentées lors de la réunion annuelle d'évaluation de l'état d'avancement du plan d'opération annuel (PAO). Les agents de Fundecor se réunissent au bureau de Sarapiquí pour présenter les résultats de leur avancement par rapport aux objectifs annuels. Ils réalisent en amont diagrammes et statistiques à présenter aux autres agents de Fundecor. Ivannia Vargas, au cours d'un entretien explique :

« Qui fait les évaluations ? Ce sont les secteurs. Les deux réunions que nous avons eu à Sarapiquí étaient des réunions d'évaluation d'avancement. L'autre critère est de 10 à 25 % qui correspond à un investissement faible, de 25 à 50 % un investissement moyen, de 50 à 75 % un investissement haut et de 75 à 100 % un investissement maximum. On les réalise par trimestre<sup>134</sup>. »

Ainsi, le processus d'évaluation à l'œuvre renvoie à la diffusion du *New Public Management*. Les normes de transparence et de la responsabilisation des agents de l'aide sont mises en avant. Ils doivent rendre des comptes à tous les niveaux de la hiérarchie via des mécanismes d'autoévaluation et de mesures. Ces processus font référence à la bureaucratisation de l'aide au développement.

En dehors des pratiques mises en œuvre par la fondation qui reposent sur des techniques gestionnaires du management imposées par la direction, les agents de Fundecor s'adaptent aux procédures d'évaluation imposées par les bailleurs de fonds. De même, l'élaboration du projet et le vocabulaire employé doit être adaptés au bailleur. Les agents en ont parfaitement conscience, comme en attestent ces extraits d'entretien avec Cristina

---

<sup>134</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018 :

“Quien hace las evaluaciones? Son las gerencias. Las dos reuniones que tuvimos en Sarapiquí era de evaluación de desempeño. El otro criterio es del 10% al 25% que es un desempeño bajo. De 25% a 50% desempeño medio. De 50% a 75% desempeño alto, y de 75% a 100% desempeño máximo. Se hace por trimestre.”

Weidlich : « Les organisations doivent s’adapter sur le langage à adopter pour qu’il colle avec celui des organisations donatrices » ou Ivannia Vargas : « Le projet s’élabore en fonction de celui qui finance »<sup>135</sup>. Ainsi, l’élaboration du projet et l’évaluation sont influencées par les bailleurs de fonds. Dans le cas des projets de gestion des aires protégées, le bailleur de fonds est l’organisation Costa Rica por siempre. Ivannia Vargas nous raconte au cours de l’entretien :

« La matrice de l’évaluation de Costa Rica por siempre est un document gigantesque : résumé du projet, le processus du projet, s’il est en train d’être exécuté, après viennent les ressources humaines, qui est impliqué, les risques du projet, nous devons évaluer le projet, la probabilité que le risque advienne, quels sont les éléments que j’identifie comme des risques, ensuite je donne une évaluation du risque sur l’échelle qu’ils nous donnent, l’explication du risque et comment je vais pouvoir le réduire »<sup>136</sup>.

Le fichier d’évaluation fait plusieurs pages et renvoie à des procédures bureaucratiques très lourdes. Cela fait référence à la bureaucratisation des ONG et à leur technicisation. Ainsi, pour chaque projet, Ivannia doit produire une double évaluation financière et technique.

Le fichier après être rempli génère automatiquement des diagrammes. Nous mettons au jour une valorisation des éléments techniques qui reposent sur des éléments quantifiables et mesurables par rapport aux éléments politiques qui sont évincés. Oliver De Sardan montre que ces processus ignorent les facteurs politiques, les conflits, le rôle des acteurs ou les ajustements stratégiques<sup>137</sup>.

Ivannia rajoute :

---

<sup>135</sup> Entretien avec Cristina Weidlich, responsable de la communication de Fundecor, 14/05/2018: “Las organizaciones tienen que adaptarse con el lenguaje para que pegue con las organizaciones donantes”. Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018 : « El proyecto se diseña mucho en función de quien va a financiar ».

<sup>136</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018: “la matriz de evaluación de Costa Rica por siempre es una sabana gigantesca, entonces resumen del proyecto, el proceso del proyecto, si esta en ejecución, luego viene los recursos humanos, quien está dentro, lo del riesgo del proyecto, tenemos que evaluar el riesgo, la probabilidad de que ocurra, de que digamos yo identifico el riesgo, y luego le doy una evaluación en la escala que ellos tienen, la explicación del riesgo, y como lo voy a mitigar”.

<sup>137</sup> GIOVALUCCHI, François et J.P. OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l’aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n°198, avril-juin 2009, n°198, p.383-406.

« Cela me prend une semaine de faire le rapport, parce qu'ensuite je dois aussi évaluer chaque activité, quand je l'ai commencée, quand je l'ai terminée, quand je l'avais programmée, si j'ai pris du retard et combien de jours, si j'ai pu la faire en avance de combien de jours »<sup>138</sup>.

Roxana Chacón déplore au cours d'un entretien qu'elle passe près de la moitié de son temps de travail dans des procédures bureaucratiques. Cécile Robert montre que l'insertion du management implique des exigences de gestion qui peuvent être mal vécues par les employés. En effet, ces exigences sont coûteuses en temps, en énergie et renvoient à la technicisation.

L'efficacité de la fondation est recherchée par la direction et se met en place à tous les niveaux. Des rapports sur les actions menées par les différents secteurs sont rédigés et publiés. Ils mettent l'accent sur l'aspect financier afin de contrôler l'équilibre des dépenses et des recettes de l'organisation. Le secteur éducation environnementale a rédigé ce type de rapport pour contrôler les actions menées. De plus, le même secteur a recours aux indicateurs de façon récurrente. Les sorties d'éducation environnementale sont soumises à un processus d'évaluation par les professeurs.

Les contrôles sont exercés par des audits financiers dans les locaux de la fondation qui épiluche les mouvements financiers réalisés. Les activités d'exécution se font sur le terrain dans la grande aire métropolitaine pour les *giras educativas* ou à Sarapiquí pour les projets. La séparation des fonctions de stratégie, de pilotage, de contrôle et des opérations renvoie aux principes du *New Public Management*. Cette séparation n'est pas totale dans la mesure où des secteurs réalisent aussi leur propre activité de contrôle. Les fonctions de pilotage et stratégique ne sont pas séparées dans le cas de la direction exécutive qui pense les projets et participent à leur exécution.

Enfin, une dynamique de professionnalisation a affecté le monde des ONG. La professionnalisation se caractérise par des hauts profils de formation avec le passage du bénévolat à la professionnalisation. Elle repose aussi sur le passage de la figure du militant à celle de l'expert. La professionnalisation réside également dans la valorisation de certains services comme la communication. Denis Chartier montre que « tous ces services sont désormais comparables à ceux rencontrés dans les organisations du secteur marchand, les employés de Greenpeace ou du WWF auront les mêmes profils que ceux rencontrés dans des

---

<sup>138</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018: "yo duro una semana haciendo el informe, porque luego también tengo que evaluar cada actividad cuando la inicie, cuando la finalice, cuando la había programado, entonces si la atrasé y cuantos días se atraso, si se adelanto cuantos días."



multinationales du secteur privé »<sup>139</sup>. Fundecor a recours à un service de communication développé qui se montre omniprésent pour rendre compte de chaque action, publier sur les réseaux sociaux et visibiliser les actions de la fondation.

La professionnalisation passe également pour Fundecor par la valorisation de l'uniforme par exemple. A mon arrivée au sein de l'organisation, l'une des premières scènes à laquelle j'assiste est la livraison des uniformes dans la fondation et l'importance que cela semble relever pour ses membres. Au-delà du vêtement, les uniformes sont directement liés aux façons de se présenter. Ils agissent comme vitrine et représentent l'organisation. Ils sont aussi un outil pour renvoyer une image de sérieux et de crédibilité auprès des instances publiques et des partenaires. La dynamique de la professionnalisation a été liée à la nécessité d'obtenir des fonds d'organismes publics ainsi qu'à la concurrence existant entre les ONG<sup>140</sup>. Il existe une nécessité de se professionnaliser afin de gagner en crédibilité et en pouvoir d'intervention<sup>141</sup>. Ainsi, de fortes inégalités entre ONG très professionnalisées et des ONG plus militantes se creusent dans l'obtention des financements.

Nous avons mis au jour l'intrusion des logiques du New Public Management et de la bonne gouvernance dans les pratiques professionnelles de la fondation. Elles s'articulent autour de la rationalisation, la professionnalisation et la dépolitisation de l'aide au développement. Elles résident aussi dans l'intégration des normes de responsabilisation, de transparence et d'efficacité de l'aide.

Le rapprochement des pratiques professionnelles, des projets et de la conception du développement avec le monde de l'entreprise s'accompagne d'une vision de la conservation qui repose sur les logiques marchandes.

---

<sup>139</sup> CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, *op cit*, p.43.

<sup>140</sup> *Idem*, p. 42.

<sup>141</sup> *Idem*, p. 43.

### **III. La modernisation écologique : s'allier avec le privé**

Dans cette partie, nous montrerons comment Fundecor, en plaçant au cœur de ses stratégies l'innovation en matière de gestion des ressources naturelles – notamment les nouvelles technologies et les solutions marchandes –, s'inscrit dans les discours sur la modernisation écologique qui associent la protection de l'environnement et la rationalité économique. Au-delà, nous analyserons la portée des alliances que Fundecor entretient avec le secteur privé et en particulier, les entreprises.

#### **A. Le développement durable comme leitmotiv de la protection de l'environnement**

Les actions entreprises par Fundecor pour la protection de l'environnement s'inscrivent directement dans la perspective du développement durable.

Les agents de la fondation ainsi que la communication de l'organisation s'attachent à défendre un leitmotiv qui énonce le fait que le développement durable est réalisable en pratique. Cette conception défend la possibilité d'une combinaison entre les volets économique, social et environnemental, dans la lignée des discours sur le développement durable développés par les institutions internationales. En effet, le concept fait échos à une exigence théorique ancienne de concilier croissance économique, dynamiques sociales et contraintes environnementales.

Le débat sur la croissance prend une nouvelle tournure à partir des années 1970 avec la publication du premier rapport du Club de Rome et son extraordinaire retentissement et avec le rapport Meadows (1972) qui pointe les limites de la croissance.

Le terme d'écodéveloppement forgé par Maurice Strong, secrétaire générale de la Conférence sur l'environnement qui se déroule à Stockholm en 1972, va être écarté du vocabulaire onusien et remplacé par celui de *sustainable development*, jugé plus politiquement correct. L'ambiance intellectuelle est marquée par le retour en force des thèses libérales et la réaffirmation du primat de la croissance économique<sup>142</sup>. Le concept de développement durable est consacré avec la parution du Rapport Brundtland en 1987 à

---

<sup>142</sup> VIVIEN Franck-Dominique, « Jalons pour une histoire de la notion de développement durable », *Mondes en développement* 121, n° 1 (2003): 1, <https://doi.org/10.3917/med.121.0001>.

l'Assemblée Générale des Nations Unies « *Our Common Future* »<sup>143</sup>. La définition de Gro Bruntland du développement durable (*sustainable*) appelle à la conciliation des développements économiques et sociaux sans compromettre les ressources naturelles.

Cet héritage transparait dans les discours des acteurs de l'organisation que nous avons étudiée. En effet, la conception de Fundecor axée sur le développement durable est soulignée au cours de l'entretien avec Felipe, le directeur exécutif de Fundecor. Il explique sa conception de la protection de l'environnement :

« Pour moi la conservation c'est la combinaison de deux choses, la protection des ressources naturelles et l'usage durable des ressources naturelles [...] c'est-à-dire que l'on conserve en fonction de la valeur agrégée que la conservation donne pour le développement humain<sup>144</sup>. »

La protection de l'environnement pour Felipe associe la protection des ressources naturelles et leur usage comme l'exploitation forestière et l'agriculture par exemple.

Cette conception renvoie à la conservation et non à la préservation. Et cet objectif de conservation a directement affaire avec la notion de développement durable. En effet, elle correspond à la conciliation de la protection des ressources naturelles et du développement. Au contraire, la préservation correspond à des espaces naturels sauvages mis à l'abri des impacts anthropiques<sup>145</sup>. Felipe insiste sur le besoin de prendre en compte la personne humaine et de ne pas l'isoler dans le processus de la conservation. Cette vision de la conservation contraste avec les visions plus strictes développées notamment par les biologistes au Costa Rica qui valorisent la préservation. Les formations initiales des protagonistes de la conservation jouent ainsi sur leur manière de concevoir la protection de l'environnement.

Au-delà des discours isolés des acteurs, le développement durable est mis en œuvre par la fondation à travers la promotion de mécanismes économiques et financiers destinés à améliorer la protection des ressources naturelles et le développement économique et social des propriétaires terriens privés. Il faut préciser à nouveau que Fundecor est née dans les années 1990 au cœur de la vague libérale qui a entraîné la création d'organisation

---

<sup>143</sup> D'ALMEIDA Nicole, « De l'environnement au développement durable, l'institution d'un objet et la configuration d'une question », *Communication et organisation*, n° 26 (2 janvier 2005): 12- 24, <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.3268>.

<sup>144</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 : « para mí la conservación es la combinación de dos cosas, protección de los recursos naturales y el uso sostenible de los recursos naturales. »

<sup>145</sup> FROGER Géraldine et GALLETTI Florence, « Introduction », *Mondes en développement* 138, n° 2 (2007): 7, <https://doi.org/10.3917/med.138.0007>.

paraétatiques pour générer des schémas semi-privé. Fundecor s'inscrit dans cette vague libérale afin de générer des schémas semi-privé dans la protection environnementale.

Son modèle de travail repose sur l'économie environnementale. Ainsi, l'organisation recourt à des instruments de marché. Auparavant essentiellement axée sur la création de mécanismes financiers et économiques, Fundecor a réorienté ses actions pour prendre en compte la dimension sociale. Felipe, le directeur exécutif de la fondation nous raconte:

« Comment je pourrais vous expliquer, j'ai beaucoup d'amis qui sont environnementalistes dur comme fer, et ils critiquent et disent qu'il faut protéger, et disent que nous avons fait un projet avec Coca-Cola paramétrique d'approvisionnement en eau, que nous sommes en train de privatiser l'eau, ou que nous coupons les arbres, mais aucun d'eux ne vit la réalité du paysan dans la ruralité qui a besoin d'un modèle de vie et qui est disposé à être conservacionniste mais qui a besoin de survivre, c'est une thématique sociale<sup>146</sup>.»

La conception de Fundecor repose sur une analyse microéconomique de la rencontre des besoins des propriétaires forestiers privés avec les intérêts à conserver le bois qu'ils possèdent pour des raisons de convictions écologiques mais aussi en raison d'une incitation économique à protéger la forêt.

« Cet environnementaliste ne voit pas, il voit le social comme une masse, comment les forêts ont un impact sur l'humanité, mais ils ne voient pas le micro, et sur le thème économique c'est la même chose, je ne génère pas d'économie mais c'est la même chose, c'est une vision de masse, vous trouvez dans le micro que s'il y a une activité agricole de production inadéquate de l'ananas cela contamine le puits et l'eau et cela affecte les personnes »<sup>147</sup>.

Les motivations des agents de la fondation reposent sur leur volonté de montrer que le développement durable est réalisable, que les dynamiques marchandes sont compatibles avec la gestion des ressources naturelles et que la personne humaine peut en être le bénéficiaire.

Cet ancrage dans la perspective de mise en œuvre du développement durable donne à voir des actions axées sur des mécanismes financiers qui allient protection de la forêt et génération d'un revenu économique. Parmi les projets phares de l'organisation, la fondation

---

<sup>146</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

« Como lo digo yo, tengo un montón de amigos que son ambientalistas de asfalto, y critican y que protegen, y que hicimos un proyecto con Coca-Cola paramétrica de abastecimiento, estamos privatizando el agua, o que están cortando, pero ninguno de esos vive la realidad del campesino en la ruralidad que necesita modelo de vida y que está dispuesto a ser conservacionista pero necesita sobrevivir, es un tema social.»

<sup>147</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

“este ambientalista no lo ve, lo que ve es social como una masa, como los bosques afecta a la humanidad, pero hay un micro, y en el tema económico es lo mismo, no yo genero economía hay más trabajo pero lo mismo es masa, usted encuentra en lo micro que si usted genera una práctica inadecuada de la piña cada contaminando el poso e agua que afecta a la gente.”

joue les intermédiaires entre les propriétaires forestiers privés et le Fonds National de Financement Forestier (FONAFIFO) dans le cadre des paiements pour les services environnementaux. Dans le domaine des politiques de conservation de la biodiversité, parmi la diversité des dispositifs qualifiés d'instruments de marché- *market-based instruments*, les paiements pour services environnementaux (PSE) sont souvent mis en avant comme emblème de ce tournant incitatif des formes d'intervention pour la conservation de la biodiversité, en particulier dans les zones forestières tropicales<sup>148</sup>.

Il faut expliquer ce que sont les services environnementaux. Le Costa Rica est reconnu au niveau mondial pour la mise en œuvre en 1997 d'un Programme de Paiements pour Services Environnementaux (PPSE). Ce programme s'inscrit dans la *Ley Forestal*- loi forestière votée en 1996 et qui définit quatre services environnementaux offerts par la forêt et les plantations forestières : l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (fixation, réduction, séquestration, stockage et absorption), la protection de l'eau, la protection de la biodiversité et la protection des écosystèmes comme support de la « beauté scénique »<sup>149</sup>. La mise en œuvre de la loi forestière est confiée au Fonds National de Financement Forestier (FONAFIFO). Le PPSE se traduit en pratique par trois principales modalités de soutien aux propriétaires forestiers privés selon qu'ils sont dans une logique de reforestation, de gestion forestière ou de protection de la forêt. Cette dernière modalité, visant la conservation de la forêt, correspond à 80% de l'attribution des fonds. Une originalité de cette politique forestière est son mécanisme de financement qui repose sur l'allocation à FONAFIFO des produits d'une taxe prélevée sur la consommation d'hydrocarbures. Denis Pesche explique qu'« à partir de 2001, des financements extérieurs de la Banque mondiale notamment viendront compléter ces apports propres qui restent toutefois majoritaires. En effet, sur la période de 1997 à 2009, la contribution des finances publiques costariciennes couvre plus de 60 % du coût du PPSE. Depuis 1997, ce programme a mobilisé au total plus de 200 millions de dollars US, touchant plus de 700 000 ha de forêts représentant 13 % du territoire national »<sup>150</sup>. Ces mécanismes reposent sur un instrument dit de marché qui dans le cas costaricien s'appuie largement sur l'intervention de l'Etat. Fundecor soutient ainsi des mécanismes fondés sur des instruments de marché.

---

<sup>148</sup> PESCHE Denis et al., « Dynamique des dispositifs de paiements pour services environnementaux : les apports de l'analyse des politiques Publiques », *Développement durable et territoires*, n° Vol. 7, n°1 (11 avril 2016), <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11233>.

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> *Ibid.*

A côté des paiements pour les services environnementaux, Fundecor promeut également le projet de création d'un fond destiné à la protection des ressources hydriques de la Grande aire métropolitaine incluant San José et les villes périphériques au Costa Rica. Le projet, *Agua tica*, est un fonds public-privé constitué par des investissements publics et privés et réinvestis pour financer des activités de conservation et contribuer à la sécurité hydrique des grandes villes costariciennes. Ce fond s'inscrit dans la rhétorique des organisations intergouvernementales de promotion du partenariat entre les protagonistes publics et privés. Les institutions publiques comme le Ministère de l'environnement et de l'énergie, des entreprises privées comme Coca Cola en particulier et des organisations privées internationales comme *The Nature Conservancy* sont amenées à coopérer au moins financièrement sur ce projet.

## **B. L'ouverture des partenariats avec le secteur privé**

La promotion de mécanismes financiers, le soutien à l'économie environnementale et le recours aux nouvelles technologies pour la gestion des ressources naturelles renvoient directement aux discours de la modernisation écologique. La modernisation écologique est le projet politique qui entend rendre compatibles les piliers de la dynamique de la modernisation de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle (économie de marché, innovations technologiques, participation démocratique et bonne gouvernance) avec la rationalité écologique<sup>151</sup>. Les discours sur la modernisation écologique datent du Sommet de Rio de 1992 qui appelle au volontarisme écologique et à la participation du secteur privé et de la société civile. Le discours est diffusé dans les institutions internationales. Il fait référence à une internalisation de la question environnementale par la Banque Mondiale ou l'OCDE pour la rendre compatible avec les règles du marché. Par rapport à une écologie politique radicale ou une vision naturaliste, la modernisation écologique serait devenue le courant dominant dans les institutions nationales et internationales. Selon Jean Foyer, la modernisation écologique ne renvoie pas seulement à une façon de penser les questions environnementales. Il s'agit également d'une façon de penser la modernisation caractérisée par l'institutionnalisation progressive des thématiques environnementales et la mise en adéquation du développement durable avec d'autres grands discours modernisateurs comme ceux du néo-libéralisme<sup>152</sup>.

---

<sup>151</sup>FOYER Jean, « Introduction générale. La modernisation écologique à l'épreuve de Rio+20 », *Regards croisés sur Rio+20. La modernisation écologique à l'épreuve*, CNRS Alpha, 2015.

<sup>152</sup> *Ibid.*

Dans le cadre des paiements pour les services environnementaux, plusieurs modèles existent. En dehors du programme des paiements pour les services environnementaux financés par le gouvernement, il existe d'autres modèles comme celui des PSE de l'aire de conservation volcanique centrale financés par des entreprises telle que Coca-Cola. Parmi les motivations de l'organisation, le partenariat avec l'entreprise Coca-Cola permet à Fundecor d'avoir de la visibilité et d'augmenter ses financements. L'entreprise paie les propriétaires forestiers privés pour qu'ils protègent la forêt située sur les zones les plus hautes car ces forêts retiennent l'eau. Dans ce projet tout comme avec Fonafifo, Fundecor sert d'intermédiaire entre Coca-Cola et les propriétaires forestiers privés. Les ingénieurs forestiers réalisent les tâches techniques et administratives de contrôle de la gestion de la forêt et des paiements pour les services environnementaux. Roxana qui est l'ingénieure forestière de Fundecor en charge de la mise en œuvre de ces paiements pour les services environnementaux est rémunérée par l'entreprise.

Ainsi, la fondation se positionne de plus en plus pour une ouverture de partenariats avec des entreprises. Confrontée à la réduction des fonds traditionnellement alloués par la coopération internationale au Costa Rica, les motivations de l'organisation sont l'accession à de nouveaux financements. L'ouverture aux partenariats avec les entreprises dans le cadre des financements, des projets et des conceptions du développement renvoie à la mise en œuvre de la modernisation écologique dans la pratique.

En outre, la fondation s'est positionnée dans les réseaux d'informations, de connaissances et des savoir-faire spécifiques concernant l'utilisation des nouvelles technologies destinées à la gestion des ressources naturelles. La fondation promeut ainsi le recours aux drones, aux applications sur *smartphone* pour inciter les habitants de la région de Sarapiquí à indiquer des menaces sur les ressources naturelles ou la pollution d'une zone d'un fleuve ou bien de les reporter via l'application sur une carte aux données en accès libre. Les agents de la fondation utilisent également des caméras et des détecteurs infra-rouges pour effectuer des activités de surveillance de la biodiversité. Par le recours aux nouvelles technologies et la valorisation des innovations appliquées à la gestion des ressources naturelles, Fundecor entretient un certain rapport à la modernité. Elle essaie de concilier conservation des ressources naturelles, nouvelles technologies et marché. Fundecor se positionne dans la transition des discours de la conservation au niveau global axés sur le concept de la modernisation écologique.

## Conclusions

Dans ce chapitre, nous avons mis l'accent sur les logiques entrepreneuriales incorporées par la fondation, une organisation à but non lucratif destinée à la mise en œuvre d'activités liées au bien-être social, autrement dit qui relève des espaces traditionnellement structurés autour de logiques et de référents non marchands.

Nous avons d'abord montré que la fondation s'est construite une identité empruntée au monde du marché et de l'entreprise. Cela a une influence sur les techniques de management des personnels et du travail, de la mise en œuvre des projets et au-delà, de sa conception du développement. En effet, nous avons montré que la norme de l'efficacité s'est imposée dans les pratiques professionnelles des agents de la fondation.

Ensuite, nous avons conclu que les pratiques professionnelles des agents et la mise en œuvre des projets renvoient à la diffusion des principes et des normes de la bonne gouvernance des administrations publiques et du *New Public Management* qui s'insèrent dans les politiques d'aide au développement. Cela se traduit par le recours à des procédures gestionnaires axées sur les objectifs à atteindre, les résultats et l'évaluation. L'étude des projets de Fundecor renforce l'idée d'une bureaucratisation et d'une technicisation de l'aide.

Finalement, nous avons étudié l'application d'une forme de modernisation écologique dans les projets mis en œuvre par la fondation. Fundecor a développé ses stratégies et ses projets en correspondance avec l'essor des discours sur la conservation, axés sur la modernisation écologique au niveau global depuis le Sommet de Rio de 1992 et renforcés par le Sommet de Rio+20. Ainsi, en défendant le développement durable, elle s'inscrit bien dans un courant qui valorise l'alliance de l'environnementalisme et des logiques marchandes.

Nous avons étudié les actions environnementales développées par Fundecor et ses pratiques sous l'angle de la modernisation écologique. Il s'agit maintenant de se concentrer sur les liens de Fundecor avec l'Unesco et les processus de transfert de normes par l'intermédiaire d'un label Unesco dans le cadre du projet de labellisation d'un Géoparc mondial de l'Unesco pour la région du volcan Poás.



## **CHAPITRE 4 : LE TRANSFERT DE NORMES OIG/ONG : LE CAS D'UNE PROPOSITION DE GEOPARC MONDIAL DE L'UNESCO PAR FUNDECOR**

Dans ce chapitre, nous examinerons les articulations du travail de Fundecor avec l'Unesco. Il s'agit d'étudier les liens entretenus avec une OIG spécifique qui est l'Unesco. Nous nous attacherons en particulier à analyser la proposition de candidature au label de géoparc mondial Unesco concernant la région du volcan Poás. Il faudra montrer en quoi la proposition de géoparc mondial Unesco relève d'un transfert de politiques publiques de l'Unesco Paris vers le système politique et social costaricien. Dans un premier temps, nous travaillerons à définir les géoparc mondiaux Unesco et le cadrage de la proposition réalisée par Fundecor de géoparc pour répondre à la fermeture du parc national en 2017. Ensuite, il faudra examiner la place de l'Unesco sur le terrain par les capacitations et la variété des acteurs mis en contact sur ce projet. Nous étudierons, enfin, l'articulation entre la labellisation internationale et les nécessités locales. Dans un troisième temps, nous analyserons le label comme un instrument d'action publique qui n'est pas neutre. De plus, il constitue une forme de gouvernement de l'OIG. Pour l'obtention de ce label, la fondation doit se conformer à un ensemble normatif issu de la bonne gouvernance. Enfin, nous nous attacherons à définir les motivations de la fondation à demander ce label.

### **I. Le label géoparc et le cadrage de la proposition réalisée par Fundecor dans la région du Poás**

Dans cette partie, il faudra analyser le label géoparc, sa définition, le statut juridique du géoparc et ses caractéristiques. De plus, nous étudierons le cadrage de la proposition de géoparc réalisée par Fundecor pour répondre à la crise socio-économique traversée par les communautés voisines du Parc national volcan Poás.

#### **A. Une labellisation ultra-sélective de l'Unesco**

Il faut d'abord s'intéresser aux origines du label pour mieux le comprendre. Le Congrès de Digne se tient en 1991 à l'initiative de la Réserve naturelle géologique de Haute Provence. Il s'agit du premier symposium international sur la protection du patrimoine

géologique<sup>153</sup>. Ce Congrès marque la prise de conscience de la valeur patrimoniale des objets géologiques. Il rassemble les représentants de quatre territoires - la Réserve géologique de Haute-Provence, la Forêt pétrifiée de l'île de Lesbos en Grèce, le Parc naturel régional de Vulkaneifel en Allemagne et le Parc de Maestrazgo-Teruel en Espagne. L'idée de créer des géoparcs remonte à 1996 lors du 30<sup>ème</sup> Congrès International de Géologie tenu à Beijing pendant le symposium sur la protection de l'héritage géologique. On considère qu'il faut protéger et promouvoir l'héritage géologique par le développement économique durable des territoires. C'est la première fois qu'un effort est fait pour concevoir ensemble le problème scientifique de protection des sites géologiques et les besoins des sociétés. La création de géoparcs sous l'auspice de l'Unesco relève d'une initiative démarrée en 1997 avec la création du Programme des Géoparcs au sein de la division des sciences de la terre<sup>154</sup>. En 2000, les représentants des quatre territoires initialement présents au Congrès de Digne signent la convention déclarant la création du Réseau Européen des Géoparcs. L'idée de ce réseau est de promouvoir le partage d'expériences. De plus, il s'agit de partager une expertise pour discuter de problèmes socio-économiques tels que la stagnation du développement économique, le chômage, l'exode rural. Le réseau vise à identifier comment la protection géo-touristique et le géotourisme peuvent apporter des solutions à ces problèmes. Ce réseau devient mondial en 2004, soutenu par l'Unesco, devenant le Réseau mondial des Géoparcs. Longtemps restés dans l'ombre des sites du patrimoine mondial, les Géoparcs ont été intégrés lors de la 38<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Unesco le 17 novembre 2015 dans le Programme International de Géosciences (IGCP), devenu alors le Programme international sur les géosciences et les géoparcs (IGGP) créant le nouveau label de Géoparc mondial de l'Unesco<sup>155</sup>.

La littérature grise de l'Unesco Paris les définit ainsi :

« Les Géoparcs Mondiaux UNESCO sont des espaces géographiques unifiés, où les sites et paysages de portée géologique internationale sont gérés selon un concept global de protection, d'éducation et de développement durable. [...] En liaison avec tous les autres aspects des patrimoines naturel et culturel du territoire, le Géoparc Mondial UNESCO utilise son patrimoine géologique pour sensibiliser et pour faire comprendre les principaux enjeux de notre société, tels que l'utilisation durable des ressources de la terre,

---

<sup>153</sup> GUIOMAR Myette, « Le patrimoine géologique en prise avec son territoire », *La Lettre de l'OCIM. Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques*, n° 123 (1 mai 2009): 31- 39, <https://doi.org/10.4000/ocim.238>.

<sup>154</sup> ZOUROS N. (2004), « The European Geoparks Network. Geological heritage protection and regional development », *Episodes*, vol. 27, n° 3, p. 165-171.

<sup>155</sup> HOBLEA Fabien *et al.*, « Les géopatrimoines des Alpes occidentales : émergence d'une ressource territoriale », *Annales de géographie* 2017/5 (N° 717), p. 566-597.

l'atténuation des effets liés au changement climatique et la réduction des impacts provenant de catastrophes naturelles »<sup>156</sup>.

Par ailleurs, il faut distinguer les trois désignations de l'Unesco : les sites du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux. Les réserves de biosphère définissent des territoires destinés à concilier la protection de la nature et le développement des activités anthropiques. Les sites du patrimoine mondial renvoient à la conservation des sites naturels et culturels de valeur universelle exceptionnelle. Ils sont gérés par le secteur de la culture de l'Unesco. Par rapport aux autres désignations, les géoparcs mondiaux se concentrent sur le géopatrimoine et la reconnaissance d'une valeur géologique internationale spéciale à certains sites. Les géoparcs et les réserves de biosphère sont administrés par le secteur des sciences naturelles. Les sites du patrimoine mondial protègent des sites. Les géoparcs désignent un territoire. Les géoparcs peuvent donc contenir un site du patrimoine mondial.

De plus, les sites du patrimoine mondial sont régis par une convention qui lie les Etats entre eux. Dans le cadre des géoparcs, les Etats sont inscrits au sein d'un programme international de l'Unesco mais ne sont pas liés par une convention.

Les géoparcs de l'Unesco ne constituent pas une catégorie juridique de protection nationale ou internationale. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle catégorie d'aire protégée de l'UICN. Parmi les critères énoncés pour l'obtention du label, le territoire du géoparc doit être soumis au préalable à des régimes de protection locaux, régionaux ou nationaux. Ainsi, le label ne restreint aucune activité économique à l'intérieur du géoparc, si elle n'enfreint pas les régimes de protection du territoire.

Nous sommes passés d'une dynamique de préservation des sites vers des démarches nouvelles de valorisation et de promotion économique du patrimoine. Le géopatrimoine s'inscrit comme une partie du développement territorial dont le label spécifique de l'Unesco fait partie :

« Les enjeux socio-économiques liés à l'activation des géopatrimoines par les labellisations et le géotourisme relèvent de dynamiques d'acteurs et décideurs engagés dans la voie du développement durable : il s'agit de créer de l'activité, innover, s'adapter aux changements en se diversifiant et en se distinguant, tout en

---

<sup>156</sup> Unesco, « Géoparcs mondiaux Unesco », disponible à : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/> (consulté le 23/08/2018).

étant exemplaires sur les plans social et environnemental, tant aux yeux de l'extérieur que des habitants du territoire »<sup>157</sup>.

Le label géoparc mondial repose sur le passage d'une plus-value patrimoniale à une plus-value territoriale<sup>158</sup>. Il existe des enjeux socio-économiques qui reposent sur l'utilisation du territoire comme ressource. Ces enjeux sont liés à la possibilité de développement du géotourisme. Ce dernier est considéré comme une forme d'éco-tourisme ou tourisme vert. Il est fondé sur la visite interprétée, en mode expérientiel<sup>159</sup>, de géosites dans leur contexte territorial. Lors du congrès international de géotourisme de novembre 2011 dans le Geopark d'Arouca au Portugal, est promulguée une Déclaration: le géotourisme est alors défini comme un tourisme de haute qualité qui soutient et construit l'identité d'un territoire en prenant en compte sa géologie, son environnement, sa culture, ses valeurs esthétiques, son patrimoine et le bien-être de sa population. Il promeut les valeurs authentiques et uniques du territoire. Le tourisme géologique en est l'une des diverses composantes<sup>160</sup>.

Ainsi, dans le cadre des géoparcs :

« La valorisation d'un géosite ou d'un objet géopatrimonial transforme celui-ci en ressource et lui confère ainsi un certain nombre de valeurs d'usage et utilitaires dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement, de la capacitation citoyenne (Cordier et de Colasson, 2011), des usages récréatifs et sportifs et du (géo)tourisme, toutes valeurs d'ordre socioculturel et/ou économique (Martin, 2012) »<sup>161</sup>.

Il convient de se demander comment obtenir le label. L'obtention du label fait l'objet d'un processus de sélection exigeant. Il s'agit d'un label d'exception<sup>162</sup>. Pour obtenir le label, il faut passer par un processus de candidature auprès du Secrétariat des géoparcs mondiaux de l'Unesco Paris. Il s'agit d'un ensemble de procédures bureaucratiques. Le candidat à un géoparc mondial UNESCO envoie une lettre d'intention, idéalement avant le 1er Juillet. Il soumet sa candidature entre 1er octobre et 30 novembre. Le Secrétariat vérifie que les dossiers soient complets. Ils sont évalués jusqu'au 30 avril. Une mission d'évaluation sur le terrain à partir du 1er mai complète le processus. En septembre, le Conseil des géoparcs mondiaux UNESCO donne son avis sur les candidatures. Lors de sa session de printemps, le

---

<sup>157</sup> HOBLEA Fabien *et al.*, « Les géopatrimoines des Alpes occidentales : émergence d'une ressource territoriale », *Annales de géographie* 2017/5 (N° 717), p. 566-597.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> Déclaration d'Arouca, 12 novembre 2011.

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> *Ibid.*

Conseil exécutif de l'UNESCO rend sa décision au sujet des candidatures retenues. Cela peut prendre plusieurs années. Le dossier de candidature doit suivre exactement le format et les thèmes présentés dans le guide de candidature de l'Unesco Paris. Il doit remplir les critères définis par l'Unesco Paris. Le dossier de candidature doit montrer que le géoparc fonctionne depuis au moins un an comme un géoparc mondial Unesco.

Le label est généralement demandé par des géoscientifiques- géologues et/ou géographes qui voient un intérêt à l'obtention du label et qui procèdent au montage du projet.

Pour développer les démarches afin d'obtenir le label, il faut également obtenir des financements importants: montage du dossier, évaluations scientifiques des géosites, élaboration des géoroutes, travail avec les communautés locales. L'Unesco Paris et San José ne financent pas les démarches de candidature afin d'obtenir le label.

De plus, le label n'est pas définitif. Il peut être retiré au cours des évaluations menées par l'Unesco Paris du géoparc. La désignation est valable quatre ans. Le géoparc peut demander un processus de revalidation pour quatre ans de plus, si le géoparc remplit les critères d'évaluation établis par les équipes de l'Unesco.

## **B. La proposition de géoparc : mise en ressource et réponse à une crise socio-économique**

La désignation du parc national volcan Poás date de 1961. Il appartient à la province de Alajuela. Il s'étend sur plusieurs cantons : Alajuela, Valverde Vega, Grecia et Poas.

Le parc national Volcan Poas est le parc le plus visité du pays. Il représente un apport à l'économie locale par la culture de fougères, destinées à l'exportation. Le service de restauration et les cafés arrivent en seconde position et la production de fraises en troisième position. Au niveau national, les recettes des entrées du parc, la production de fougères représente un apport de 13,9 millions à l'économie nationale<sup>163</sup>. Le paysage autour du parc est également constitué par des activités agricoles de fraises et de café. L'autre activité économique importante est l'élevage laitier. L'activité touristique est dépendante du parc national volcan Poás et de ses alentours. Il faut noter que les voies d'accès au parc traversent les communautés. Les ressources en eau dans le parc servent à l'usage des communautés

---

<sup>163</sup> SISTEMA NACIONAL DE AREAS DE CONSERVACION, *Plan de turismo sostenible del Parque Nacional Volcan Poas*, disponible à: <http://www.sinac.go.cr/ES/transprncia/Planificacin%20y%20Gestin%20BID/Gesti%C3%B3n%20Sostenible%20del%20Turismo%20en%20ASP/Planes%20de%20Turismo%2010%20ASP/Plan%20de%20Turismo%20Sostenible%20del%20PN%20Volc%C3%A1n%20Po%C3%A1s.pdf> (consulté le 15/07/2018).

situées autour du parc et aux activités agricoles. Le parc national joue un rôle central dans la protection de ces ressources en eau.

Dû à des éruptions de gaz toxiques, le SINAC ferme le parc national volcan Poás en mai 2017. La fermeture crée un manque à gagner économique au niveau national dû à l'absence de recettes liées aux entrées du parc. Les activités économiques des communautés alentours dépendent du tourisme à destination du parc. En effet, les touristes consomment dans les restaurants, les hôtels et les petits magasins sur les routes d'accès au parc. Plus aucun touriste n'emprunte la route menant au parc. La fermeture du parc national signe l'arrêt de l'activité économique tournée vers le tourisme. D'une part, les productions agricoles au sein du parc national volcan Poás ont subi des affectations liées au gaz dégagés par les éruptions. L'exportation des fougères a été ralentie. Le manque d'activité touristique freine la consommation des productions caractéristiques de la région, les fraises, les fromages et les plantes ornementales.

Face au manque à gagner touristique, les habitants qui dépendent de l'activité touristique ont été forcés de restructurer leur personnel, réduire les horaires ou fermer leur activité par manque de visiteurs. Ainsi, une situation de crise économique et sociale a pris place au sein des communautés voisines du parc national volcan Poás. C'est dans ce cadre que s'inscrit la proposition de Fundecor de trouver une alternative pour redynamiser l'attractivité touristique du parc national volcan Poás en cas de fermeture du parc national.

Il est prévu que le projet soit conjoint entre l'aire de conservation Volcanique Centrale du SINAC et Fundecor. Le rôle du SINAC du Ministère de l'environnement et de l'énergie s'arrête à la protection du parc national : le Volcan Poas. Autour du parc national, les zones agricoles et l'élevage sont prises en charge par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Fundecor est habilité à s'occuper des zones situées autour de l'aire protégée constituées par les communautés. L'idée du géoparc repose sur l'implication des communautés locales. Ainsi, Fundecor par son travail d'intermédiation entre les communautés locales et l'Etat costaricien apparaît comme un acteur privilégié dans le montage du projet.

Fundecor souhaite réfléchir à la réalisation d'un cluster touristique qui ne soit pas seulement concentré sur le volcan en tant que principale attraction. Il s'agit de mettre en valeur des sites touristiques secondaires pour éviter une concentration du tourisme sur le site principal. Ainsi, le territoire dispose d'atouts en termes de forêts comme des forêts nuageuses, de faune notamment des quetzals et de flore à exploiter selon la fondation. De plus, le parc

national possède un plan de gestion qui définit des zones réservées à la recherche, des zones interdites à la présence anthropique et des zones touristiques. Ainsi, les acteurs scientifiques et politiques sont mis en contact.

Fundecor a été sollicitée par l'association Volcans sans frontières (VSF) (2017). L'association s'est spécialisée sur les géoparc. Elle a sollicitée Fundecor pour attirer des fonds extérieurs et engager les personnes qui vont réaliser les études scientifiques nécessaires pour monter le projet de géoparc.

Au niveau international, l'Unesco Paris a défini le label de géoparc mondial. Il faut maintenant étudier le niveau local où s'inscrit la proposition de labellisation pour identifier les correspondances du label avec les nécessités locales.

## **II. La place de la coopération internationale, capacitations et perception de la coopération internationale par les protagonistes sur le terrain**

Dans cette partie, nous analyserons la place de la coopération internationale sur le terrain en nous interrogeant d'abord sur la présence de l'Unesco San José sur place. Nous mettrons ensuite en évidence la variété des acteurs qui entrent en contact sur le projet du géoparc.

### **A. L'Unesco sur le terrain**

Notre analyse repose sur des entretiens réalisés dans le cadre d'une semaine dans la communauté de Poasito, la plus proche de l'entrée du parc national Volcan Poás avec l'adjointe au maire de la municipalité de San Pedro de Poas, le leader communautaire et directeur du restaurant Freddo Fresas situé à Poasito et le président de l'ASADA de Poasito.

A ce stade, notre projet n'est qu'une idée lancée par l'association Volcans sans frontières et travaillée en interne entre le SINAC et Fundecor. Le bureau de l'Unesco San José n'a pas encore été contacté. Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles de l'Unesco San José n'a pas connaissance du projet lorsque nous réalisons l'entretien à l'Unesco San José.

Dans le cadre des géoparcs, l'Unesco n'impulse pas généralement le projet. Ainsi, l'Unesco San José n'a pas pris de rendez-vous avec Fundecor pour encourager la réalisation du projet. En particulier dans la conception des géoparcs, les géoparcs sont censés surgir par le bas, depuis les communautés locales. Le concept s'initie depuis le local, du bas vers le haut. Même si l'Unesco n'impose rien, car elle ne possède pas de pouvoir contraignant, elle recourt à d'autres formes de pouvoir des organisations intergouvernementales. Ces formes de pouvoir ne reposent pas sur du droit dur mais sur un pouvoir normatif, comme les instruments de *benchmarking* et de bonnes pratiques.

L'Unesco San José peut expliquer à la fondation le concept de géoparc mondial. Elle peut aussi aider Fundecor à monter le dossier de candidature en échangeant par mails. Cependant, aucun fonds n'est disponible à l'Unesco San José pour ce type d'aide. La littérature grise développée au siège de l'Unesco à Paris est destinée à donner le plus d'informations possible aux agents des organisations comme Fundecor.



Sur place, l'Unesco San José n'a pas réalisé de projets dans la région du Poas. Dans le cadre d'un projet de géoparc, deux formes d'intervention sur place de l'Unesco San José sont possibles. Premièrement, l'organisation intergouvernementale peut fournir des capacitations sur place aux personnes vivant dans les communautés du géoparc afin d'expliquer aux personnes le concept de géoparc. Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles de l'Unesco San José, nous explique :

« Il faut leur expliquer, faire des présentations sur ce qu'est un géoparc, quelles sont les valeurs des sites, comment ils pourraient en bénéficier. [...] Il existe aussi d'autres types de soutien aux communautés par exemple d'entrepreneuriat d'un autre style. De promotion sous tous ces aspects possibles<sup>164</sup>. »

Ces ateliers de formation peuvent être réalisés par l'Unesco San José ou Fundecor. Ils constituent des moyens de diffuser des normes et de s'assurer de la bonne marche du projet.

Deuxièmement, l'Unesco San José sera en principe présente dans les réunions qui seront organisées par le comité de gestion du géoparc. Normalement, les agents du comité de gestion invitent les agents de l'Unesco San José à participer aux réunions organisées. Les réunions n'ont pas lieu sur place, mais dans la Commission costaricienne de coopération avec l'Unesco à San José. Cependant, des visites de terrain pourront avoir lieu. Les personnes du comité de gestion peuvent être constituées par une personne du Ministère de l'environnement et de l'énergie, une personne du Ministère de la culture, une personne du Réseau Sismologique de l'Université du Costa Rica par exemple. En effet, l'ensemble des aspects du géoparc, c'est-à-dire les aspects du patrimoine culturel, naturel, en particulier géologique sont à représenter dans un comité de gestion.

Le processus d'évaluation de la candidature et des rapports d'évaluation dans la mise en œuvre du projet géoparc, une fois mis en pratique, est effectué par l'équipe du siège de l'Unesco à Paris.

En ce qui concerne les financements, l'Unesco n'est pas présente de façon directe. En effet, l'Unesco Paris et San José ne financent pas directement le projet de géoparc. Cependant, l'Unesco San José peut aider Fundecor dans la recherche des fonds comme nous le verrons dans la section 4 de ce mémoire. L'Unesco San José ne détient pas de fonds pour la

---

<sup>164</sup> Entretien Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles de l'Unesco San José, le 11/05/2018 : « Hay que explicarlos, hacer presentaciones de que es un geoparque cuales son los valores de estos sitios, de cómo se podría aprovechar. Todo esto. (...) También hay otros tipos de apoyo a las comunidades de emprendimiento de otro estilo también. Pero si de promoción de lo que sea ».

réalisation de la candidature du projet. Par contre, elle peut financer par la suite des ateliers de formation sur place à destination des habitants du géoparc et des institutions sur la définition du concept de géoparc, les manières dont il peut constituer une ressource pour le tourisme, par l'exploitation des patrimoines géologique, naturel et culturel.

Il convient de s'interroger sur le type de vocabulaire utilisé par les personnes. Le projet de géoparc s'insère dans une situation de crise économique, sociale et environnementale du parc national et des communautés alentour. Le type de vocabulaire utilisé par les personnes met en avant une problématique sociale. Les enjeux sociaux reposent sur la perte d'emploi des personnes dont l'activité économique dépend du tourisme lié au parc national Volcan Poás. Les personnes développent des stratégies pour faire face à la crise. Les stratégies d'entrepreneurs sont de réduire leur personnel, de restructurer leur activité. Les pressions poussent à la fermeture de plusieurs sites touristiques, restaurants et hôtels. Les personnes pendant l'année de la fermeture du volcan doivent vivre sur leurs économies et rembourser leurs crédits. De plus, l'entretien avec Sofia Murillo, adjointe au maire de la municipalité de San Pedro de Poas, montre une dimension politique au problème. Elle met en avant la problématique de rachat des terres privées par l'Etat au sein du parc national. Elle souligne également la problématique environnementale, liée à la production agricole qui a recourt aux pesticides et aux déversements des eaux usées agricoles dans les eaux du parc. Au cours de l'entretien, Sofia Murillo nous explique:

« A l'agenda de la municipalité, nous avons tout ce qui concerne la réactivation de la partie haute du canton, voir selon quelles formes nous pouvons améliorer la qualité de vie des habitants de la partie haute car tout dépend du parc national Volcan Poás et des alentours. Les agriculteurs qui proposent des plantes ornementales et des fruits, le tourisme, les producteurs de lait, les propriétés agricoles, la majorité des restaurants, la majorité des hôtels qui en ce moment se trouvent dans une situation de crise, à cause de l'absence des visiteurs. Nous avons toute une problématique sociale dans cette zone. La zone en hauteur est une priorité. Il faut chercher des alternatives et chercher la forme qui permettra au parc de rester ouvert »<sup>165</sup>.

---

<sup>165</sup> Entretien Sofia Murillo, adjointe au maire de San Pedro de Poas, le 05/05/2018:

“dentro de la agenda por decirlo así, el reactivar todo lo que es la zona alta del cantón, en ver la forma como se mejorar la calidad de vida de los habitantes de la zona alta todo depende del parque nacional volcán poas y todo lo que está en sus alrededores, los agricultores que ofrecen hortalizas y frutas y todo esto al turismo, de los lecheros, de las fincas estas que están arriba, de la mayoría de los restaurantes, de la mayoría de los hoteles y cabinas en zona alta que en este momento estamos en crisis por la no asistencia, por la no visitación, tenemos toda una problemática social en la zona. Esta zona arriba es prioridad. Y de ahí andar buscando alternativas, y buscar la forma en cómo se abra.”

Le vocabulaire utilisé par Fundecor démontre aussi une conception socio-économique du projet à mener. En effet, Ivannia Vargas et Felipe Carazo insistent au cours des entretiens menés sur les dimensions socio-économiques du projet de géoparc : « relever le nombre de visites », « générer de la valeur », « le label doit bénéficier aux communautés ». Ivannia Vargas met en avant une dimension politique également au projet : « unir les cantons », « unir les communautés par l’intermédiaire d’alliances grâce au géoparc »<sup>166</sup>. A ce stade du projet, Fundecor utilise un vocabulaire mettant en avant une problématique sociale, économique et politique axée sur l’amélioration du sort économique des personnes en premier lieu.

En revanche, le type de vocabulaire utilisé par l’Unesco Paris dans la littérature grise repose sur des concepts internationaux qui participent de la diffusion d’une vision universelle et d’une certaine façon décontextualisée du projet de développement de géoparc. Les enjeux sociaux disparaissent derrière le vocabulaire consensuel utilisé par l’Unesco Paris et San José.

Mathilde Allain considère également les cadres d’interprétation des acteurs des OIG et des ONG. Elle analyse les mécanismes d’appropriation locale du concept international d’agriculture familiale à partir des revendications du mouvement paysan colombien et de deux organisations paysannes en particulier<sup>167</sup>. Son approche est centrée sur l’analyse des cadres d’interprétation de Erving Goffman. Cela permet d’analyser comment un concept considéré comme neutre au niveau international représente au niveau local un débat politique. Goffman définit les cadres d’interprétation comme des schèmes d’interprétation qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier, étiqueter » des situations<sup>168</sup>. Les différents acteurs locaux ne mettent pas les mêmes mots derrière le concept et ne partagent pas les mêmes interprétations. Les organisations paysannes étudiées s’approprient les concepts et les adaptent, les traduisent en langage local, et les mettent en parallèle avec leurs propres perceptions. En adoptant un concept international doté d’une forte légitimité, c’est le moyen de bénéficier d’un fort pouvoir d’attraction. Elle invite à s’interroger sur ce que signifie localement un concept international tel que l’agriculture familiale.

Nous mettons au jour la conception consensuelle et en apparence pacifique de l’Unesco Paris sur le concept de géoparc. En effet, il existe une rhétorique pacifiste utilisée

---

<sup>166</sup> Entretien avec Ivannia Vargas, responsable du secteur de gestion des aires protégées de Fundecor, le 27/04/2018 et Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 18/04/2018 : « levantar un poco la tasa de visitación a la zona », « generar encadenamiento de valor », « el sello tiene que beneficiar a las comunidades », « unir los cantones », « unir las comunidades y crear alianzas gracias al mismo geoparque ».

<sup>167</sup> ALLAIN Mathilde, avec BEUF Alice, « L’agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », Revue Tiers Monde 2014/4.

<sup>168</sup> *Ibid.*

dans la littérature grise de l'Unesco Paris et reprise par les acteurs localement comme en attestent les expressions « gagnant-gagnant », « tous ont à y gagner ». Pourtant, le projet de géoparc s'inscrit localement dans un territoire, traversé de conflits. En effet, des enjeux socio-économiques, politiques et environnementaux structurent en partie le territoire. Il s'agit des problématiques d'usage des sols, du statut des terres privé/public, du rapport entre le SINAC plutôt en faveur de la fermeture du parc national à l'abri des visites anthropiques et les communautés locales qui défendent la réouverture du parc national, le problème de communication entre le SINAC et les municipalités.

Il faut penser la transcendance de ce type de concept développé par les institutions internationales. Un tel concept renvoie à différents niveaux de sens comme l'explique Mathilde Allain entre le niveau international, national et local. Les concepts internationaux de l'Unesco Paris tels que les réserves de biosphère et les géoparcs ne sont pas connus au niveau local.

A priori, les entretiens que nous avons réalisés au niveau local avec l'adjointe au maire de la municipalité de Poas, le responsable du restaurant Freddy Vargas situé à Poasito et le président de l'ASADA de Poasito montrent un intérêt favorable à l'idée d'élaborer un géoparc dans la région du Poas:

« Il me semble que le concept est intéressant. C'est justement ce qu'il peut servir pour ce parc, cette forme de gestion de toute cette aire. Et espérons pour une aire encore plus grande que le territoire du parc »<sup>169</sup>,

“C'est très bien, il me semble que c'est très bien, et ce projet bénéficierait de beaucoup de soutien »<sup>170</sup>,

“Ce serait incroyablement beau! Pour nous ce serait très important. Oui il me semble que c'est très bien car je crois que justement nous sommes dépendants du parc. Mais que serait-il arrivé si ce parc existait déjà, la fermeture ne nous affecte pas car les gens viennent toujours ! Ce serait très beau »<sup>171</sup>.

De plus, Sofia Murillo, adjointe au maire de la municipalité de San Pedro de Poas, considère que les organisations intergouvernementales peuvent être source de financements

---

<sup>169</sup> Entretien Sofia Murillo, adjointe au maire de San Pedro de Poas, le 05/05/2018:

“Me parece que el concepto o casi que nosotros lo vimos como algo interesante, es lo que le puede servir a este parque, esa forma del manejo de todo lo que es esta área. Y ojala de una área mas amplia todavía de lo que está nada mas en lo que son en el territorio del parque.”

<sup>170</sup> Entretien avec Melvin, président de l'ASADA, le 02/05/2018 :

“Es muy bueno (très enthousiaste), yo siento que es muy bueno, y esto tendría gran apoyo”.

<sup>171</sup> Entretien avec Freddy Vargas, directeur du restaurant Freddo Fresas, le 03/05/2018 :

“Seria increíblemente bello eso! Para nosotros seria súper importantísimo. Si lo veo muy bien porque creo y que seria súper importante porque ve lo que está pasando que estamos dependiente de este parque. Pero qué hubiera pasado si este parque ya hubiera sido hecho, no nos afecta porque la gente siempre viene! Seria lindísimo. »

par rapport à un Etat enlisé dans une crise fiscale. Elle attend de la coopération internationale qu'elle promeuve des capacitations pour les habitants de la zone sur la possibilité de créer des sentiers touristiques et développer le tourisme rural. Selon elle, elle peut aussi permettre de s'interposer sur des problèmes comme le rachat des terres des propriétaires privées au sein du parc. Le label de géoparc mondial de l'Unesco permettrait de donner une preuve de sérieux et serait gage de qualité. Ainsi, cette perception de la coopération internationale renforce l'enthousiasme autour du label de géoparc de la part des acteurs sur le terrain.

## **B. La variété des acteurs qui entrent en contact**

Le projet de géoparc implique qu'une variété d'acteurs entre en contact sur un même projet. Olivier de Sardan souligne l'enchevêtrement des logiques sociales et l'hétérogénéité des acteurs qui se confrontent autour des opérations de développement<sup>172</sup>. Les faits sociaux saisis à l'échelle locale sont le lieu de confrontation des multiples stratégies des acteurs, de logiques sociales et culturelles qui les informent et de ressources en pouvoir.

Sur place, le territoire présumé du géoparc qui se concentre autour du parc national Volcan Poás rassemble différents protagonistes. Dans la communauté de Poasito, dans laquelle nous nous sommes rendus, nous avons l'association de développement, composée de leaders communautaires. Elle a pour rôle le développement de la communauté et n'a pas directement à voir avec les ressources du parc national, L'ASADA a pour rôle la maintenance des équipements d'approvisionnement de l'eau vers les habitations de la communauté. La municipalité, l'administration du parc national Volcan Poás du SINAC, la commission d'urgence locale sont les acteurs politiques présents localement. Fundecor possède historiquement un rôle actif dans la gestion des ressources du parc. La Chambre de commerce et du tourisme, les établissements qui vivent de l'activité touristique (entreprises touristiques, restaurants, hôtels, échoppes). Des acteurs universitaires sont également présents comme l'Université du Costa Rica qui possède des projets agricoles expérimentaux dans la communauté et une structure rattachée à une université états-unienne qui réalise des activités d'éducation environnementale Cares 21.

Le géoparc s'inscrit également dans un territoire qui n'est pas neutre mais qui a connu l'intervention des organisations intergouvernementales par le passé notamment en 2009 lors du tremblement de terre de Cinchona.

---

<sup>172</sup> ATLANI-DUAULT Laetitia, *Au bonheur des Autres, Anthropologie de l'aide humanitaire*, Nanterre, Société d'ethnologie, 2005, 199 p.

Le projet de géoparc suppose des liens avec les autorités locales, dont les municipalités puisque le concept du géoparc entend une conception du bas vers le haut. Il requiert aussi une lettre explicite de soutien des autorités compétentes locales ou régionales à joindre au dossier de candidature. Au stade du projet, il est difficile de dire si les municipalités seront intégrées à celui-ci et comment. Toutefois, les acteurs émis lors des réunions avec Fundecor ne font pas la part belle à ce protagoniste.

Plusieurs ministères entrent en contact sur le projet du géoparc. Il concerne le SINAC du Ministère de l'environnement et de l'énergie, le Ministère de l'Agriculture pour les communautés alentours, le Ministère de la culture sera également concerné pour le patrimoine culturel et l'Institut costaricien du tourisme.

L'association Volcans sans frontières qui lance l'idée du projet est présente sur place par intermittence pour des recherches scientifiques ponctuelles.

Après avoir étudié la place de l'Unesco sur le terrain par les ateliers de formation et la perception du projet de géoparc localement, il faut étudier le label comme un instrument d'action publique de l'OIG.

### **III. Le transfert de normes par le label : gouverner par les labels et l'Unesco**

Dans cette partie, nous analyserons en quoi le label géoparc constitue un instrument de gouvernement de l'OIG qui induit des pratiques de la fondation.

#### **A. Un processus de transfert de politiques publiques qui induit un transfert de normes**

Le label nous renvoie à la littérature sur le transfert des politiques publiques. Le transfert de politiques publiques est défini ainsi par Sarah Russeil :

« Sont rassemblés, sous l'expression transfert, les processus de développement au sein des systèmes politiques et/ou sociaux existants, de programmes d'action, de politiques ou encore d'institutions dont les cadres d'action relèvent d'idées ou proviennent d'institutions ou de programmes d'action de systèmes politiques et/ou sociaux autres (en général étrangers) »<sup>173</sup>.

Le label géoparc mondial de l'Unesco constitue un processus de développement dont les cadres d'action relèvent d'idées proposées par l'Unesco Paris. Dans ce cadre, la fondation prend part à un transfert de politiques publiques.

La diffusion des idées est particulièrement favorisée par les réseaux informels de spécialistes, d'experts, de scientifiques et de *policy makers*. En effet, le montage d'un projet de géoparc relève d'échanges entre géoscientifiques mis en contact de façon informelle. Ils réalisent des visioconférences sur Skype, des voyages informels pour échanger des idées. Le processus de transfert s'opère entre un « système modèle » et un « système client »<sup>174</sup>. La conception du géoparc mondial de l'Unesco renvoie au système modèle.

L'idée du géoparc a été amenée par l'association Volcans sans frontières (2017). Elle vise la vulgarisation de connaissances sur les volcans afin de rendre l'ensemble des populations plus résilientes face aux risques naturels associés à l'activité volcanique. Les réunions avec l'association à ce sujet et la réalisation d'un document initial sur le projet auquel nous avons participé dans la fondation montrent son intérêt pour les politiques de géoparc développées par l'Unesco Paris. Après l'éruption de gaz du volcan Poas, l'association sollicite Fundecor afin de candidater de façon conjointe au financement du

---

<sup>173</sup> RUSSEIL Sarah, « Transfert de politiques publiques », in Laurie Boussaguet *et al.*, *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2014 (4e éd.), p. 640-650.

<sup>174</sup> *Ibid.*

SINAC. En effet, elle peut avoir accès à de plus gros financements de par son positionnement et sa proximité avec le SINAC.

Le transfert de politiques publiques par le label repose sur un transfert de normes depuis l'OIG vers la fondation. Le label de géoparc mondial de l'Unesco Paris repose sur un ensemble de prérequis dans les normes sur lesquelles se fondent le label comme la participation, l'*empowerment*, le partenariat et l'évaluation notamment. En effet, le document *Les Géoparcs mondiaux UNESCO* repose sur l'ensemble de ces normes. L'Unesco Paris recourt à la rhétorique du partenariat : « Les Géoparcs mondiaux UNESCO soutiennent les communautés locales et leur donnent l'opportunité de développer des partenariats cohérents [...] (par exemple propriétaires fonciers, groupes communautaires, organismes de développement touristique, population autochtone et organismes locaux) »<sup>175</sup>. Le label de géoparc mondial Unesco encourage le partenariat entre les acteurs publics et privés notamment.

De plus, il faut penser l'ensemble de la candidature au label comme un processus ultra-sélectif qui repose sur la norme de l'évaluation. L'obtention du label n'est pas permanente et repose sur un processus de revalidation permanente. Ainsi, le comité de gestion du géoparc est amené à réaliser une série de rapports d'évaluation sur l'état d'avancement du géoparc.

Ensuite, l'un des axes principaux du concept de géoparc repose sur la gestion du géoparc. Dans le document, il faut noter l'impératif de gouvernance : « Ce plan [de gestion] doit être exhaustif et doit intégrer la gouvernance, le développement, la communication, la protection, l'infrastructure, les finances et les partenariats du Géoparc mondial UNESCO »<sup>176</sup>.

Enfin, l'*empowerment* des communautés locales et des femmes en particulier est mis en avant dans le document : « les Géoparcs Mondiaux de l'UNESCO favorisent l'autonomie des communautés locales », « l'autonomie des femmes »<sup>177</sup>.

---

<sup>175</sup> MC KEEVER Patrick J. et ZOUROS Nickolas, "Geoparks: Celebrating Earth heritage, sustaining local communities", *Episodes*, Vol. 28, no. 4, 2005.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> UNESCO, *Los Geoparques Mundiales de la UNESCO*, 2017: "los Geoparques Mundiales de la UNESCO empoderan a las comunidades locales", « empoderamiento de las mujeres ».



## **B. Un instrument de gouvernement qui induit des pratiques de la fondation**

Il faut étudier le label géoparc mondial de l'Unesco selon une approche par les instruments de politique publique. Il induit des pratiques de la fondation pour se conformer à des normes définies par une OIG. Henri Bergeron, Patrick Castel, Sophie Dubuisson-Quellier analysent les logiques de gouvernement par les labels. Ils montrent que « ces labels viennent valider et encourager des actions portées par des acteurs publics et privés qui visent des modifications des conduites individuelles. [...] le label est bien un instrument du gouvernement des conduites »<sup>178</sup>. Qui plus est les chercheurs démontrent : « ils [les labels étudiés] sont tous deux censés permettre de distinguer, légitimer et valoriser publiquement des activités, pratiques et démarches, entreprises de manière autonome par des acteurs de l'action publique, et leur permettre de se différencier dans des espaces de concurrence »<sup>179</sup>.

Les auteurs soulignent les caractéristiques des labels. Le label repose sur la liberté et l'implication des cibles de l'action publique, la mise en scène des labellisés et la communication sur le label, l'imitation stimulée et la compétition entretenue.

Dans ce cadre, le programme des géoparcs de l'Unesco Paris publie des guides de bonnes pratiques notamment. Il récompense également certains géoparcs en leur décernant des prix de distinction. Il met en avant les initiatives innovantes en matière de développement durable pour stimuler l'imitation et la différenciation. Le système d'évaluation par les pairs mis en place repose sur le *benchmarking* qui vise à récompenser les meilleurs et inciter les autres à imiter les meilleurs élèves.

La fondation cherche à répondre aux critères nécessaires pour obtenir le label qui correspondent en fait aux éléments caractéristiques de la définition du géoparc et aux normes sur lesquelles repose le projet de géoparc conçu par l'Unesco Paris. Ainsi, ce dernier met en avant la promotion du géotourisme, du patrimoine culturel, naturel et intangible, l'implication des communautés locales dans l'élaboration du projet et donc la norme de participation. L'OIG demande un travail en réseau avec les autres géoparcs, la mise en visibilité par la communication autour du géoparc qui peut renvoyer d'une certaine façon à la norme de la transparence. L'OIG encourage la promotion d'activités d'éducation environnementale, le

---

<sup>178</sup> BERGERON Henri, CASTEL Patrick, et DUBUISSON-QUELLIER Sophie, « Gouverner par les labels: Une comparaison des politiques de l'obésité et de la consommation durable », *Gouvernement et action publique* 3, n° 3 (2014): 7.

<sup>179</sup> *Ibid.*

principe du partenariat entre les acteurs publics et privés, l'autonomisation des femmes en particulier qui est une traduction de la norme de l'*empowerment*, la promotion des savoirs traditionnels et autochtones et la valorisation des activités économiques innovantes qui favorisent le développement durable.

La possibilité de recourir au label a produit une transformation du cadrage du problème et nous invite à réfléchir sur l'élaboration des politiques publiques. En effet, il participe d'un filtrage et d'une définition du problème politique. Il correspond à des choix politiques. En tant qu'instrument de l'action publique, il n'est pas neutre. Fundecor au début de la crise liée à l'éruption du Volcan Poás en avril 2017 n'envisage pas de recourir au label géoparc. Les agents de la fondation mettent en avant la nécessité d'augmenter le taux de visites du parc national. Le label fournit un cadre d'action : la promotion du géotourisme, de l'éducation, des activités économiques favorables au développement durable. Il fournit une façon de penser et de répondre au problème.

Il s'agit d'une présence indirecte de l'international. Le label participe de la diffusion de normes des OIG et permet de poser la question de la définition des normes qui peuvent contraindre les choix. L'étude du label comme un instrument de gouvernement invite à s'interroger également sur les motivations des agents de la fondation à demander le label.

#### **IV. Les intérêts autour de la candidature au label depuis la fondation**

Dans cette partie, il nous faudra réfléchir aux liens entre la fondation et l'OIG pour comprendre dans quelles relations entre les deux organisations le projet de géoparc mondial de l'Unesco dans la zone du Volcan Poás s'insère. Nous analyserons en particulier les intérêts de la fondation à demander le label auprès de l'Unesco Paris.

##### **A. Les relations entre la fondation et l'Unesco San José avant la demande du label de géoparc mondial de l'Unesco**

Il s'agit d'examiner les articulations du travail de la fondation avec l'OIG : le travail de rencontres avec l'Unesco San José notamment, le financement de projets et la circulation des agents entre la fondation et l'OIG. Nous avons rassemblé dans le tableau qui suit les différentes articulations qui existent entre les deux organisations.

<b>Interactions entre Fundecor et l'Unesco (Paris et San José)</b>	<b>Types d'interactions</b>	<b>Agents de Fundecor</b>
Comité costaricien Man and Biosphere (MAB) de l'Unesco	Réunions, participation aux fora internationaux	Alexa
Réserves de biosphère	Aire de conservation Volcanique Centrale (ACVC) se chevauche avec la Réserve de biosphère Volcanique Centrale	Fundecor
Coopération technique	Propositions	Alexa, Bernal
Colloque Solutions basées sur la nature pour la gestión	Représentation du MINAE, présentation du travail de	Manual

de l'eau	Fundecor	
Micro-projet	Education à la biodiversité, Unesco bailleur d'un petit fond, recrutement d'ONG pour mettre en œuvre le projet	Alexa, Ivannia
Proposition Géoparc	Elaboration d'une proposition	Ivannia, Diana
Circulation d'une organisation à l'autre carrières professionnelles		Alexa dans le cadre du Comité MAB. Autrement pas de circulations des personnes.

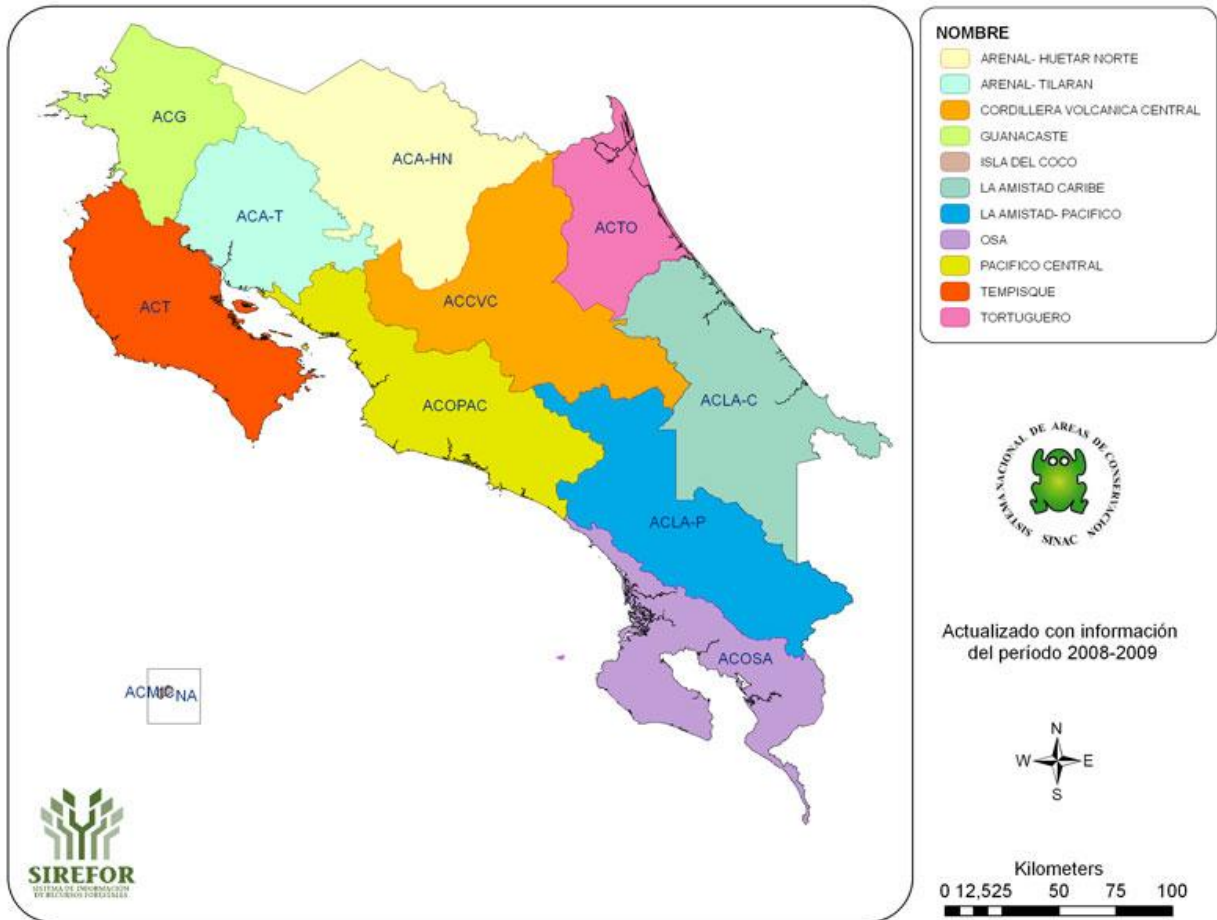
En ce qui concerne les rencontres entre la fondation et l'Unesco San José, elles reposent sur des réunions communes notamment dans le cadre des réunions du Comité costaricien Man and Biosphere (MAB) de l'Unesco San José<sup>180</sup>. Les réunions réunissent des agents de l'Unesco San José tels que Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles, des agents de Fundecor et des fonctionnaires du SINAC notamment. Elles ont pour but des échanges techniques sur la gestion des réserves de biosphère<sup>181</sup>. Dans ce cadre, Alexa participe aux réunions mensuelles du Comité national MAB et aux fora internationaux organisés par le Programme MAB de l'Unesco Paris pour fournir une expertise technique de gestion des aires protégées acquise dans le cadre de Fundecor. L'aire de conservation volcanique centrale se chevauche avec la réserve de biosphère Cordillère Volcanique Centrale légendées en orange sur les cartes ci-dessous. Ainsi, le travail réalisé par Alexa au sein du Comité national MAB sert à Fundecor également.

<sup>180</sup> Le Comité est chargé de la gestion des Réserves de biosphère de l'Unesco.

<sup>181</sup> UNESCO, *Les Géoparcs Mondiaux UNESCO*, 2017 : « Territoires visant la conciliation de la protection de la nature avec le développement des activités anthropiques. »



Réserves de biosphère de l'Unesco au Costa Rica. Source: p. 122.



Répartition des 11 aires de conservation par le SINAC. Source : p. 122.

Par ailleurs, Bernal et Alexa ont eu l'occasion de travailler avec Juan Criado de l'Unesco San José pour réaliser des propositions techniques à soumettre dans le cadre du Comité costaricien MAB. Ce travail n'est pas réalisé au cours des réunions du Comité costaricien MAB mais dans les locaux de l'Unesco San José. Ces propositions de travail reposent sur un travail de rédaction commun.

Il peut arriver que Fundecor participe à des réunions organisées par l'Unesco San José en dehors du Comité costaricien MAB comme c'est le cas de la réunion *Soluciones basadas en la naturaleza para la gestion del agua*- Solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau qui a eu lieu en 2018 dans les locaux de l'Unesco San José. Souvent, le Ministère de l'environnement et de l'énergie demande à Fundecor qu'elle le représente au sein de ces réunions pour montrer ce que fait le pays en la matière. Les autres acteurs de la réunion étaient l'Unesco San José, UICN San José, l'Institut costaricien d'électricité (ICE), la Liga comunal del agua- la Ligue communale de l'eau. Fundecor a présenté le projet de fond costaricien publi-privé pour l'eau Agua tica.

Concernant les financements de projets, l'Unesco San José a financé un seul projet qui est le micro-projet d'éducation à la biodiversité de 2014 qui s'inscrivait dans la modification du curriculum costaricien par le Ministère d'Education Publique pour intégrer la notion de biodiversité. L'Unesco San José a recruté une ONG afin de mettre en œuvre un micro-projet d'éducation à la biodiversité dans les écoles qui a consisté en la réalisation de jardins scolaires. Dans le cadre de ce projet, le Ministère d'éducation publique costaricien a eu vent du projet par l'Unesco San José et a demandé à Fundecor si elle pouvait participer.

Dans le cadre du projet de géoparc mondial Unesco pour la région de Poas, l'Unesco San José n'agit pas en financeur. Les agents de l'Unesco San José peuvent participer aux réunions du comité de gestion du géoparc et apporter un soutien technique à la constitution du dossier de candidature. Elle peut aussi participer à la mise en réseau des différents géoparcs.

Enfin, la circulation des agents entre la fondation et l'Unesco San José n'a pas encore eu lieu. Le directeur exécutif répond ainsi à la question :

« Certaines des personnes circulent-elles d'une organisation à l'autre?

Aucune, mais ce serait très bien, cela signifierait que l'organisation est génératrice de talent, je veux dire les personnes qui travaillent ici. Je souhaite qu'ils aspirent au plus haut. Et si c'est le chemin de l'Unesco que l'un d'entre eux choisit, tant mieux<sup>182</sup>. »

---

<sup>182</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

## B. Quelles sont les motivations des agents de la fondation ?

Dans cette sous-partie, nous examinerons les motivations des agents de la fondation à demander le label. Nous organisons les motivations des agents de la fondation autour des effets de réputation et d'image, d'obtenir des financements et l'ouverture vers de nouveaux projets pour Fundecor.

Tout d'abord, les agents de la fondation développent un discours qui met en avant des effets de réputation. Les agents de la fondation mettent en avant le fait que le label Unesco confère un gage de sérieux, de crédibilité, de qualité, de prestige, une renommée internationale au projet entrepris. Ainsi, il est intéressant pour les agents de la fondation de recourir à ce label afin de donner au projet un gage de légitimité.

De plus, les projets de Fundecor qui suivront à l'intérieur du géoparc pourront se voir accoler l'étiquette de géoparc mondial de l'Unesco. Selon Ivannia Vargas, responsable du projet géoparc :

« Ils peuvent investir ou mener de nouveaux projets? Exactement. Ce n'est pas la même chose d'arriver avec une proposition Fundecor, que d'arriver avec une proposition de géoparc Unesco. Il y a le positionnement institutionnel et le nom de l'Unesco, c'est super important<sup>183</sup>.»

Les effets d'image permettent aussi de peser dans l'obtention de fonds auprès d'entreprises qui veulent se positionner sur le développement durable et d'autres acteurs de la coopération internationale comme des OIG pour la mise en œuvre du géoparc.

De plus, les motivations des agents de la fondation à demander le label font référence aux possibilités d'obtenir de nouveaux financements. Bien que l'Unesco San José et Paris ne confèrent pas de financements directs pour le montage du projet et sa mise en œuvre, l'OIG peut aider à la recherche de fonds. En effet, Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles de l'Unesco San José, nous explique :

---

“Hay personas que circulan de una organización a otra ? Ninguno pero sería buenísimo, sería una manera que la organización que es generadora de talento. La gente que trabaja acá, yo aspiro que aspiren a lo más alto. Y si el camino de la Unesco es un camino que alguno escoge en buena hora.”

<sup>183</sup> Entretien Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018 :

“Esos pueden también invertir o llevar proyectos? Exacto. No es lo mismo, llegar con una propuesta Fundecor, que llegar con una propuesta de geoparque Unesco. Ahí hay el posicionamiento institucional y el nombre Unesco si eso súper importante.”

« Cela dépend de chaque cas. Cela pourrait être une option, il faudrait chercher les fonds, nous ne donnons pas de fonds. Par exemple si Fundecor veut des fonds pour que nous l'aidions à préparer le dossier il faut les chercher, ils ne sont pas disponibles. C'est de la responsabilité des pays, de la même façon que pour les sites du Patrimoine »<sup>184</sup>.

Ainsi, l'OIG peut servir de plateforme pour la fondation afin d'obtenir des financements d'autres organisations. En effet, l'OIG possède une vision réticulaire qui peut servir à Fundecor dans la recherche de financements. Sur ce point, le label peut favoriser la création de nouvelles alliances pour Fundecor comme des échanges d'expériences avec des personnes responsables d'autres géoparc dans le monde. Ainsi, l'OIG peut favoriser la coopération bilatérale entre le Costa Rica et d'autres pays par l'intermédiaire du géoparc. L'OIG peut ainsi conférer une plus grande visibilité à Fundecor et des possibilités de communication avec d'autres protagonistes.

Enfin, les agents de la fondation mettent en avant des motivations tournées vers l'ouverture vers de nouveaux projets pour la fondation. En effet, le géoparc confère des opportunités marchandes à mettre en œuvre au sein du géoparc. Par exemple, Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor explique qu'il a vu une opportunité pour réaliser des projets d'adaptation sur la forêt. Au cours d'un entretien, il nous raconte :

« Maintenant il y a un élément différenciateur de changement qui retient l'attention de la population proche des volcans, capitalisons sur cela pour générer des modèles, de nouveaux plans de travail qui génèrent un bénéfice pour les communautés et les ressources, c'est une opportunité »<sup>185</sup>.

Felipe Carazo ajoute :

« Cela permet de construire des programmes, des modèles. On peut monter des sorties d'éducation environnementale et vendre des produits. Cela peut permettre de générer des alliances avec les responsables des éco-colons, se lier aux commerces, ce qui peut être une stratégie de tourisme local, d'articulation avec la chambre de commerce pour demander un financement pour un programme d'éducation. Eux-mêmes l'exécutent, et Fundecor le supervise »<sup>186</sup>.

---

<sup>184</sup> Entretien Juan Criado, responsable du secteur sciences naturelles de l'Unesco San José, le 13/05/2018 :

“Depende de cada caso. Podría ser una opción pero habría que buscar los fondos, nosotros no demos fondos en principio para apoyar. Por ejemplo si Fundecor quiere fondos para que les ayudemos a preparar el dossier es un principio hay que buscarlos, no son disponibles. Es responsabilidad de los países, igual que los sitios de patrimonio.”

<sup>185</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :

“ahora hay un elemento diferenciador de cambio que genera atención a esta población que los tiene ahí, como no capitalizamos eso para generar modelos, de nuevo planteamientos que generen beneficio a las comunidades y a los recursos, es una oportunidad”.

<sup>186</sup> Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 17/04/2018 :



Fundecor ainsi peut développer des ateliers de formation technique comme les systèmes d'alerte anticipés et la création de chaîne de valeur avec les communautés locales. Cela fait référence à la dimension différenciatrice du projet. Cela renvoie aux mécanismes propres aux labels analysés par Henri Bergeron, Patrick Castel et Sophie Dubuisson-Quellier<sup>187</sup>. Actuellement il existe une autre candidature pour le Costa Rica. Le vocabulaire employé par les agents de la fondation fait référence à un marché concurrentiel. Le positionnement sur ce type de label peut permettre de développer la fondation, ses projets et de la consolider.

## Conclusions

Dans ce chapitre, nous avons mis au jour les articulations sur le plan professionnel entre deux types d'organisations : une OIG et une fondation. Nous avons considéré un projet en particulier celui de la proposition de réaliser un géoparc mondial Unesco dans la région du Volcan Poás.

Tout d'abord, nous avons cherché à définir la désignation internationale de l'Unesco pour montrer qu'il ne s'agit pas d'une catégorie juridique contraignante, ni d'une nouvelle catégorie de protection internationale de l'UICN, ni d'une nouvelle catégorie de protection nationale ou locale. Le concept de géoparc propose de valoriser internationalement par le label un territoire comprenant des sites géologiques d'importance internationale. Il repose sur le développement d'une forme d'éco-tourisme, le géotourisme, les activités économiques de développement durable impliquant les communautés locales et les activités d'éducation environnementale. Le géoparc vise la connexion des patrimoines géologiques, naturels et culturels. Le label engage un processus innovant de valorisation du territoire en utilisant ses ressources pour la conservation et le développement des communautés locales.

Ensuite, nous avons conclu que l'Unesco San José n'intervient sur place que dans le cadre des capacitations fournies aux communautés locales. Cela nous a amené à réfléchir à la variété des acteurs mis en contact dans le cadre d'un même projet localement. Ils ne développent pas la même rhétorique. D'une part, les agents de l'Unesco San José développent

---

« Y eso te mete programas, esquemas, y monta giras, y monta puede vender productos, puede generar alianzas con eso de los ecocolones, y ligado a los comercios, puede ser estrategia de turismo local, articulo la cámara y le dice llevan tanto para un programa de educación, ustedes mismos lo ejecutan, y Fundecor lo supervise”.

<sup>187</sup> BERGERON, CASTEL, et DUBUISSON-QUELLIER, *op cit.*

une rhétorique consensuelle. Elle contraste avec la rhétorique des personnes sur le terrain qui exposent une problématique sociale.

Nous avons conclu que le label constitue un type d'instrument de l'action publique utilisé par l'Unesco Paris. Il participe de la diffusion de prérequis associés comme la bonne gouvernance, la transparence, l'évaluation, l'*empowerment*. Enfin, nous nous sommes intéressés aux motivations des agents de la fondation à demander le label pour identifier des possibilités de financement derrière le processus de labellisation et d'image.

## CONCLUSION

Après avoir tiré des analyses bibliographiques et du terrain, nous allons maintenant résumer quelques hypothèses que nous avons établies.

Comme nous l'avons analysé tout au long de ce mémoire, nous avons mis en lumière les pratiques professionnelles, les projets et les conceptions du développement de la fondation Fundecor et ses liens avec une OIG spécifique l'Unesco. Le déroulement de l'enquête dans la fondation nous a permis de mettre au jour les pratiques de la fondation et ses rapports avec l'OIG depuis la fondation. Nous avons donc prêté attention aux articulations du travail des deux organisations, Fundecor et l'Unesco Paris et San José. Dans ce cadre, nous avons réfléchi au projet de candidature de la fondation au label de géoparc mondial de l'Unesco pour la région du Volcan Poás.

Dans un premier temps, nous avons analysé le secteur de la conservation dans lequel s'insère la fondation. Ce secteur se caractérise par une transition dans la coopération internationale susceptible de financer l'action environnementale. En effet, considéré par les bailleurs de fonds comme moins sujet à recevoir de l'aide internationale étant donné l'amélioration des conditions socio-économiques et environnementales du Costa Rica, les programmes cèdent la place à une coopération par projets. Face à la réduction des fonds de la coopération internationale, en particulier, de la part de l'USAID, les organisations dépendantes de l'aide internationale doivent s'adapter et développer des stratégies pour assurer leur avenir. Ainsi, l'aide internationale est en constante mutation ce qui demande aux organisations de réagir à ces changements. Au-delà, les protagonistes de l'action environnementale au Costa Rica doivent trouver d'autres types de financements. En effet, le pays ne peut plus prétendre aux financements de la coopération internationale de l'aide internationale classique. Ainsi, il conviendrait de poursuivre la réflexion sur les transformations des types de bailleurs de fonds pour financer l'action environnementale au Costa Rica.

Malgré la transition de la coopération internationale, nous avons mis en lumière les politiques nationales environnementales en tension entre l'image d'un pays vert, déployée dans les arènes internationales et les réalités locales. En effet, nous avons mis au jour les contradictions entre l'appareil institutionnel juridique et normatif de protection de l'environnement et les problèmes d'application dans les territoires.

Enfin, nous avons réfléchi aux enjeux locaux qui se posent dans les parcs nationaux, les terrains d'action centraux des projets mis en place par cette fondation. Nous avons montré

que les parcs nationaux sont des territoires aux multiples systèmes de protection imbriqués locaux, nationaux et internationaux. Notamment, les catégories de l'UICN rencontrent des difficultés à s'imposer face à l'appareil juridique costaricien.

Dans un second temps, nous avons jugé pertinent de nous concentrer sur la structure de la fondation. Ainsi, nous avons étudié le statut juridique de la fondation pour montrer sa proximité avec l'Etat costaricien. Au-delà, cela amène à réfléchir à la catégorie des organisations de la société civile et notamment au flou sémantique de la catégorie ONG. Plutôt que de conclure sur l'appartenance ou non à la catégorie des ONG, nous avons préféré réfléchir à la nature des liens entretenus entre Fundecor et l'Etat. Nous avons montré que la fondation développe différents registres d'action. Elle agit comme délégation de l'Etat costaricien dans les fora internationaux et produit de l'expertise pour l'élaboration des politiques publiques environnementales étatiques. Nous avons mis au jour des stratégies de définition de soi en tant qu'ONG qui contraste avec les réalités pratiques.

Ensuite, nous avons cherché à comprendre les connections de la fondation avec des acteurs privés et publics. Elle recherche la centralité. Nous avons étudié les manifestations de cette centralité et les intérêts de la part de l'organisation et des personnes. La recherche de la centralité repose essentiellement sur les possibilités d'obtenir des financements et une évolution dans les carrières professionnelles des agents.

Nous avons qualifié Fundecor d'organisation intermédiaire. En effet, nous avons montré qu'il ne s'agit pas d'une organisation qui gère des fonds et qui assure un rôle de *gate keeper*. Les agents de la fondation constituent des courtiers en développement au sens défini par Jean-Pierre Olivier de Sardan. En effet, ils possèdent un rôle d'interface entre les niveaux local et les bailleurs de fonds et servent à drainer des fonds des bailleurs internationaux vers le local. De plus, de par leurs compétences spécifiques de courtiers, ils ont un rôle de traducteurs des préoccupations globales en politiques locales. Par les stratégies de l'organisation, l'expertise développée, les compétences et savoirs-faires spécifiques de ces agents, Fundecor peut être considérée comme une organisation intermédiaire. La centralité de l'organisation dans ce cadre repose également sur sa position d'intermédiation entre Fonafifo, l'agence paraétatique de gestion des paiements pour les services environnementaux et les propriétaires forestiers privés.

Enfin, il a fallu procéder à une sociologie des personnels pour montrer qu'il s'agit d'une organisation composée d'experts. Les agents de la fondation possèdent en effet un haut niveau de formation qui permet de conclure sur la professionnalisation des ONG

d'environnement les éloignant de la notion de bénévolat. De plus, la valorisation de la technique sur le politique atteste du passage de la figure du militant à celui de l'expert. Derrière l'apparence technique des profils, des projets, des instruments utilisés se cachent néanmoins du politique ne serait-ce que par le travail de Fundecor vis-à-vis de l'Etat.

Ensuite, nous nous sommes attachés à montrer que Fundecor s'inscrit dans les discours sur le développement durable et sur la modernisation écologique qui associent dynamiques de marché et préservation de l'environnement. En plaçant l'innovation, les nouvelles technologies et les solutions marchandes au cœur de ses actions sur la conservation, Fundecor entretient un rapport spécifique avec la modernité. Le concept de modernisation écologique développé par les institutions internationales depuis le Sommet de Rio 1992 et approfondi lors du Sommet de Rio+20 de 2012 défend la conciliation possible entre l'économie de marché et la rationalité écologique. Le marché serait compatible avec la protection environnementale. Le discours de la modernisation écologique se reflète dans les documents produits par la fondation et dans les conceptions de la protection des ressources naturelles développées par les agents de l'organisation. Ainsi, nous avons étudié les conceptions de la conservation et du développement, les projets et les pratiques de Fundecor qui attestent de la mise en pratique des discours sur la modernisation écologique.

Le rapprochement avec le monde du marché et de l'entreprise est identifiable à plusieurs niveaux : dans les financements et l'ouverture des partenariats avec les entreprises et l'insertion de logiques entrepreneuriales dans les pratiques professionnelles des agents, les projets et la conception du développement. Nous avons donc conclu à l'emprunt d'une image au monde de l'entreprise et des pratiques, projets et conception du développement qui s'inspirent des normes de l'entreprise telles que l'efficacité et la transparence. Cela nous a permis de réfléchir à la diffusion des normes issues de la bonne gouvernance et du *New Public Management*. Au-delà, nous avons questionné la catégorie des organisations de la société civile. En effet, nous avons montré un jeu de la fondation sur son identité et ses pratiques entre le monde du développement et le monde de l'entreprise. En outre, nous avons montré que des logiques entrepreneuriales s'insèrent dans le monde du développement et de la conservation. En effet, Fundecor adopte des pratiques qui se rapprochent des pratiques entrepreneuriales dans leur façon de travailler en s'appuyant sur la norme de l'efficacité, dans les projets mis en œuvre reposant sur une logique de marchandisation de la nature et leur vision du développement en agissant par exemple uniquement sur l'amélioration du sort économique des personnes.

Nous pensons qu'il est intéressant d'approfondir cette réflexion pour montrer comment face à la transition des discours de la conservation au niveau global de la modernisation écologique, fondations, associations et OIG adoptent des stratégies pour se positionner dans la transition de ces discours. Certaines organisations s'adaptent mieux que d'autres aux nouveaux discours sur la conservation. Les organisations incorporent des logiques de marché et repositionnent leurs actions, redéfinissent leurs projets et adaptent même leur vision du développement et de la conservation.

Il faudrait réfléchir à la place de l'Etat dans la gouvernance environnementale au Costa Rica. Nous pourrions nous interroger sur l'existence d'une gouvernance hybride entre l'Etat et d'autres protagonistes dans la mise en œuvre des politiques publiques environnementales. Dans la gouvernance environnementale costaricienne, l'Etat continue de jouer un rôle central. Sa présence est indirecte dans la relation qu'il entretient avec de nombreuses organisations du secteur de la conservation. L'Etat est souvent présent au côté des ONG dans la réalisation des projets de conservation. Malgré la diversification des protagonistes dans un contexte de transition écologique et de recomposition de l'action publique, la définition des problèmes et des solutions peut se situer hors des enceintes de l'Etat. L'analyse des politiques environnementales montrent que les nouveaux protagonistes constitués par les associations, organisations non gouvernementales et d'autres types d'acteurs, à différents niveaux de gestion, soit local soit international passe par des relais étatiques<sup>188</sup>.

Enfin, ce mémoire s'est concentré sur l'étude des articulations de travail entre la fondation et l'Unesco. Notre regard a porté sur un projet particulier de préparation à une candidature au label de géoparc mondial de l'Unesco concernant la région du Volcan Poás. Nous n'avons pas cherché à montrer l'influence d'une OIG sur la sphère nationale. Nous avons étudié d'abord l'ensemble des articulations de travail entre les deux organisations pour étudier le rapport OIG/ONG selon un axe professionnel. Il a fallu ensuite se pencher sur la proposition de candidature au label de géoparc mondial de l'Unesco.

Tout d'abord, nous nous sommes intéressés à la définition du concept de géoparc, son statut et ses caractéristiques. La proposition de candidature s'inscrit dans un contexte de crise sociale et économique faisant suite à la fermeture du parc national Volcan Poás au tourisme. Le cadrage de la proposition de Fundecor correspond aux stratégies de l'organisation axées

---

<sup>188</sup> Projet ANR, BlueGrass, « Les luttes pour l'or bleu : des mobilisations locales pour l'eau à l'internationalisation des politiques environnementales. Une analyse multiniveaux », 2013.

sur un redressement du taux de visitation du parc et la génération de chaînes de valeur pour rehausser le niveau de vie des communautés locales.

Ensuite, il a fallu étudier la variété des acteurs mis en contact sur ce projet, sur le terrain. Dans la perspective de Jean Pierre Olivier de Sardan, nous avons montré l'enchevêtrement des logiques sociales et l'hétérogénéité des acteurs en présence. Les niveaux international, national et local s'articulent sur le projet de géoparc. En nous questionnant sur les acteurs, nous avons essayé de saisir la place de l'Unesco sur le terrain. Nous avons conclu que l'OIG intervient dans les capacitations données aux communautés locales. Au cours de notre enquête, les protagonistes sur le terrain ont montré un grand intérêt pour la proposition de labellisation. Ainsi, nous avons distingué la rhétorique internationale consensuelle fondée sur les mots clés du développement comme l'*empowerment*, la gouvernance, la participation. Ces mots provoquent l'adhésion, le consensus et limitent la contestation. Les dénominations Unesco sont en apparence non conflictuelles, avec une rhétorique du gagnant-gagnant mais elles s'inscrivent sur des territoires caractérisés par une variété d'intérêts et des conflits sociaux et environnementaux. Derrière le consensus apparent, il existe une problématique sociale.

Nous avons prêté une attention particulière au label. Nous l'avons analysé selon un processus de transfert de politiques publiques d'une OIG vers le système politique et social costaricien. Le label peut être considéré comme un instrument d'action publique. Il s'agit d'un instrument de gouvernement des conduites individuelles et collectives qui visent à normer les comportements selon les bonnes pratiques définies par l'OIG. Ainsi, le label repose sur la diffusion de normes des organisations intergouvernementales de la bonne gouvernance. La candidature au label pousse la fondation à se conformer à cet ensemble normatif qui constitue les critères de l'obtention du label.

Enfin, nous nous sommes focalisés sur les motivations des agents de la fondation à demander le label. Nous avons mis au jour des motivations organisées autour de l'obtention de nouveaux financements de la coopération internationale et des entreprises. Fundecor expose également un intérêt en termes d'image fondée sur des arguments autour de la renommée internationale de l'OIG, le prestige, les gages de qualité et de sérieux. Nous avons mis en lumière l'existence d'un marché concurrentiel sur lequel se positionnent les organisations comme Fundecor. L'obtention du label participe des possibilités de positionnement des organisations en termes de financement, d'image et de visibilité.

## BIBLIOGRAPHIE

### Littérature scientifique

ALLAIN Mathilde, avec BEUF Alice, « L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », *Revue Tiers Monde* 2014/4.

ARRAUZ Alejandro, "Evolución e involución de la actividad minera aurífera en Costa Rica durante las pasadas tres décadas", *Revista Geologica de America Central*, 2014.

ATLANI-DUAULT Laetitia, *Au bonheur des Autres, Anthropologie de l'aide humanitaire*, Nanterre, Société d'ethnologie, 2005, 199 p.

BERGERON Henri, CASTEL Patrick, et DUBUISSON-QUELLIER Sophie, « Gouverner par les labels: Une comparaison des politiques de l'obésité et de la consommation durable », *Gouvernement et action publique* 3, n° 3 (2014): 7.

BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, éd., *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Collection « Hommes et sociétés » (Paris: Mainz: Karthala; Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement, 2000), p. 8.

BOUKHRIS Linda, *Imaginaire national et imaginaire touristique au Costa Rica : le tourisme comme fabrique du territoire et de la nation* (Paris 1, 2013), <http://www.theses.fr/2013PA010702>.

BUU SAO Doris, « 'Perupetro est ton ami' : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », in *Participations* no6, 2013, p. 120.

CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie, « Les ONG d'environnement dans un système international en mutation : des objets non identifiés ? », in Catherine Aubertin (dir), *Représenter la nature ? ONG et biodiversité*, IRD, 2005.

CORNWALL, Andrea et BROCK, Karen, « What do Buzzwords Do for Development Policy ? A Critical Look at 'Participation', 'Empowerment' and 'Poverty Reduction' », *Third World Quarterly*, 26 (7), 2005, p.1043-1060

DAGNINO Evelina, « Participation, Citizenship and Democracy », in NEVEU Catherine, *Cultures et Pratiques Participatives*, L'Harmattan, Paris, 2007.

D'ALMEIDA Nicole, « De l'environnement au développement durable, l'institution d'un objet et la configuration d'une question », *Communication et organisation*, n° 26 (2 janvier 2005): 12- 24, <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.3268>.



DUMOULIN David, « Les ONG et le secteur mondialisé de la conservation » avec Etienne Rodary in Catherine Aubertin (coord) : *Représenter la nature. ONG et biodiversité*, Paris, Presse de l'IRD, 2005.

DUMOULIN David, - « Les politiques de conservation de la nature au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », dans : CEPAL, Numéro spécial en français 2005, CEPAL-IHEAL, Santiago du Chili.

DUMOULIN Laurence, SAURUGGER Sabine « Les policy transfer studies : analyse critique et perspectives », *Critique internationale* 2010/3 (n° 48), p. 9-24.

FABIOLA Nicolas, « Un bilan des enjeux et impacts de l'écotourisme au Costa Rica », *Études caribéennes*, n° 5 (1 décembre 2006), <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.263>.

FERAL François, « L'administration des aires marines protégées en Afrique de l'Ouest, The administration of marine protected areas in West Africa », *Mondes en développement*, n° 138 (2007): 43- 60, <https://doi.org/10.3917/med.138.0043>.

FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, 1975, Gallimard, Paris.

FOYER Jean, « Introduction générale. La modernisation écologique à l'épreuve de Rio+20 », *Regards croisés sur Rio+20. La modernisation écologique à l'épreuve*, CNRS Alpha, 2015.

FROGER Géraldine et GALLETTI Florence, « Introduction », *Mondes en développement* 138, n° 2 (2007): 7, <https://doi.org/10.3917/med.138.0007>.

GIOVALUCCHI, François et J.P. OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n°198, avril-juin 2009, n°198, p.383-406.

GUDYNAS Eduardo, "Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : Una breve guía heterodoxa", in LANG Miriam, MOKRANI Dunia, *Mas alla del Desarrollo*, Fundacion Rosa Luxembourg, Abya Yala, Quito, 2011, p. 47.

GUIGNIER Armelle, « La conservation de la biodiversité au Costa Rica à l'épreuve des projets d'infrastructures : l'encadrement juridique du projet de barrage El Diquís », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial (2011): 163- 83.

GUIOMAR Myette, « Le patrimoine géologique en prise avec son territoire », *La Lettre de l'OCIM. Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques*, n° 123 (1 mai 2009): 31- 39, <https://doi.org/10.4000/ocim.238>.

HOBLEA Fabien *et al.*, « Les géopatrimoines des Alpes occidentales : émergence d'une ressource territoriale », *Annales de géographie* 2017/5 (N° 717), p. 566-597.

ISLA Ana, *The « Greening » of Costa Rica: Women, Peasants, Indigenous Peoples, and the Remaking of Nature* (University of Toronto Press, 2015).

MC KEEVER Patrick J. et ZOUROS Nickolas, "Geoparks: Celebrating Earth heritage, sustaining local communities", *Episodes*, Vol. 28, no. 4, 2005.

NAY Olivier et SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institution » in *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica 2002.

OSORIO Jaime, *Las dos caras del espejo. Ruptura y continuidad en la sociología Latinoamericana*, México, Ed. Triana, 1995.

PESCHE Denis et al., « Dynamique des dispositifs de paiements pour services environnementaux : les apports de l'analyse des politiques Publiques », *Développement durable et territoires*, n° Vol. 7, n°1 (11 avril 2016), <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11233>.

POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une « internationale civile » », *Critique internationale* 2001/4 (no 13), p. 163-176.

Projet ANR, BlueGrass, « Les luttes pour l'or bleu : des mobilisations locales pour l'eau à l'internationalisation des politiques environnementales. Une analyse multiniveaux », 2013.

RAYMOND Nathalie, « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Études caribéennes*, n° 6 (1 avril 2007).

REBEYROLLE Louise, *Révolution citoyenne, mouvement autochtone et coopération internationale. Jeux d'échelles et d'influences en Équateur*. Science politique. 2016, p.28.

RIST Gilbert (dir.), *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*, 2002, Nouveaux Cahiers de l'IUED, 208 p.

ROBERT, Cécile, « Les transformations managériales des activités politiques », *Politix*, 79, 2007, 7-24., p.9.

RODRIGUEZ ECHAVARRIA Tania, *Gouverner l'environnement dans des régions frontalières : coopération et conflits dans les bassins du fleuve San Juan (Costa Rica-Nicaragua) et du fleuve Sixaola (Costa Rica-Panamá)* (Paris 7, 2014), <http://www.theses.fr/2014PA070096>.

RUSSEIL Sarah, « Transfert de politiques publiques », in Laurie Boussaguet et al., *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2014 (4e éd.), p. 640-650.

RYFMAN Philippe, *Les ONG*, Paris, La Découverte, 2014, p.5.

SAGOT Álvaro, « La insostenibilidad de nuestro "desarrollo sostenible" », *Ambientico*, n° 181, 2008, p. 13-14.

STEINBERG Paul F., *Environmental leadership in developing countries. Transnational Relations and Biodiversity Policy in Costa Rica and Bolivia*, Cambridge, Mass: MIT Press, 2001.

STONE Diane, “Understanding the transfer of policy failure: bricolage, experimentalism and translation”, *Policy & Politics*, vol 45, no 1, 2017, 55–70

TIMMERMANS Stefan and EPSTEIN Steven, “A World of Standards but not a Standard World: Toward a Sociology of Standards and Standardization”, *Annual Review of Sociology* 2010. 36:69–89.

VIVIEN Franck-Dominique, « Jalons pour une histoire de la notion de développement durable », *Mondes en développement* 121, n° 1 (2003): 1, <https://doi.org/10.3917/med.121.0001>.

ZOUROS N. (2004), « The European Geoparks Network. Geological heritage protection and regional development », *Episodes*, vol. 27, n° 3, p. 165-171.

## **Méthodologie**

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 2012

## **Sources primaires et secondaires**

### **Entretiens**

- Entretien avec Roxana Chacón, ingénieure forestière de Fundecor, le 16/04/2018
- Entretien avec Felipe Carazo, directeur exécutif de Fundecor, le 18/04/2018
- Entretien avec Ivannia Vargas, responsable du secteur éducation environnementale et gestion des aires sauvages protégées de Fundecor, le 27/04/2018
- Entretien avec Juan Quintanilla, responsable du secteur comptabilité de Fundecor, le 27/04/2018
- Entretien avec Melvin, président de l'ASADA, le 02/05/2018
- Entretien avec Freddy Vargas, directeur du restaurant Freddo Fresas, le 03/05/2018
- Entretien avec Sofia Murillo, adjointe au maire de San Pedro de Poas, le 05/05/2018
- Entretien avec Mauricio Arias, responsable des aires protégées de l'aire de conservation volcanique centrale du SINAC, le 07/05/2018

- Entretien avec Gino Gonzalez, géologue de l'association VSF (Volcanes sin fronteras) le 08/05/2018
- Entretien avec José Courrau, chargé des aires protégées de l'UICN bureau régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, le 09/05/2018
- Entretien avec Juan Criado, responsable du secteur des sciences naturelles de l'Unesco San José, le 11/05/2018
- Entretien avec Cristina Weidlich, responsable de la communication de Fundecor, 14/05/2018

### **Observations**

- Ateliers d'éducation environnementale à l'occasion de la Journée de l'eau, le 12/03/2018
- Réunion avec les responsables des secteurs d'éducation environnementale, de gestion des services écosystémiques et le sous-directeur de Fundecor, le 10/04/2018
- Sortie d'éducation environnementale de niveau collège au Parc national Volcan Irazú, le 12/04/2018
- Réunion entre VSF et Fundecor sur l'état d'avancement de la proposition de géoparc, le 16/04/2018
- Atelier de formation sur le plan de marchandisation à Sarapiquí, le 30/04/2018

## Publications du Costa Rica : présidence de la République, ministères et assemblée législative

### Lois nationales

- Loi forestière

ASAMBLEA LEGISLATIVA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, *Ley forestal*, 1969, disponible à: <http://www.pgrweb.go.cr/scij>, <http://www.mag.go.cr/legislacion/1969/ley-4465.pdf> (consulté le 10/07/2018).

- Loi des fondations

ASAMBLEA DE LA REPUBLICA DE COSTA RICA, *Ley de fundaciones*, 1973, disponible à: <http://www.pgrweb.go.cr/scij>, [https://www.uaca.ac.cr/wp-content/uploads/2018/ordenanzas/ley\\_de\\_fundaciones.pdf](https://www.uaca.ac.cr/wp-content/uploads/2018/ordenanzas/ley_de_fundaciones.pdf) (consulté le 15/07/2018).

- Loi sur la biodiversité

ASAMBLEA LEGISLATIVA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, *Ley de biodiversidad*, n° 7788, 1998, Art. 28-29, disponible à: <http://www.pgrweb.go.cr/scij>, <http://www.mabs.jp/countries/others/pdf/221e.pdf> (consulté le 10/07/2018).

- Acte constitutif de Fundecor

PROCURADOR GENERAL DE LA REPUBLICA, Acte constitutif de Fundecor, 1989, fourni au cours du stage par la secrétaire de Fundecor.

### Rapports

SISTEMA NACIONAL DE AREAS DE CONSERVACION, *Plan de turismo sostenible del Parque Nacional Volcán Poas*, sans date, disponible à: <http://www.sinac.go.cr>, (consulté le 15/07/2018).

PROGRAMA ESTADO DE LA NACION, CONSEJO NACIONAL DE RECTORES, GONZALEZ JIMENEZ Luis Antonio, *Vigesimosegundo informe Estado de la Nación en desarrollo humano sostenible (2015). El estado de la cooperación internacional en Costa Rica, 2016*, [https://estadonacion.or.cr/files/biblioteca\\_virtual/022/Fortalecimiento/Gonzalez\\_2016.pdf](https://estadonacion.or.cr/files/biblioteca_virtual/022/Fortalecimiento/Gonzalez_2016.pdf), consulté le 19/07/2018.

## Publications de Fundecor et d'organisations transnationales

GUERRERO, M.; MIRANDA, J.; HERRERA, R.; DUARTES, W. 2017. « Determinación de la riqueza de mamíferos medianos y grandes en tres fincas sometidas a la certificación forestal en Costa Rica », Fundecor (ConCiencia, no. 1), disponible à : [https://docs.wixstatic.com/ugd/99e981\\_40aaf2c7a60c4c19b11b501856ab3173.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/99e981_40aaf2c7a60c4c19b11b501856ab3173.pdf) (consulté le 16/08/2018).

RED INTERNACIONAL DE FORESTERIA ANÁLOGA, « Foresterie Analogue », disponible à : <http://www.analogforestry.org/about-us/analog-forestry/?lang=fr> (consulté le 6 août 2018).

## Publications de l'organisation intergouvernementale l'Unesco

- **Accords**

Déclaration d'Arouca, 12 novembre 2011, disponible à : [aroucageopark.pt/documents/76/Declaracao\\_Arouca\\_FR.pdf](http://aroucageopark.pt/documents/76/Declaracao_Arouca_FR.pdf) (consulté le 19/08/2018)

- **Autres communications et rapports**

UNESCO, *Los Geoparques Mundiales de la UNESCO*, 2017, disponible à : [unesdoc.unesco.org/images/0024/002436/243650S.pdf](http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002436/243650S.pdf), (consulté le 20/08/2018)

UNESCO, *Les Géoparcs Mondiaux UNESCO*, 2017, disponible à : [unesdoc.unesco.org/images/0024/002436/243650F.pdf](http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002436/243650F.pdf), consulté le 20/08/2018.

UNESCO, secteur des sciences naturelles, « Géoparcs mondiaux Unesco », disponible à : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/unesco-global-geoparks/> (consulté le 23/08/2018).

## Liste des principaux sigles utilisés

ACICAFOC: Asociación Coordinadora Indígena y y Campesina de Agroforestería Comunitaria Centroamericana  
ACVC : Aire de Conservation Volcanique Centrale  
AMBIO: Organización Ambiente y Biodiversidad  
ASADA: Asociación Administradora de los Sistemas de los Acueductos y Alcantarillados  
BID : Banque Interaméricaine de Développement  
CATIE: Centro agronómico tropical de investigación y enseñanza  
CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique latine  
COP21: Conference of the Parties 21  
DONGO: Donor-Organised NGO  
FAO: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture  
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial  
FONAFIFO: Fondo Nacional de Financiamiento Forestal  
GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de coopération internationale allemande)  
GONGO : Governmental NGO  
GPS: global positioning system  
ICE: Institut Costaricien d'Electricité  
ICT : Institut Costaricien du Tourisme  
IGCP: Programme International de Géosciences  
IGGP: Programme International sur les Géosciences et les Géoparcs  
INBIO: Instituto Nacional de Biodiversidad  
JICA : Agence Japonaise de Coopération Internationale  
MAB: Man and Biosphere  
MAG : Ministerio de Agricultura y Ganadería de Costa Rica  
MINAE : Ministerio de Ambiente y Energía de Costa Rica  
PAO: Plan Anual de Operación  
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement  
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement  
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques OIG : Organisation Intergouvernementale  
OEA : Organisation des Etats Américains  
ONG : Organisation Non Gouvernementale  
SINAC : Système National des Aires de Conservation  
TEC: Instituto Tecnológico de Costa Rica  
TNC: The Nature Conservancy  
UCR : Universidad de Costa Rica  
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature  
UN : United Nations  
UNA: Universidad Nacional  
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International  
WWF: World Wide Fund

## **Table des illustrations, tableaux et cartes**

### **Carte**

Carte 1 : Les onze aires de conservation au Costa Rica. Source MINAE-SINAC, disponible à [www.sinac.go.cr/](http://www.sinac.go.cr/), p. 27, consulté le 09/08/2018.

Carte 2: *Las Reservas de biosfera*, Comité costaricien MAB, carte fournie au cours de l'enquête par Alexa, une collègue de Fundecor.

Carte 3: Que es el SINAC? Source SINAC, disponible à: [http://www.sirefor.go.cr/?page\\_id=164](http://www.sirefor.go.cr/?page_id=164), consulté le 28/08/2018.

### **Tableau**

Articulations du travail de Fundecor et de l'Unesco, élaboration propre, p. 102.

### **Illustrations**

Photos de couverture 1 : Photo du cratère du Volcan Poás. Laura Alvarado – January 23, 2018, "Poas Volcano National Park in Costa Rica Will Not Reopen Anytime Soon", *The Costa Rica Star*, disponible à: <https://news.co.cr/poas-volcano-national-park-costa-rica-will-not-reopen-anytime-soon/70079/>, consulté le 27/08/2018.